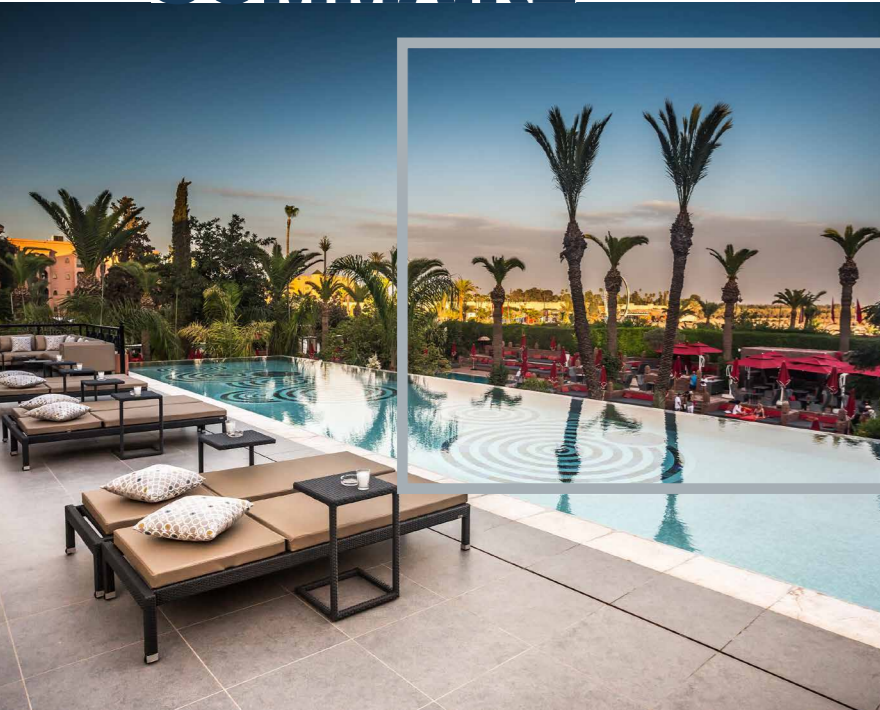


RAPPORT **20**
FINANCIER
ANNUEL **21**



SOMMAIRE



01

Présentation de **RISMA**

- Chiffres clés
- Présentation des activités
- Dates clés
- Actionnariat

03

Rapport **ESG**

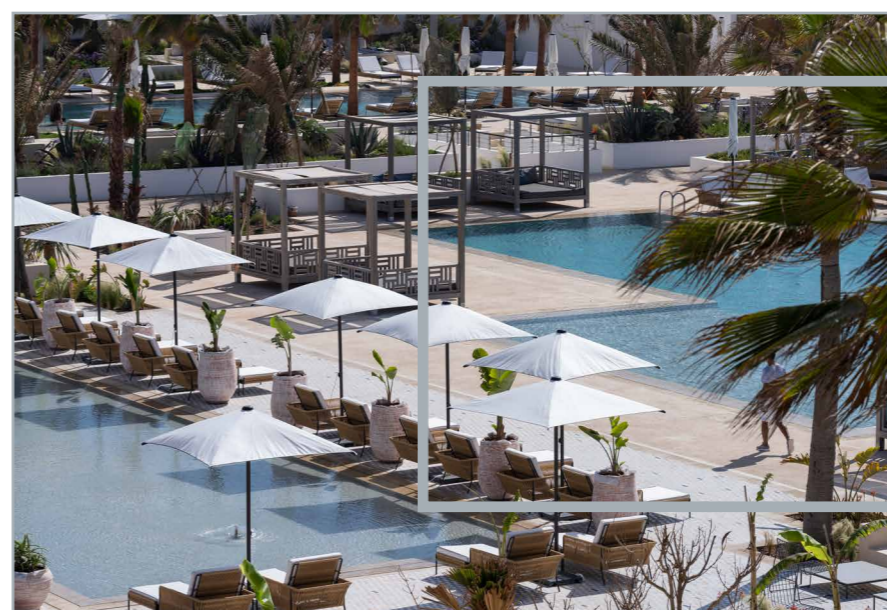
- Les parties prenantes du Groupe
- Politique de Risma en matière sociale et environnementale
- Informations environnementales
- Informations sociales
- Empreinte socio-économique de Risma
- Gouvernance



02

Rapport **D'ACTIVITÉ**

- Faits marquants de l'année 2021
- Performances financières
- Perspectives



04

Livret **FINANCIER**

- Comptes consolidés
- Comptes sociaux
- Rapport de gestion
- Rapport des commissaires aux comptes
- Déclaration des honoraires des commissaires aux comptes

ENTRETIEN AVEC M. AMINE ECHCHERKI, PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE DE RISMA



« Le contexte de crise ne nous a pas empêché de continuer à déployer notre programme de rénovations, conformément à notre stratégie, afin d'offrir le meilleur service à nos clients »



Quel regard portez-vous sur la situation conjoncturelle et quel bilan faites-vous de l'année 2021 ?

Nous avons vécu une situation extrêmement difficile dans le secteur de l'hôtellerie et du tourisme depuis le déclenchement de la pandémie. Nous avons fait preuve de résilience et d'agilité pour nous adapter très rapidement aux exigences liées à la reprise d'activité en déployant les efforts nécessaires pour obtenir le Label ALLSAFE, lancé conjointement par le Groupe Accor et Bureau Veritas. Ce dispositif nous a permis de garantir à notre clientèle les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité selon un nouveau protocole spécifique, afin de restaurer la confiance de nos clients et protéger la santé de nos collaborateurs. Malgré des signaux de reprise avec un assouplissement des restrictions sanitaires, les épisodes successifs de fermetures des frontières ont grevé la reprise de l'activité tant attendue en 2021. Nous avons malgré cette situation, réussi à relever légèrement notre taux d'occupation par rapport à l'année précédente pour atteindre 34% et réaliser un chiffre d'affaires de 525 MDH, en hausse de 4% à périmètre comparable (hors Sofitel Agadir RBR), le chiffre d'affaires a augmenté de 11% par rapport à 2020.

Depuis l'apparition de la crise sanitaire, aucun de nos 27 établissements n'a enregistré de fermeture. Certaines de nos unités ont été mises à disposition des autorités sanitaires et autorités locales pendant la période de pic de la pandémie afin de loger, à proximité des établissements hospitaliers, les médecins et personnels soignants, en première ligne dans le combat contre la pandémie.

Le contexte de crise, ne nous a pas empêché de continuer à déployer notre programme de rénovations, conformément à notre stratégie, afin d'offrir le meilleur service à nos clients.

Durant l'année 2021, nous avons continué le déploiement de notre feuille de route qui vise à redonner une nouvelle jeunesse à notre patrimoine. Nous avons ainsi poursuivi la rénovation du Sofitel Marrakech et du Sofitel Agadir Thalassa & SPA, deux établissements qui figurent parmi nos actifs les plus emblématiques.

Quelles sont aujourd'hui les priorités de RISMA compte tenu du contexte actuel ?

Nous continuons à tenir compte de la crise sanitaire et de ses effets qui vont encore se répercuter sur notre activité pendant encore quelques années, mais nous ne perdons pas de vue notre priorité qui est d'offrir le meilleur service à nos clients. Ceci passe notamment par notre programme de rénovation que nous comptons poursuivre durant les années à venir, avec notre volonté d'accompagner la transition énergétique en équipant de plus en plus nos établissements de dispositifs plus économes en énergie, favorisant ainsi l'utilisation d'un mix énergétique laissant une place plus importante aux énergies de source renouvelable.

Par ailleurs nous envisageons toujours de renforcer notre présence sur le secteur de l'hôtellerie, à travers des acquisitions que nous examinons à chaque fois qu'une opportunité se présente.

Quelles sont vos perspectives pour l'année 2022 ?

Le début de l'année 2022 montre un certain nombre de signaux positifs qui nous laissent aborder l'avenir avec confiance. Nous envisageons une reprise progressive de notre activité compte tenu de la levée des restrictions sanitaires, de la réouverture des frontières et des efforts réalisés par le Ministère du tourisme et de ses différents départements pour améliorer l'attractivité de la destination Maroc. Nous prévoyons une amélioration significative de notre taux d'occupation et par conséquent de notre chiffre d'affaires, mais nous restons cependant très attentifs à l'évolution de la situation pandémique que ce soit au Maroc ou dans le reste du monde. Nous espérons retrouver progressivement le chemin de la croissance et renouer avec les niveaux normatifs atteints en 2019.



Présentation de
RISMA

1^{ER} GROUPE HÔTELIER MAROCAIN

Créé en 1993 par le Groupe Accor pour gérer les contrats de location de deux villages de vacances sous l'enseigne Coralia, RISMA n'a cessé de se développer au fil des années, pour accompagner la stratégie nationale de développement touristique et devenir ainsi le premier opérateur touristique du Maroc.

Avec une forte présence dans 11 villes du royaume, RISMA est désormais le leader national dans le secteur de l'hôtellerie, à travers 6 marques de notoriété internationale que sont : Sofitel Luxury, M'Gallery, Mercure, Novotel, Ibis et Ibis Budget.

Présent à la fois sur les segments du luxe et du haut de gamme, du milieu de gamme et de l'hôtellerie économique, RISMA détient un portefeuille de 27 unités hôtelières. Leur gestion est quant à elle confiée au Groupe Accor qui, à travers un partenariat historique, apporte toute son expertise et son savoir-faire en matière d'hospitalité.



LUXE ET HAUT
DE GAMME

SOFITEL
HOTELS & RESORTS



MILIEU
DE GAMME

Mercure
HOTELS

NOVOTEL
HOTELS, SUITES & RESORTS

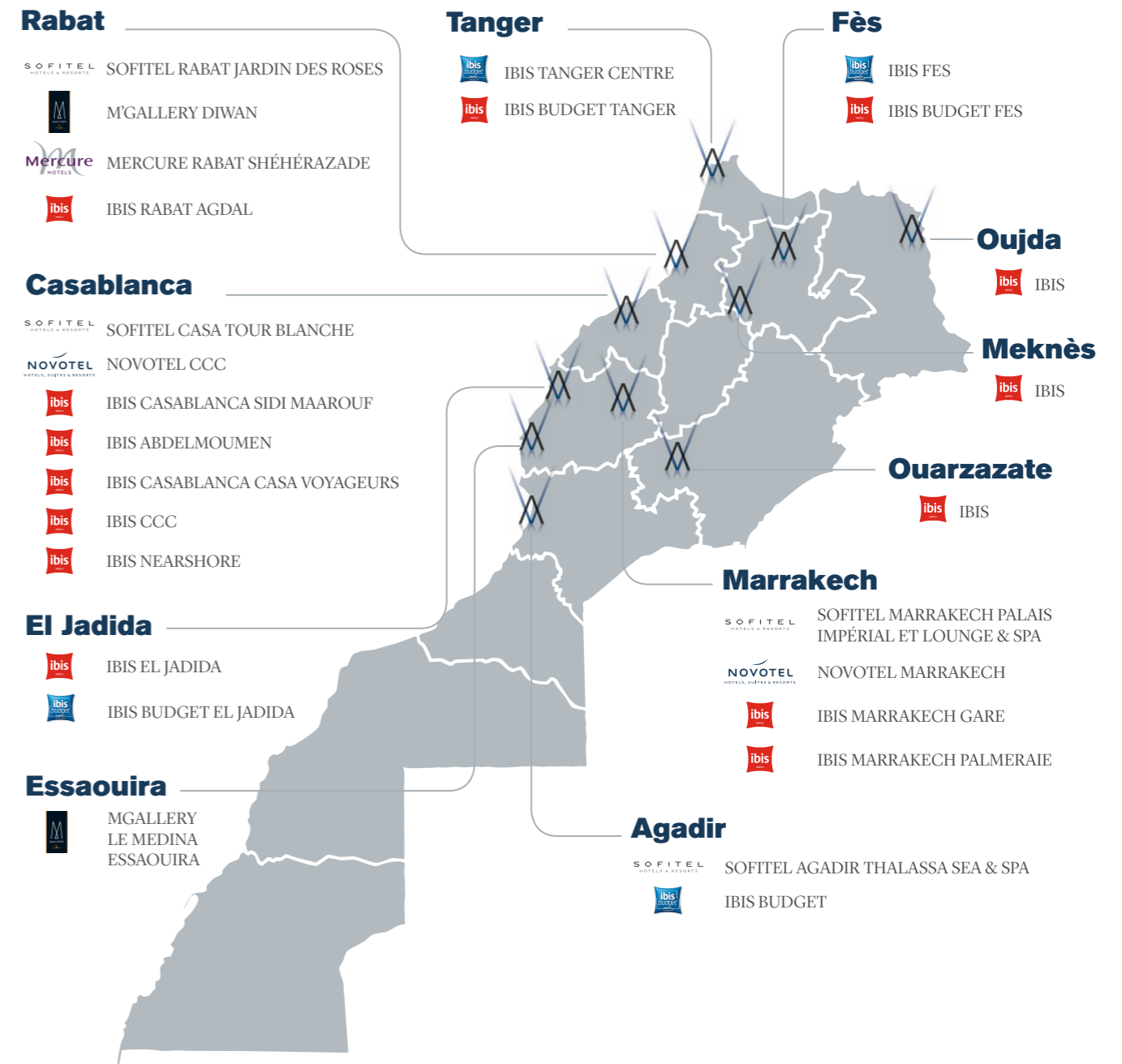
ÉCONOMIQUE



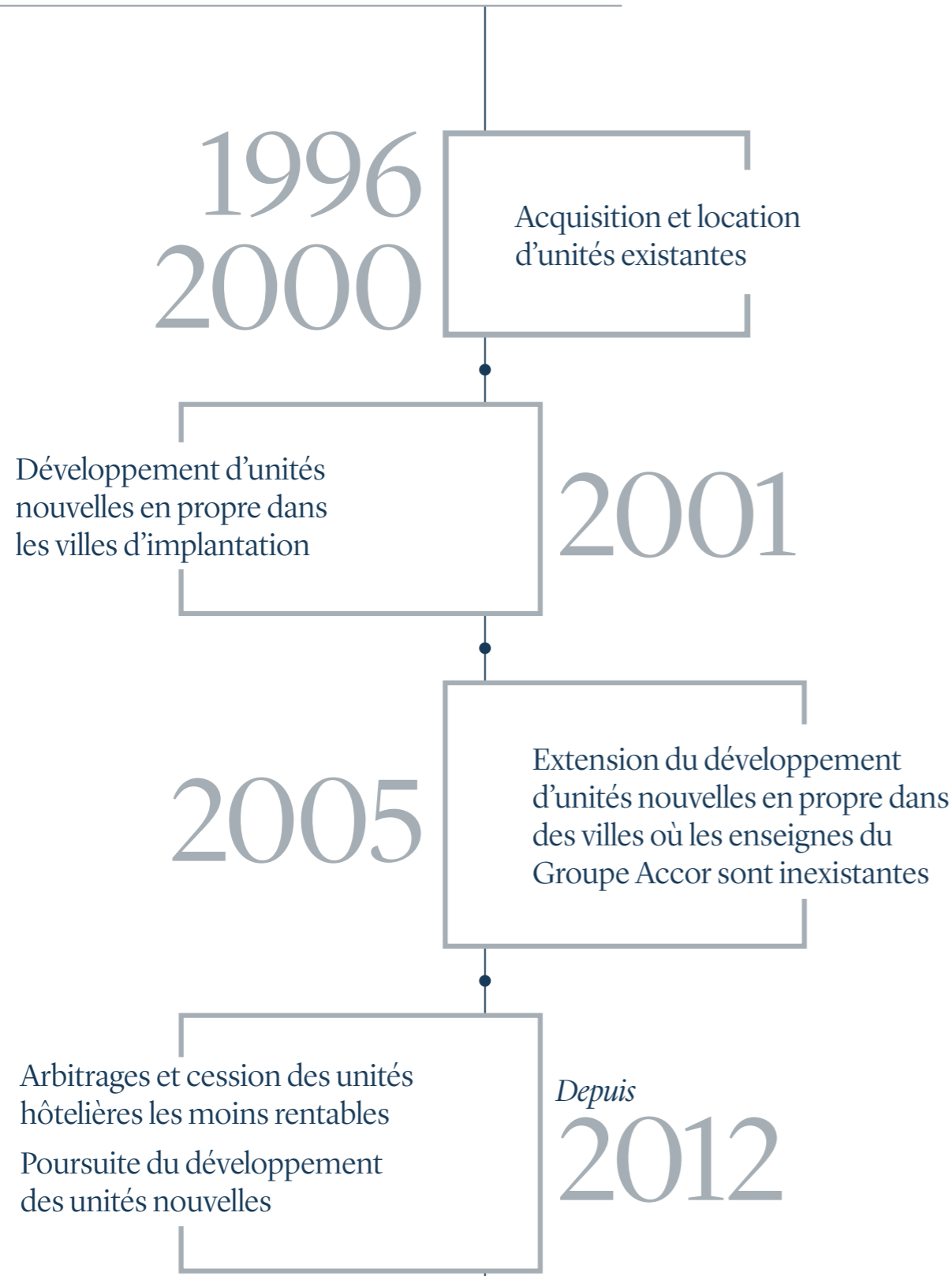
TRÈS
ÉCONOMIQUE



UNE COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE ÉTENDUE

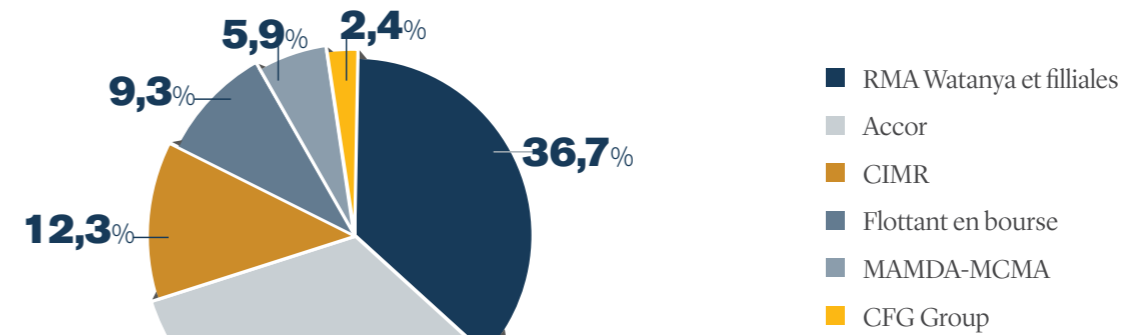


PRÈS DE 30 ANS AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DE L'HÔTELLERIE AU MAROC

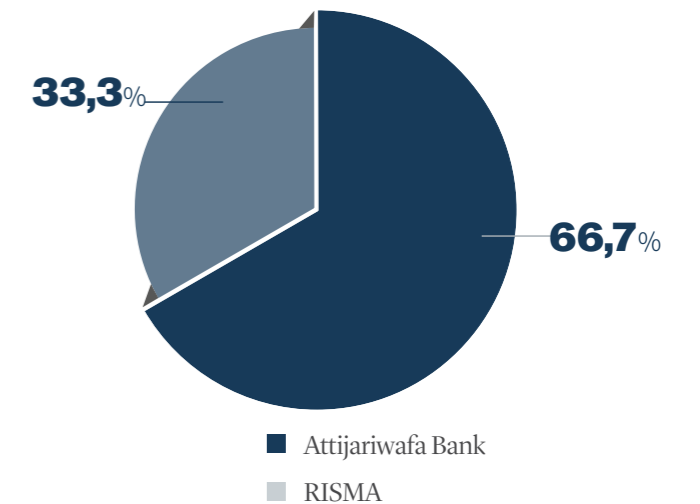


UN ACTIONNARIAT SOLIDE

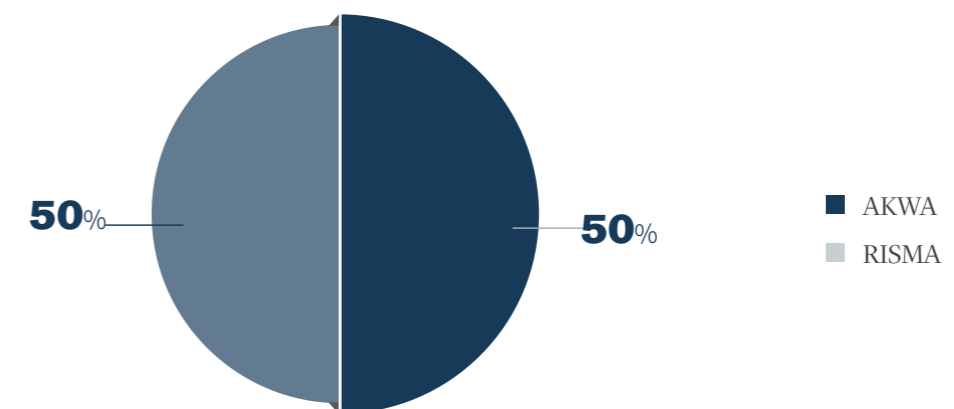
L'actionnariat actuel de Risma se compose actuellement comme suit :



Les hôtels de la marque Ibis sont des actifs de la filiale Moussafir détenue à 66,67% par Risma et 33,33% par Attijariwafabank



Les hôtels de la marque Ibis Budget sont des actifs de la filiale SMHE



RISMA EN CHIFFRES AU 31/12/2021

Leader national dans le secteur de l'hôtellerie, RISMA a une forte présence dans 11 villes du royaume à travers 6 marques de notoriété internationale.

Présent à la fois sur les segments du luxe et du haut de gamme, du milieu de gamme et de l'hôtellerie économique, RISMA détient un portefeuille de 27 unités hôtelières.

RISMA bénéficie du savoir-faire du Groupe Accor en matière d'hospitalité dans la gestion de ses hôtels, à travers un partenariat historique.



27

UNITÉS
HÔTELIÈRES



11

VILLES
COUVERTES



1 333

COLLABORATEURS



-172 MDH

RÉSULTAT
NET



525 MDH

CHIFFRE
D'AFFAIRES

PERFORMANCES EXTRA-FINANCIÈRES



40%

DE FEMMES DANS
L'ENCADREMENT
EN 2021



36%

DE FEMMES DANS
LES EFFECTIFS
GLOBAUX EN 2021



32%

PART DE PRODUCTION
ÉLECTRIQUE À PARTIR
DE SOURCE
RENOUVELABLE



100%

DE COLLABORATEURS
FORMÉS
EN 2021



Rapport
D'ACTIVITÉ

PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE ET ANALYSE DES **PRINCIPAUX INDICATEURS OPÉRATIONNELS ET FINANCIERS**

	31 décembre 2020	31 décembre 2021	Variation
Taux d'occupation consolidé	31%	34%	+ 3 pts
Chiffre d'affaires consolidé	503 MDH	525 MDH	+ 4%
Excédent Brut d'Exploitation consolidé	33 MDH	58 MDH	+76%
Résultat Net Part du Groupe	-303 MDH	-172 MDH	N/A

Depuis mars 2020, l'activité de RISMA est fortement impactée par la crise sanitaire et ses effets sur le secteur du tourisme et de l'hôtellerie. Après une année 2020 particulièrement sinistrée pour l'ensemble du secteur, l'année 2021 marque un début de reprise, limité par le prolongement des restrictions et les épisodes de fermeture des frontières qui ont fortement impacté l'activité.

Au cours de l'année 2021, malgré le contexte de crise, RISMA a continué à déployer son programme d'investissement à travers la rénovation de ses actifs les plus emblématiques que sont le Sofitel Marrakech et le Sofitel Agadir Thalassa Sea & Spa.

L'activité du Groupe au cours de l'année 2021 a permis de dégager un chiffre d'affaires de 525 MDH et un EBITDA de 58 MDH, en hausse de 20 MDH par rapport à 2020.

L'impact de la crise sanitaire du Covid-19 se fait ressentir en 2020, avec un Résultat Net Part du Groupe de -172 MDH en hausse de 131 MDH par rapport à 2020, des capitaux propres à 1 066 MDH (vs 1 237 MDH à fin 2020), et une dette nette de 1 790 MDH, en hausse de 257 MDH par rapport à fin décembre 2020. Le levier financier s'établit à 61% vs 53% au 31 décembre 2020 soit une hausse de 7 pts.





Rapport
ESG

PRÉAMBULE

Les informations contenues dans le présent chapitre du Rapport Financier Annuel (RFA) de RISMA regroupent les informations et indicateurs extra-financiers, en réponse aux exigences de la circulaire de l'AMMC n°03/19 du 20 février 2019 relative aux opérations et informations financières.

MÉTHODOLOGIE ET RÉALISATION DU RAPPORT ESG 2021



L'ensemble des hôtels propriété de RISMA sont gérés par Accor Gestion Maroc (AGM) dont RISMA est actionnaire à hauteur de 33,3%. Ce partenariat stratégique initié en 1993 permet aujourd'hui à RISMA de bénéficier du savoir-faire du Groupe Accor en matière d'hospitalité et de décliner les bonnes pratiques du groupe, notamment en matière de politique sociale et environnementale.

Afin de réaliser cet exercice de reporting extra-financier, RISMA s'est appuyée sur le travail de collecte d'informations de ses équipes pour le compte du Groupe Accor, dans le cadre de son programme mondial Planet 21.

Initié par le Groupe Accor, Planet 21 est un programme qui se décline en 4 axes stratégiques que sont : les collaborateurs, les clients, les partenaires et les communautés locales, ainsi que les enjeux relatifs à l'alimentation et aux bâtiments.

La dynamique de progrès entamée par RISMA a été ralentie depuis l'année 2020, en raison de la crise sanitaire mondiale et de ses effets qui ont continué à se répercuter sur le secteur au Maroc.

LES PARTIES PRENANTES DE RISMA

En conformité avec la stratégie du Groupe Accor déployée à travers les hôtels détenus en propre et ceux en gestion, les unités hôtelières de RISMA sont engagées à opérer selon des valeurs éthiques du groupe, en garantissant le respect des droits de l'homme, en luttant contre la corruption, en protégeant la vie privée des clients, en agissant pour le développement durable, en préservant les écosystèmes

menacés, en luttant contre l'exclusion et en soutenant les initiatives locales.

Afin de répondre au mieux à ces différents engagements, une cartographie de l'écosystème de RISMA a été réalisée, il en ressort les parties prenantes suivantes avec lesquelles RISMA entretient des relations de manière directes ou indirectes.

ÉCONOMIE

- ▶ Actionnaires
- ▶ Compagnies d'assurance
- ▶ Banques
- ▶ Commissaires aux comptes

SOCIAL

- ▶ Collaborateurs
- ▶ Représentants du personnel
- ▶ Organismes de sécurité sociale
- ▶ Organismes de formation
- ▶ Médecine du travail

PARTENAIRES

- ▶ Fournisseurs stratégiques
- ▶ Organismes de certification
- ▶ Autres fournisseurs et sous-traitants

LES PARTIES PRENANTES DE



CLIENTS

- ▶ Clients particuliers
- ▶ Clients institutionnels

COMMUNAUTÉS ET TERRITOIRES

- ▶ Riverains des hôtels

INSTITUTIONS

- ▶ Ministère du Tourisme
- ▶ ONMT et autres institutions
- ▶ AMMC, ANAPEC, OFPPT
- ▶ Bourse de Casablanca
- ▶ ONG et médias

UN OPÉRATEUR SOUCIEUX DE LA PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT



Le programme Planet 21 du Groupe Accor a été mis en place au sein de l'ensemble des hôtels détenus ou en gestion par le Groupe à travers le monde. Décliné en 76 items autour de 4 axes que sont les clients, les partenaires, les collaborateurs et les communautés, le programme Planet 21 permet ainsi de piloter les progrès réalisés et les efforts à fournir pour chaque unité hôtelière dans le monde. En tant que partenaire du Groupe Accor, RISMA qui avait déjà démarré des initiatives en faveur de la préservation de l'environnement en 2008, a dès 2011 entamé la déclinaison du programme Planet 21 dans la totalité de ses unités hôtelières. Ce programme

vise notamment à amener les hôtels à s'engager dans la transition énergétique, à proposer aux clients une alimentation saine et durable, à agir auprès des communautés locales et être une entreprise inclusive qui garantit le bien-être de ses collaborateurs.

Les objectifs du programme initialement fixés pour 2020 ont été reportés à fin 2021 puis à 2022, en raison de la crise sanitaire et de ses conséquences sur le secteur. Le programme ALLSAFE visant à procurer le maximum d'hygiène aux clients et collaborateurs des hôtels a pour sa part été déployé au niveau de l'ensemble des unités.

UNE GESTION DE L'EAU RAISONNÉE

Dans le secteur de l'hôtellerie, la gestion de la ressource en eau est primordiale. Afin de disposer des outils nécessaires au pilotage de la consommation en eau, RISMA a mis en place dès 2008 dans la totalité de ses unités hôtelières, un système de suivi de la consommation en eau.

Ce système qui a nécessité de compteurs dédiés par branche d'activité, a permis à la fois d'identifier tout dysfonctionnement éventuel nécessitant

une intervention, mais également de réaliser un pilotage efficace à travers des plans d'action pour optimiser la consommation d'eau.

La consommation d'eau des années 2020 et 2021 n'est pas significative en raison de la crise sanitaire et de ses répercussions qui se sont soldées par une baisse significative de la fréquentation des établissements durant ces deux années.



UNE GESTION DE L'ÉNERGIE CONTRÔLÉE



12★

Les unités hôtelières de RISMA ont recours à différentes sources d'énergie, notamment pour la production d'eau chaude sanitaire, le chauffage des chambres et l'utilisation en cuisine.

Dans le cadre de sa stratégie de réduction du niveau d'émission de CO₂, et conformément à sa volonté de décliner le programme Planet 21, RISMA a entamé un programme de migration de ses installations de chaudières à gaz lors des rénovations et des nouvelles constructions en faveur de l'énergie électrique, lorsque l'infrastructure le permet. Il est toutefois important de rappeler que dans l'activité hôtelière, il est d'usage de recourir à une diversité de sources énergétiques pour faire face à d'éventuelles interruptions d'électricité de longue durée.

Toujours animée par une volonté de réduire son empreinte carbone, RISMA a commencé dès l'année 2000 à installer des panneaux solaires pour la production de l'eau chaude sanitaire à Meknès puis à Fès et Marrakech.

Dans le cadre des projets réalisés en matière de réduction et d'optimisation des consommations énergétiques, les équipes de RISMA ont adopté un système qui permet, grâce à une pompe à chaleur, de récupérer l'eau chauffée dans le système de climatisation et de la redéployer dans le système de production d'eau chaude sanitaire. Tous les hôtels qui disposent de ce système ont ainsi pu constater une baisse de leur consommation énergétique dans la production d'eau chaude sanitaire de 40 à 50% en haute saison.

ÉVOLUTION DES CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE GROUPE RISMA 2020-2021

CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE

	2020*	2021
ÉNERGIE GLOBALE en KWH	25 159 772	29 414 985
ÉLECTRICITÉ en KWH	18 259 866	21 942 721
COMBUSTIBLE en KWH	6 836 044	7 400 734
ÉNERGIE SOLAIRE en KWH	62 580	71 530

* Afin de réaliser une comparaison sur le même périmètre, les données 2020 ont été traitées de l'hôtel Sofitel Agadir Royal Bay.

La consommation énergétique des années 2020 et 2021 n'est pas significative, en raison de la crise sanitaire et de ses répercussions qui se sont soldées par une baisse significative de la fréquentation des établissements durant ces deux années.

RISMA FAIT FIGURE DE PRÉCURSEUR, AVEC LE 1^{ER} HÔTEL EN AFRIQUE LABELLISÉ HAUTE QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE (HQE NIVEAU EXCEPTIONNEL)

L'ouverture de l'hôtel Ibis Casablanca Voyageurs en 2017 a marqué la volonté de RISMA de s'orienter vers des constructions durables et respectueuses de l'environnement. Premier hôtel en Afrique à décrocher le label (HQE NIVEAU EXCEPTIONNEL), une référence internationale

dans le secteur de la construction immobilière durable, l'Ibis Casablanca Voyageurs a été conçu pour limiter ses consommations énergétiques, avec 30% des besoins qui proviennent de sources d'énergie renouvelable.

UNE GESTION DES DÉCHETS



L'un des piliers du programme Planet 21 réside dans la diminution progressive de la production de déchets alimentaires et d'en recycler le maximum, dans la limite des possibilités offertes par la réglementation et les filières de valorisation reconnues.

La totalité des unités hôtelières de RISMA réalise le tri des déchets en amont, afin que les prestataires puissent enlever et revaloriser toute la matière qui dispose de solutions locales de recyclage.

Les 27 hôtels propriété de RISMA sont ainsi incités à diminuer la quantité de déchets produits avec un objectif de réduction de 30% du niveau de déchets alimentaires produits chaque année.

RISMA avait lancé au début de l'année 2020 une étude pour quantifier et qualifier le volume des déchets générés dans chaque unité hôtelière, afin de piloter à partir de 2021 cet indicateur et d'améliorer continuellement le ratio production d'aliments réalisée/quantité rejetée. Ce projet n'a pu être finalisé compte tenu du contexte de crise sanitaire qui a touché l'ensemble du secteur.

Dans sa volonté d'améliorer constamment ses performances en matière de protection de l'environnement, le groupe avait entamé une réflexion portant sur la substitution des produits et contenants utilisés dans les salles de bain des chambres d'hôtels. L'objectif serait de s'orienter à terme vers des produits écolabellisés.

LES COLLABORATEURS AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS

Le partenariat stratégique entre RISMA et le Groupe Accor, permet à RISMA de décliner la politique Accor en matière de gestion des ressources humaines dans ses hôtels en bénéficiant des outils développés par le groupe en matière de gestion de carrière, de formation et de promotion de la diversité.

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF PAR GENRE

	2019	2020	2021
FEMMES	618	506	481
HOMMES	1123	908	852
EFFECTIF TOTAL	1741	1414	1333

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF PAR PAR CATÉGORIES & GRADES

	2019	2020	2021
FEMMES CADRES	92	81	77
FEMMES NON CADRES	526	425	404
TOTAL FEMMES	618	506	481
HOMMES CADRES	157	132	113
HOMMES NON CADRES	966	776	739
TOTAL HOMMES	1123	908	852
EFFECTIF TOTAL	1741	1414	1333

En matière de diversité, une politique a été mise en place au sein des unités de RISMA dès 2018 à travers l'adhésion au nouveau réseau international RIISE. En plus de la promotion de la diversité, de la parité et de l'équité, RIISE s'applique à lutter contre les stéréotypes, le sexisme ordinaire et le harcèlement sexuel à travers des campagnes de communication, des conférences et des ateliers de sensibilisation.

RISMA s'est fixé pour objectif d'augmenter, sur l'ensemble de ses unités hôtelières, le nombre de femmes occupant des postes d'encadrement et le nombre de femmes directrices d'hôtels.

En 2021, la part des femmes occupant des postes dans l'encadrement a atteint 40%, et le nombre de femmes à la direction d'une unité hôtelière est de 6 femmes.

LES COLLABORATEURS AU **CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS** (SUITE)

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF PAR NATURE DU CONTRAT DE TRAVAIL

	2019	2020	2021
CDD	21	1	3
CDI	1719	1413	1330
SAISONNIERS	922	0	0
ANAPEC	1	0	0
EFFECTIF TOTAL	2 663	1 414	1 333

La baisse des effectifs est notamment liée à la sortie de l'hôtel Sofitel Agadir Royal Bay du périmètre de RISMA.

Compte tenu de la crise sanitaire et de la baisse de plus de 60% de la fréquentation enregistrée, les unités de RISMA n'ont pas eu recours à du personnel saisonnier.

RÉPARTITION DE L'EFFECTIF PAR ANCIENNETÉ

ANCIENNETÉ	2019	2020	2021
0 ≥ & < 2 ANS	170	84	39
2 ≥ & < 5 ANS	190	171	176
5 ≥ & < 10 ANS	540	421	357
10 ≥ & < 12 ANS	201	135	141
12 ≥ & < 20 ANS	480	416	432
20 ≥ & < 25 ANS	57	89	101
25 ANS ET PLUS	103	98	87
EFFECTIF TOTAL	1 741	1 414	1 333

Plus de la moitié de l'effectif a plus de 10 ans d'ancienneté dans le groupe.

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI

	2019	2020	2021
NOMBRE DE RECRUTEMENTS	138	24	22
NOMBRE DE DÉMISSIONS	130	83	89
NOMBRE DE LICENCIEMENTS	21	19	54

FORMATION

Les activités de l'hôtellerie et de la restauration reposent essentiellement sur le capital humain et la qualité de service.

Dans le cadre de son partenariat stratégique avec le Groupe Accor, l'ensemble des collaborateurs de RISMA bénéficie de formations dispensées par des professionnels pour améliorer leurs compétences métier.

Basé sur le référentiel du Groupe Accor, le cycle de formation a également vocation à apporter les compétences managériales et de leadership afin de préparer les évolutions de carrières des collaborateurs.

Dans le contexte de la crise sanitaire qui a perturbé l'activité de l'ensemble du secteur, les formations dispensées ont principalement été axées sur les aspects hygiène et propreté selon le référentiel ALLSAFE développé par le Groupe Accor Bureau Veritas et Welcome Safely initié par le Ministère du Tourisme, de l'Artisanat, du Transport Aérien et de l'Économie Sociale.



DIALOGUE SOCIAL

	2019	2020	2021
NOMBRE DE JOURS DE GRÈVE	0	0	0
NOMBRE DE REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL	26	26	26

SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL



L'année 2021, à travers le contexte de crise sanitaire mondiale, a démontré une nouvelle fois l'importance des aspects santé et sécurité pour un opérateur tel que RISMA.

En réponse aux exigences réglementaires, RISMA a déployé dans l'ensemble de ses unités, les mesures barrières pour protéger ses collaborateurs de la propagation de la Covid-19.

Au delà de répondre aux exigences réglementaires, et conformément à la politique du groupe Accor, RISMA a pu labelliser l'ensemble de ses unités hôtelières ALLSAFE, un label de propreté et de prévention développé par Accor et approuvé par Bureau Veritas.

Au cours de l'année 2021, le programme ALLSAFE a été déployé dans la totalité des unités hôtelières propriété de Risma.

SANTÉ & SÉCURITÉ AU TRAVAIL

	2019	2020	2021
NOMBRE D'ACCIDENTS DE TRAVAIL AVEC ARRÊT	51	20	13

SANTÉ ET SÉCURITÉ DES CLIENTS

Dans le contexte de crise sanitaire mondiale, le Groupe Accor a élaboré un nouveau référentiel dans le monde de l'hôtellerie intégrant des normes encore plus rigoureuses en matière d'hygiène et de propreté.

Approuvé par Bureau Veritas, le leader mondial de l'inspection en matière d'hygiène et de propreté, le Label ALLSAFE a instauré des normes de propreté strictes qui incluent un programme de nettoyage renforcé avec une désinfection fréquente de toutes les zones sensibles comme les ascenseurs et les toilettes publiques, ainsi qu'un programme amélioré de nettoyage des chambres avec une attention spéciale apportée sur les points de contact les plus fréquents. Un nettoyage en profondeur régulier est effectué et tous les éléments de la literie sont lavés à haute température, conformément à la réglementation.

Ce label permet de mettre en place les meilleures conditions de sécurité pour restaurer la confiance des clients et protéger les collaborateurs.

Les unités labellisées par un auditeur tiers garantissent ainsi le respect des normes de propreté pour assurer la sécurité de tous.

Toutes les unités, propriété de RISMA, ont obtenu le label ALLSAFE.

Au-delà de ce premier label, 8 établissements ont obtenu le label Welcome Safely, label marocain développé par le Ministère du Tourisme, de l'Artisanat, du Transport aérien et de l'Économie Sociale. Le reste des établissements est en cours de certification.

A travers les efforts déployés, RISMA met tout en œuvre pour pouvoir redémarrer son activité dans les meilleures conditions.

Conformément aux exigences du Groupe Accor et à la législation en vigueur au Maroc, la totalité des unités hôtelières propriété de RISMA répondent aux normes en matière de sécurité sanitaire et alimentaire et sont certifiées HACCP.

Des audits d'hygiène et de sécurité alimentaire sont ainsi commandités de manière régulière auprès d'un prestataire externe. Ils sont réalisés au minimum tous les trimestres.

Afin de répondre aux exigences de leurs clients au niveau des restaurants, les différentes unités ont pris les dispositions nécessaires pour produire des repas équilibrés, moins caloriques, tout en prenant en compte les différents aspects relatifs aux allergies et intolérances alimentaires.

RELATIONS AVEC LES FOURNISSEURS

Concernant la gestion des achats pour ses 27 unités hôtelières, RISMA s'appuie sur la charte Achats 21 du Groupe Accor qui fait partie du programme Planet 21.

Cette charte éthique vise le respect des règles de concurrence, où les appels d'offres et procédures de référencement font l'objet d'un processus transparent, équitable et établi sur la base de critères objectifs.

À travers cette charte, l'ambition est également de recourir à des fournisseurs qui respectent les engagements pris en matière d'amélioration des performances environnementales, respect des conditions sociales et limitation des emballages dans les produits fournis.

Dans le cas des achats en matière de blanchisserie, les équipes achats de RISMA privilégient les fournisseurs qui utilisent des produits respectueux de l'environnement.

Dans le cas des achats de produits alimentaires destinés aux préparations en cuisine, les équipes achats s'appuient sur la liste rouge mondiale des espèces menacées de l'UICN, afin d'éviter de proposer des produits provenant d'espèces en voie de disparition.

Dans le cadre de cette charte, RISMA effectue des audits auprès de ses fournisseurs, notamment au moment de leur référencement.

POLITIQUE DE PRÉVENTION DU HARCÈLEMENT

Le Groupe Accor a mis en place une politique pour prévenir toute forme de harcèlement dans les hôtels gérés par le groupe à travers le monde. Conformément à cette politique, RISMA a déployé dès 2019 après la phase pilote du programme dans les hôtels Accor en France, un dispositif permettant de lutter contre toutes les formes de harcèlement, moral ou sexuel.

Un dispositif d'alerte a ainsi été mis en place, où chaque collaborateur a la possibilité de signaler un incident de manière anonyme et sécurisée. Chaque incident donne lieu à un reporting et un suivi de celui-ci pour action corrective.

Un dispositif similaire est également mis en place pour les clients des unités hôtelières.

IMPACT SOCIAL DE RISMA

Dans le cadre de son programme Planet 21, le Groupe Accor a lancé le programme « Plant for the Planet ». Initiative qui permet de transformer le consommateur en véritable acteur, avec une volonté affichée de planter 10 millions d'arbres à travers le monde à horizon 2021, « Plant for the Planet » vise à réduire son empreinte carbone par le biais de la compensation carbone.

Afin de lancer le programme dans sa version locale, RISMA a initié en 2011 un programme de plantation d'arbres à Ouezzane dans la région du RIF, en partenariat avec l'ONUDI et 10 coopératives féminines qui pratiquent l'agroforesterie.

Avec une double vocation, ce programme a eu pour objectif de limiter les effets de l'érosion des sols en limitant les effets de la sécheresse sur les cultures avoisinantes à travers la plantation d'oliviers dans une zone reculée. Le second objectif était de permettre aux femmes de la région du Rif de bénéficier d'activités génératrices

de revenus par le biais de la vente d'olives, afin de favoriser l'autonomisation des femmes dans la région.

Depuis son lancement, le programme s'est concrétisé par la plantation de quelques 30 000 arbres et a permis à 350 femmes de tirer leurs revenus principaux de cette activité.

Véritable projet d'économie circulaire, Plant for the Planet permet aux hôtels RISMA de s'approvisionner en huile d'olive bio extra-vierge et équitable en provenance de ces coopératives qui, chaque année, réalisent une production qui avoisine les 13 000 litres d'huile d'olive extra-vierge.

Au-delà de ce projet phare porté par le Groupe Accor, chaque unité hôtelière dispose de la latitude nécessaire pour nouer des partenariats avec des associations locales et réaliser des actions à impact social ou environnemental.

GOVERNANCE

RISMA est une société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance. Cette structure duale permet de distinguer les fonctions de direction et de gestion, assumées par le Directoire, des fonctions de contrôle et de décision que le Conseil de Surveillance prend en charge.

Cette dualité offre un meilleur cadre pour le respect des principes de gouvernance d'entreprise, notamment en matière de séparation et d'équilibre des pouvoirs entre les fonctions exécutives et les fonctions de contrôle.

LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

En plus d'assurer le contrôle permanent de la gestion de la société par le Directoire, le Conseil de surveillance se charge aussi de définir les grandes orientations à long terme que doivent suivre les actions du Directoire.

INDÉPENDANCE DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

La présence de membres du Conseil indépendants vise à offrir à l'ensemble des actionnaires l'assurance d'une indépendance d'analyse, de jugement, de décision et d'action, au service de l'intérêt social, au sein de l'instance collégiale qu'est le Conseil. Actifs et impliqués, leur liberté de jugement et de parole contribue à la qualité des débats et délibérations. Leur expérience professionnelle ou personnelle offre un éclairage extérieur et utile à l'entreprise.

RISMA a pris les dispositions nécessaires pour se conformer aux dispositions de l'article 41 bis de la loi n° 20-19, publiées au bulletin officiel en avril 2019, modifiant et complétant la loi n° 17-95 relative aux sociétés anonymes, et notamment sur les critères d'indépendance des administrateurs. Le Conseil de Surveillance de RISMA est composé de deux administrateurs indépendants M. Hamid BENBRAHIM EL ANDALOUSSI et Mme Ghislane GUEDIRA BENNOUNA.

LE DIRECTOIRE

Nommé pour 5 ans par le Conseil de Surveillance, le Directoire assure la Direction exécutive du groupe RISMA. Il se charge de la mise en œuvre de la stratégie et contribue à sa définition au préalable, en accord avec les grandes orientations à long terme, fixées par le Conseil de Surveillance.

Le Directoire compte à ce jour 2 membres, dont un Président.

COMPOSITION DU DIRECTOIRE

L'ensemble des membres du Directoire sont des membres exécutifs

Membre	Fonction	Date de nomination/ renouvellement	Date d'expiration du mandat
M. Mohammed Amine ECHCHERKI	Président du Directoire	20 mars 2018	Conseil de Surveillance examinant les comptes de l'exercice 2022
Mme Sofia LOPEZ BENHAMIDA	Membre du Directoire	20 mars 2018	Conseil de Surveillance examinant les comptes de l'exercice 2022

M. MOHAMMED AMINE ECHCHERKI

Président du Directoire

M. ECHCHERKI est titulaire d'un diplôme de l'École Supérieure d'Informatique de Paris et d'un MBA de l'université Henley au Royaume-Uni. Il débute sa carrière en 1990 au siège d'IBM en France où il a occupé successivement les fonctions d'ingénieur d'affaires, puis de directeur chargé d'affaires et ensuite de directeur des opérations Afrique et Moyen Orient.

M. ECHCHERKI est nommé en 1999 Président Directeur Général d'IBM Maroc et a occupé ce poste jusqu'en 2007. Il devient ainsi le premier marocain à diriger IBM depuis sa création au Maroc et le plus jeune Président Directeur Général pays du groupe IBM à 34 ans.

M. ECHCHERKI a rejoint le groupe FinanceCom en 2007, il a occupé successivement les postes suivants, PDG de Magshore (filiale spécialisée en offshoring), Président de FinaTech Group (société spécialisée dans l'énergie et des technologies numériques de l'information et de la communication), Président de Budget Locasom (filiale à 100% de BMCE Bank, en charge de la location longue durée du parc automobile), et Président du Directoire du Groupe RISMA depuis mai 2012.

MME SOFIA LOPEZ ÉPOUSE BENHAMIDA

Membre du Directoire

Mme BENHAMIDA est diplômée de l'École des Hautes Études Commerciales du Nord (Edhec Lille), programme Grandes Écoles.

Mme BENHAMIDA débute sa carrière en 2001 au sein du cabinet Mazars & Guerard à Paris où elle exerce la fonction de responsable de missions d'audit.

En 2004, elle rejoint le Groupe Accor à Paris, au sein de la direction de la consolidation. En 2008, elle est transférée au siège d'Accor Gestion Maroc, en tant que Directrice Financière et Administrative Adjointe.

Mme BENHAMIDA est nommée Directrice Financière du Groupe RISMA en septembre 2010, et est nommée membre du Directoire en charge de la finance en décembre 2012.

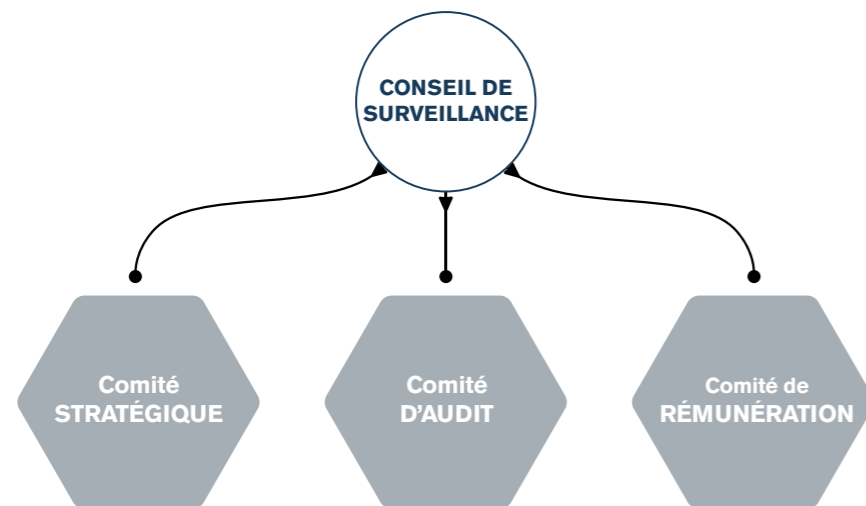
COMPOSITION DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Le Conseil de surveillance de Risma est composé de 12 membres tous non exécutifs, dont 2 indépendants.

	Noms et prénoms	H/F	Date de nomination/ renouvellement	Date d'échéance du mandat	Biographie	Nombre de mandats dans d'autres sociétés	Assiduité	Appartenance à des comités	Fonction au sein des comités
Président du Conseil de Surveillance	M. Sven BOINET	H	30/6/2016	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2021	M. Sven BOINET est Président de SB Conseil, Directeur de la Société du Dinard Golf SAS, Président de l'Alliance France Tourisme et Président du Conseil de Surveillance de RISMA. Il est également membre du Conseil d'Administration de l'Institut Paul Bocuse et membre du Haut Comité de Gouvernement d'Entreprise (HCGE). M. BOINET a démarré sa carrière professionnelle dans l'industrie pétrolière, puis dans le consulting. Il a par la suite occupé les postes de Président-Directeur Général de Pierre & Vacances Tourisme Europe, de Directeur Général et Administrateur de Pierre & Vacances SA, de Directeur Général du Groupe Pierre & Vacances Maroc, de Directeur Général délégué des services hôteliers, France et Amérique latine d'Accor SA et de Directeur Général du Groupe Lucien Barrière SAS. M. BOINET est diplômé de l'Université de Stanford et de l'École Centrale Paris.	7	100%	Comité de rémunération	Président du Comité
	M. Azeddine GUESSOUS	H	03/05/2012	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2021	M. Azeddine GUESSOUS a démarré sa carrière au bureau parisien de l'OCP avant de devenir Directeur Financier du Groupe. Nommé Ministre du Tourisme en 1978, puis Ministre du Commerce et de l'Industrie, il a été nommé Ambassadeur du Maroc en Espagne en 1986. M. Azeddine Guessous a été nommé à la tête de la Caisse interprofessionnelle marocaine de retraite (CIMR) puis à la tête de l'assurance Watanya qui venait de passer sous la coupe de FinanceCom. En 2004, M. Guessous prend la tête de Maghrebail qu'il a quitté en avril 2010 pour la présidence du directoire de RISMA. M. Azeddine Guessous est diplômé d'HEC Paris.	11	100%	Comité stratégique	Membre du Comité
Membres Non exécutifs	M. Nicolas BROUSSAUD	H	3/4/2019	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2021	M. Nicolas BROUSSAUD est Senior Vice President M&A au sein du Groupe Accor. Avec près de 15 ans au sein du groupe, M. Broussaud s'est d'abord occupé du développement du groupe au Moyen-Orient, avant de prendre en charge les fusions et acquisitions. M. Broussaud est diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris et de HEC.	2	100%	Comité d'audit	Membre du Comité
	M. Zouheir BENSAID	H	10/06/2010	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2021	M. Zouheir BENSAID est Président Directeur Général de RMA WATANYA. Il siège au Conseil d'administration de la Compagnie Générale Immobilière, Maghrebail, Bank Of Africa et Lyonnaise des Eaux de Casablanca.	22	100%	Comité stratégique Comité de rémunération	Membre du Comité Membre du Comité
	M. Adil DOUIRI	H	30/6/2016	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2021	M. Adil DOUIRI est Fondateur et Gérant de MUTANDIS, il est co-fondateur de la première banque d'affaires du Royaume, CFG Bank. Il en a été Président du Conseil de Surveillance jusqu'en novembre 2002. Il a ensuite été nommé Ministre du Tourisme en novembre 2002, puis Ministre du Tourisme, de l'Artisanat et de l'Économie Sociale en juin 2004, et ce jusqu'en octobre 2007. Il est Président du Conseil d'administration de CFGBank depuis 2015, et administrateur de deux sociétés cotées en bourse, Résidences Dar Saada et Orascom Development (Zurich). Il est, par ailleurs, administrateur de plusieurs filiales des groupes Mutandis et Mutandis Automobile. M. Adil Douiri est diplômé de l'École Nationale des Ponts et Chaussées à Paris.	3	100%	Comité d'audit	Membre du Comité
	CIMR, représentée par M. Khalid CHEDDADI	H	28/06/2011	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2021	M. Khalid CHEDDADI est PDG de la CIMR et Membre du Conseil Economique, Social et Environnemental du Royaume du Maroc. Il est Ingénieur de l'École Nationale Supérieure des Mines de Paris.	29	100%	Comité stratégique Comité de rémunération	Président du Comité Membre du Comité
	M. Hicham EL AMRANI	H	30/6/2016	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2021	M. Hicham EL AMRANI cumule une expérience de plus de 24 années dans les domaines de l'investissement Private Equity, du financement et de la stratégie d'entreprises multisectionnelles. À la création de FinanceCom en 2001, M. EL AMRANI était en charge de la Direction Technologies & Télécoms. Nommé Directeur de la Stratégie & Développement entre 2005 et 2008, M. EL AMRANI a été promu Directeur Général Adjoint en 2008 avant de se voir confier la Direction Générale de la holding en juin 2010. Il a ainsi mis en place les Best Practices de pilotage de performance de plusieurs entités du portefeuille de la holding. De plus, il a opéré plusieurs opérations de M&A, financement LBO et de restructurations dans le cadre de la rationalisation du portefeuille de la holding et de l'optimisation de son endettement. En 2009, M. EL AMRANI a également coordonné le processus global d'acquisition de la participation de Portugal Télécom & Telefonica dans Medi Telecom-Orange et celui de la cession de 40% de cette société à Orange en 2010. Il est à ce titre administrateur et membre permanent des différents organes de Gouvernance de Medi Telecom-Orange. En sus de ses fonctions, M. EL AMRANI est Administrateur de RMA, CTM, RISMA, Air Arabia, Finatex, Colliers International Maroc, et Président du Comité d'Audit de Air Arabia Maroc, Méditerranée-Orange, RISMA & CTM. M. EL AMRANI est Ingénieur de l'École Hassania des Travaux Publics et titulaire d'un MBA et d'un Graduate Certificate dans le Manufacturing and Service Management de la Southern New Hampshire University, de l'Executive Program de la Singularity University ainsi que du Leadership Executive Program de l'Université de Yale.	22	100%	Comité d'audit	Membre du Comité
	M. Christian KARAOGLANIAN	H	04/12/2019	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2021	M. Christian KARAOGLANIAN a démarré sa carrière professionnelle au sein du groupe Jacques Borel en tant que responsable du développement général de la restauration. Il a occupé par la suite la fonction de Directeur du développement Catering overseas de Jacques Borel International. Il a rejoint le pôle hôtelier du Groupe Accor en 1984 et devient en 1997 Directeur du développement hôtelier. Il est depuis 2017 conseiller du Président d'Accor. M. Christian KARAOGLANIAN est diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris.	3	100%	Comité stratégique Comité d'audit	Membre du Comité Membre du Comité
	MAMDA - MCMA, représentée par M. Hicham BELMRAH	H	13/02/2013	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2021	M. Hicham BELMRAH est Président du Directoire de MAMDA-MCMA depuis décembre 2009. Expert-comptable et commissaire aux comptes, M. Belmrah a effectué une carrière de plus de 25 ans en audit et conseil auprès du cabinet Ernst & Young. M. Belmrah assure également les fonctions de Président du Directoire de MCMA - Mutuelle Centrale Marocaine d'Assurances, Président du Directoire de MAC - Mutuelle Attamine Chaabi et Administrateur Directeur Général de MAMDA RE Société de réassurance. M. Belmrah est diplômé de l'Université de Bordeaux.	21	100%		
	M. Sami NASSER	H	15/12/2021	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2026	Monsieur Sami Nasser est COO Middle East, Africa & Turkey au sein du groupe Accor depuis 2018. Il a plus de 25 ans d'expérience dans le secteur de l'hôtellerie avec des groupes internationaux dont Accor et FRHI. Monsieur Nasser a obtenu un diplôme de l'Advanced Management Programme de l'INSEAD, ainsi qu'un diplôme en Business Administration and Management de Cornell University. Il est également membre du Conseil d'Administration de plusieurs sociétés du secteur de l'hôtellerie.	8	100%	Néant	Néant
	M. Hamid BENBRAHIM EL ANDALOUSSI	H	04/12/2009	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2021	M. Hamid BENBRAHIM EL ANDALOUSSI est Président de MA Aerospace et Président honoraire du Groupement des Industries Marocaines Aéronautiques et Spatiales (GIMAS). Il a occupé différents postes au sein de la Royal Air Maroc avant d'en être nommé, en 2003, Directeur Général adjoint, chargé des affaires commerciales et Internationales. Il a été par la suite Président ou Administrateur de sociétés Aéronautiques comme Safran, MATIS Aerospace, et l'Institut des Métiers de l'Aéronautique. Il est aussi Président de Midpar, le cluster aéronautique de Nouaceur. M. BENBRAHIM EL ANDALOUSSI est diplômé de l'Institut National Polytechnique de Grenoble et membre de plusieurs Conseils Scientifiques d'Universités. Il a reçu la décoration royale d'Officier - Wissam Al Arch.	6	100%	Comité d'audit	Membre du Comité
	Mme. Ghislane GUÉDIRA BENNOUNA	F	28/7/2020	AGO statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2025	Mme Ghislane Guédira Bennouna est Directrice chargée de mission auprès du Président Directeur Général d'OCP. Diplômée de l'École Supérieure de Commerce de Paris (ESCP Europe), elle a exercé plusieurs fonctions au sein du Groupe OCP, où elle a notamment été Directrice du Pôle Finance et Contrôle de gestion du Groupe. Elle a ainsi été à l'initiative du rating international du Groupe OCP et de la diversification de ses sources de financement, à travers notamment le lancement d'émissions obligataires sur les marchés financiers nationaux et internationaux. Avant de rejoindre le Groupe OCP, Mme Guédira a exercé plusieurs fonctions de Direction au sein du Groupe ONA, devenu Al Mada, et a également été Secrétaire Générale du distributeur marocain de carburants Winxo. Mme Guédira a démarré sa carrière professionnelle dans l'audit auprès du cabinet Arthur Andersen à Paris.	9	100%	Comité d'audit	Présidente du Comité

COMITÉS

Dans le cadre de l'amélioration de sa gouvernance, le Groupe RISMA a mis en place trois comités :



LE COMITÉ STRATÉGIQUE

Le Comité stratégique assiste le Directoire à travers des propositions et orientations relatives au développement du Groupe RISMA et au suivi des projets stratégiques. Au cours de 2021, le Comité stratégique s'est réuni 2 fois.

Membre	Fonction au sein du comité
M. Khalid CHEDDADI	Président du Comité
M. Zouheir BENSAID	Membre du Comité
M. Azeddine GUESSOUS	Membre du Comité
M. Christian KARAOGLANIAN	Membre du Comité

LE COMITÉ D'AUDIT

Le Comité d'audit se réunit 2 fois par an afin d'examiner les comptes semestriels et annuels du groupe, contrôler les comptes annuels consolidés par les Commissaires aux comptes, proposer la nomination de ces derniers et contrôler leur indépendance.

En plus du contrôle des comptes et des Commissaires aux comptes, le Comité d'audit supervise les activités du contrôle interne de RISMA, contrôle le processus de reporting financier et examine le cadre d'analyse et de mesure des risques financiers et opérationnels.

Membre	Fonction au sein du comité
Mme. Ghislane GUEDIRA	Présidente du Comité
M. Hicham EL AMRANI	Membre du Comité
M. Adil DOUIRI	Membre du Comité
M. Hamid BENBRAHIM EL ANDALOUSSI	Membre du Comité
M. Nicolas BROUSSAUD	Membre du Comité

LE COMITÉ DE RÉMUNÉRATION

Le Comité de rémunération se charge de définir la politique de rémunération des membres du Directoire de RISMA.

Membre	Fonction au sein du comité
M. Sven BOINET	Président du Comité
M. Zouheir BENSAID	Membre du Comité
M. Khalid CHEDDADI	Membre du Comité

PARITÉ

Le respect de la parité fait partie des préoccupations de RISMA, qui veille à s'y conformer. Ainsi, la représentation des femmes au Directoire est de 50%. Au niveau du Conseil de Surveillance, elle est de 8%.

PROCESSUS D'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DE L'INSTANCE DE GOUVERNANCE

Chaque année, le Conseil de Surveillance évalue la performance des membres du Directoire quant à la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs.

RÉMUNÉRATIONS DES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

En 2021, aucune rémunération n'a été versée aux membres du Conseil de Surveillance au titre des jetons de présence.

RÉMUNÉRATION DES DIRIGEANTS

La rémunération des dirigeants, au titre de l'exercice 2021, s'élève à 14 MDH et inclut les directions suivantes : Directoire, Direction financière, Direction construction et Direction audit.

MANDATS DES ADMINISTRATEURS DANS D'AUTRES CONSEILS D'ADMINISTRATION

M. Hamid BENBRAHIM EL ANDALOUSSI

Société	Type mandat
MA AEROSPACE	Président
INSTITUT DES MÉTIERS DE L'AERONAUTIQUE (IMA)	Président
SAFRAN NACELLES AIRCRAFT	Président
MIDPARC	Président
ALSOLEN (Énergie Solaire)	Administrateur
SAFRAN AIRCRAFT ENGINES SERVICES MOROCCO	Administrateur

M. Hicham EL AMRANI

Société	Type mandat
AFRICA CO-DEVELOPMENT GROUP	Administrateur
AIR ARABIA	Membre du Comité d'Audit
ARGAN INVEST	Président Directeur Général
BLACKPEARL FINANCE	Administrateur
BMCE BANK OF AFRICA (BBOA)	Administrateur, représentant permanent de FinanceCom
BRICO-INVEST	Administrateur, représentant permanent de FinanceCom
CAP ESTATE	Directeur Général Délégué
COLLIERS INTERNATIONAL MAROC	Administrateur, représentant permanent d'Argan Invest
CTM	Administrateur
CTM MESSAGERIE	Administrateur
DBM MEDIA GROU (ex-Africa Teldis & Communication)	Vice-Président du Conseil d'Administration
FINANCECOM	Directeur Général Délégué
FINANCECOM AFRIQUE	Administrateur, représentant permanent de FinanceCom
FINANCECOM INTERNATIONAL LUXEMBOURG	Administrateur
FINANCIERE YACOUT ET FILIALES	Membre du Directoire
FINATECH GROUP	Administrateur
INTERFINA	Administrateur intuitu personae & Directeur Général Délégué
MEDITELECOM	Administrateur
O TOWER	Administrateur, représentant permanent de FinanceCom
REVLV'S	Administrateur, représentant permanent d'Interfina
RMA	Administrateur
SAIDA STAR AUTO ET FILIALES	Membre du Directoire

M. Khalid CHEDDADI

Société	Type mandat
AUTO HALL	Administrateur
ATLAS HOSPITALITY	Administrateur
IMC	Administrateur, Président du Conseil
COSUMAR	Administrateur
CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER	Administrateur
AXA ASSURANCES MAROC	Administrateur
ARRAWAJ IMC	Administrateur
RAMICAL	PDG
AKILAM	PDG
LARBEL	Gérant
UPLINE VENTURES	Administrateur
LESIEUR-CRISTAL	Administrateur Président du Conseil

M. Khalid CHEDDADI EN QUALITÉ DE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA CIMR

Société	Type mandat
AFMA	Représentant de la CIMR
AL MADA HOLDING	Représentant de la CIMR
A6 IMMOBILIER	Représentant de la CIMR
BANQUE CENTRALE POPULAIRE	Représentant de la CIMR
SOCIÉTÉ DES BOISSONS DU MAROC	Représentant de la CIMR
CFG BANK	Représentant de la CIMR
CIMENTS DU MAROC	Représentant de la CIMR
LESIEUR CRISTAL	Représentant de la CIMR
EQDOM	Représentant de la CIMR
JORF FERTILIZERS COMPANY V	Représentant de la CIMR
LAFARGE HOLCIM MAROC	Représentant de la CIMR
OLEA CAPITAL FUND	Représentant de la CIMR
SAPRESS	Représentant de la CIMR
SOCIÉTÉ DE SEL DE MOHAMMEDIA	Représentant de la CIMR
SOMED	Représentant de la CIMR
SONASID	Représentant de la CIMR
WARAK PRESS	Représentant de la CIMR

M. Christian KARAOGLANIAN

Société	Type mandat
MMSHELTER	Administrateur
ADAGIO	Administrateur
INDEVHO (Société de Management hôtelier)	Président

M. Nicolas BROUSSAUD

Société	Type mandat
GEKKO SAS	Président
25HOURS GMBH	Administrateur

M. Sven BOINET

Société	Type mandat
ACCORINVEST	Administrateur
SIEHA	Administrateur
FINANCIÈRE LOUIS (POTEL & CHABOT)	Administrateur
PARIS SOCIETY	Administrateur
INSTITUT PAUL BOCUSE	Administrateur
HAUT COMITÉ DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE (HCGE)	Membre
ALLIANCE FRANCE TOURISME	Président

M. Adil DOURI

Société	Type mandat
CFG BANK	Président
RÉSIDENCES DAR SAADA	Administrateur
ORASCOM DEVELOPMENT (Zurich)	Administrateur

M. Zouheir BENSAID

Société	Type mandat
AIR ARABIA	Administrateur
ARGAN INVEST	Administrateur
BANK OF AFRICA BMCE GROUP	Administrateur
CAP ESTATE	Administrateur
CFG	Administrateur
CTM	Administrateur
DBM MEDIA GROUP	Administrateur
DECROW CAPITAL	Administrateur
EURAFRIC INFORMATION	Administrateur
FINANCECOM	Administrateur
FINANCECOM INTERNATIONAL GROUPE	Administrateur
FINATECH GROUPE	Administrateur
INFRA INVEST	Président du Conseil d'Administration
LYDEC	Administrateur
MAGHREBAIL	Administrateur
MBT	Administrateur Directeur Général Exécutif
MEDIUM FINANCE GROUPE	Président Directeur Général
MUTANDIS	Administrateur
MUTANDIS AUTOMOBILE	Administrateur
MUTATIS	Administrateur
O TOWER ADMINISTRATEUR	Administrateur
REVLV'S GROUPE	Administrateur représentant de RMA

M. AZEDDINE GUESSOUS

Société	Type mandat
BMCE INTERNATIONAL MADRID	Administrateur
BOA GROUP	Administrateur
RMA	Administrateur
SETTAVEX	Administrateur
LYDEC	Administrateur
AL MADA	Administrateur
SONASID	Administrateur
MAROCAINE DES TABACS	Administrateur
ALMA PACK	Administrateur
ALMA BAT	Administrateur
BUDGET LOCASOM	Administrateur

MME. GHISLANE GUEDIRA BENNOUNA

Société	Type mandat
PRAYON (BELGIQUE)	Membre du Conseil d'Administration
ZMPPL (INDE)	Membre du Conseil d'Administration
PPL (INDE)	Membre du Conseil d'Administration
BSFT (TURQUIE)	Membre du Conseil d'Administration
OCP NORTH AMERICA (USA)	Membre du Conseil d'Administration
IMACID (MAROC)	Président du Conseil d'Administration
SAEDM (MAROC)	Membre du Conseil d'Administration
UM6P (MAROC)	Membre du Conseil d'Administration
UM6P ENDOWMENT HOLDING (MAROC)	Membre du Conseil d'Administration

M. Hicham BELMRAH

Société	Type mandat
BCP	Administrateur
COSUMAR	Administrateur
LESIEUR	Administrateur
MAGHREBAIL	Administrateur
SONASID	Administrateur
AL MADA	Administrateur
CAM	Membre du Conseil de Surveillance
SOMED	Administrateur
AFRIQUIA SMDC	Administrateur
NSI	Administrateur
AKWA AFRICA	Administrateur
RYAD RESSORT DEVELOPPEMENT	Administrateur
CAT	Administrateur
MAMDA IT	Administrateur
RESORT CO	Administrateur
UIR	Administrateur
OLEA CAPITAL	Administrateur
ALHIF	Administrateur
MASSIMISSA	Administrateur
A6 IMMOBILIER	Administrateur
UPLINE VENTURE	Administrateur

M. Sami NASSER

Société	Type mandat
SOCIÉTÉ SIEHA (ALGÉRIE)	Président du Directoire
SOCIÉTÉ ACCOR GESTION MAROC (MAROC)	Représentant permanent de la Société Accor SA
SOCIÉTÉ MÖVENPICK MAN TUNISIA (TUNISIE)	Gérant
SOCIÉTÉ TUNISIA HOTELS & RESORTS (TUNISIE)	Président du Conseil d'Administration
SOCIÉTÉ EL GEZIRAH COMPANY FOR HOTELS AND TOURISM (EGYPTE)	Membre du Conseil d'Administration
SOCIÉTÉ TAMARIS TURIZM ANONIM SIRKETI (TURQUIE)	Membre du Conseil d'Administration
SOCIÉTÉ FHR GULF MANAGEMENT FZ-LLC (EMIRATS ARABES UNIS)	Membre du Conseil d'Administration
SOCIÉTÉ "SAUDI FRENCH COMPANY FOR HOTEL MANAGEMENT" (ARABIE SAOUDITE)	Membre du Conseil d'Administration

RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES

Conformément aux exigences réglementaires, RISMA informe régulièrement ses actionnaires par le biais de son site internet où sont répertoriés l'ensemble des publications légales exigées pour toute société cotée en bourse.

Au cours de l'année 2021, RISMA a publié ses informations financières selon le calendrier suivant :

Communiqué de presse	Date de publication
Avis de convocation à l'AGO réunie extraordinairement du 05 février 2021	05/01/2021
Communiqué de Presse post AGO du 5 février	08/02/2021
Communiqué de Presse relatif aux indicateurs du 4 ^{ème} trimestre 2020	26/02/2021
Communiqué de Presse relatif aux résultats 2020	30/03/2021
Communiqué de presse relatif au RFA 2020	30/04/2021
Communiqué de Presse relatif aux indicateurs du 1 ^{er} trimestre 2021	28/05/2021
Avis de convocation à l'AGO réunie extraordinairement du 29 juin 2021	28/05/2021
Communiqué de Presse post AGO du 29 juin 2021	30/07/2021
Communiqué de Presse relatif aux indicateurs du 2 ^{ème} trimestre 2021	31/08/2021
Résultats financiers du 1 ^{er} semestre 2021	30/09/2021
Communiqué de Presse relatif aux indicateurs du 3 ^{ème} trimestre 2021	30/11/2021
Communiqué de Presse relatif aux indicateurs du 4 ^{ème} trimestre 2021	28/02/2022



Livret
FINANCIER

COMPTES **CONSOLIDÉS**

PRÉSENTATION DES RÉSULTATS

Les résultats de l'année 2021 restent impactés par la crise du Covid-19.

I) COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS ET ANNEXES

1) COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Chiffre d'affaires	503.044	524.870
Charges d'exploitation	(465.073)	(466.503)
Résultat Brut d'Exploitation	37.971	58.367
Loyers	(5.031)	(776)
Excédent brut d'exploitation	32.941	57.591
Amortissements et provisions	(170.598)	(141.107)
Résultat d'exploitation	(137.658)	(83.516)
Résultat financier	(106.580)	(95.226)
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	(14.984)	(836)
Résultat avant impôt	(259.221)	(179.578)
Produits et charges non récurrents	(86.045)	15.817
RESULTAT OPERATIONNEL AVANT IMPOT	(345.266)	(163.760)
Impôts	22.987	(20.386)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	(322.279)	(184.147)
Intérêts minoritaires	19.347	12.317
Résultat Net part du Groupe	(302.932)	(171.829)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	14.326.947	14.326.947
Résultat net par action (en MAD)	(21)	(12)
Résultat net dilué par action (en MAD)	(21)	(12)
DIVIDENDE PAR ACTION (en MAD)	N/A	N/A

Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires au 31 décembre 2021 s'élève à 525 MDH en hausse de 4% par rapport au 31 décembre 2020.

Excédent brut d'exploitation (EBITDA)

L'Excédent Brut d'Exploitation (EBITDA) est de 58 MDH en hausse de 25 MDH par rapport au 31 décembre 2020.

Résultat Net Part du Groupe (RNPG)

Un Résultat Net Part du Groupe de -172 MDH, en hausse de 131 MDH.

2) ETAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ	(322.279)	(184.147)
Différence de conversion	-	-
Partie efficace des profits et pertes sur instruments de couverture dans les couvertures de flux de trésorerie	-	-
Variation de la juste valeur des "Actifs disponibles à la vente"	-	-
Ecarts actuariels sur les engagements sociaux à prestations définies	-	-
Quote part dans les autres éléments du Résultat Global issus des entités associées comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-	-
Autres éléments du résultat global qui seront ultérieurement reclassés en résultat net	-	-
Gain et pertes actuariels sur les engagements sociaux à prestations définies	-	-
Autres éléments du résultat global qui ne seront jamais classés en résultat net	-	-
Autres éléments du résultat global après impôt	-	-
Quote part dans les autres éléments du Résultat Global issus des entités associées comptabilisées	-	-
RESULTAT NET ET AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL TOTAL	(322.279)	(184.147)
Résultat net et autres éléments du résultat global total part Groupe	(302.932)	(171.829)
Résultat net et autres éléments du résultat global total Part des intérêts minoritaires	19.347	12.317

3) ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

3-1) ACTIF

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Ecart d'Acquisition	281.505	281.505
Immobilisations Incorporelles	904	1.154
Immobilisations Corporelles	2.833.723	2.782.744
Titres mis en équivalence	21.049	20.213
Autres immobilisations financières	2.103	2.103
Actifs d'impôts différés	110.946	93.597
Total Actif Non Courant	3.250.230	3.181.315
Stocks	20.302	11.361
Clients	24.657	31.391
Autres tiers	133.623	155.971
Trésorerie et équivalence de trésorerie	384.308	236.794
Total Actif Courant	562.891	435.517
Total ACTIF	3.813.120	3.616.833

3-2) PASSIF

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Capital	1.432.695	1.432.695
Primes et réserves	107.723	(195.209)
Résultat de l'exercice	(302.932)	(171.829)
Capitaux Propres Part Groupe	1.237.485	1.065.657
Intérêts minoritaires	97.059	84.742
Capitaux Propres	1.334.544	1.150.399
Autres dettes à long terme	1.636.648	1.806.933
Provisions à caractère non courant	2.852	2.304
Total Passif Non Courant	1.639.500	1.809.237
Fournisseurs	227.374	163.864
Autres tiers et impôt société	222.126	191.413
Provisions à caractère courant	109.150	81.914
Dettes financières à court terme (y.c location financement)	153.091	144.531
Banques	127.335	75.474
Total Passif Courant	839.076	657.196
Total PASSIF	3.813.120	3.616.833

4) TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
+ Excédent Brut d'Exploitation	32.941	57.591
+ Résultat financier	(91.801)	(95.226)
+ Impôts sur les sociétés	(2.937)	(3.037)
+ Charges et produits non décaissés dans l'EBE	19.239	9.588
+ Annulation des provisions financières et provisions pour impôts	-	-
- Dividendes perçus par les sociétés mises en équivalence	-	-
+ Marge Brute D'Autofinancement courante des activités non conservées	-	-
= MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT AVANT ELEMENTS NON RECURRENTS	-42.558	-31.083
+ Gains (Pertes) non récurrents et frais de restructuration	-	-
+ Diminution (Augmentation) du BFR	26.357	(114.363)
= FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES OPERATIONNELLES [A]	-16.201	-145.446
variations de périmètre	-	-
- Décaissements liés à des investissements sur actifs existants	(10.645)	(17.719)
- Décaissements liés à des investissements de développement	(65.571)	(94.424)
+ Encaissements liés à des cessions d'actifs	689	212
Variation des autres actifs financiers	-	-
= FLUX DE TRESORERIE LIES AUX INVESTISSEMENTS / DESINVESTISSEMENTS [B]	(75.528)	(111.930)
Augmentation de capital (titres de mises en équivalence)	20.000	-
- Réduction de capital	-	-
- Dividendes payés	(571)	(1)
- Remboursement de la dette long terme	211.796	170.285
- Remboursement liés aux contrats de location-financement	-	-
+Obligation remboursables en actions	-	-
+ Nouveaux emprunts long terme	-	-
= AUGMENTATION (DIMINUTION) DE LA DETTE LONG TERME	231.226	170.284
+variation des dettes financière court terme	(26.155)	(8.560)
= FLUX DE TRESORERIE DES ACTIVITES DE FINANCEMENT [C]	205.071	161.724
- DIFFERENCE DE CONVERSION [D]	-	-
= VARIATION DE TRESORERIE [E]=[A]+[B]+[C]+[D]	113.342	(95.652)
- Trésorerie ouverture	143.630	256.973
+ Trésorerie clôture	256.973	161.320
= VARIATION DE TRESORERIE	113.342	(95.652)

(*) y compris les investissements en location financement

5) VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres s'élèvent à 1 150 MDH vs 1 335 au 31 décembre 2020. La variation des capitaux propres se présente comme suit :

En MAD milliers	Nombre d'actions	Capital	Primes, réserves, report à nouveau et résultats	Capitaux propres Groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
01 janvier 2020	14.326.947	1.432.695	111.010	1.543.705	97.212	1.640.918
Résultat de l'exercice	-	-	(302.932)	(302.932)	(19.347)	(322.279)
Dividendes distribué brut de précompte	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital	-	-	-	-	20.000	20.000
Autres mouvements	-	-	(3.281)	(3.281)	(814)	(4.096)
31 décembre 2020	14.326.947	1.432.695	(195.203)	1.237.492	97.051	1.334.544
Résultat de l'exercice	-	-	(171.829)	(171.829)	(12.317)	(184.146)
Dividendes distribué brut de précompte	-	-	-	-	-	-
Augmentation de capital	-	-	-	-	-	-
Autres mouvements	-	-	-	-	-	-
31 décembre 2021	14.326.947	1.432.695	(367.034)	1.065.662	84.734	1.150.399

6) PRINCIPAUX RATIOS DE GESTION

Ratio Financiers

	31/12/20	31/12/21
Gearing (Dette nette/Capitaux Propres)	115%	156%
Marge Brute d'Autofinancement d'exploitation courante / Dette nette	-3%	-2%
Résultat Brut d'Exploitation / Charges financières retraitées	-	-
Retour sur capitaux employés (en brut)	0%	2%
Création de valeur économique (en millions de MAD)	(413)	(292)
- Dividendes perçus par les sociétés mises en équivalence	-	-
+ Marge Brute D'Autofinancement courante des activités non conservées	-	-

Note (a) : Le Gearing est le rapport de la dette nette sur les capitaux propres (y compris intérêts minoritaires).

Note (b) : Marge brute d'autofinancement d'exploitation courante retraitée / dette nette

Note (c) : Le ratio de retour sur capitaux employés (Return On Capital Employed ou ROCE) est défini ci-après.

Note (d) : Création de la valeur économique ou Economic Value Added (EVA).

La détermination de la création de valeur économique a été établie sur la base des données suivantes :

	31/12/20	31/12/21	Notes
Coût des fonds propres	16%	16%	(1)
Coût de la dette après impôt	4%	4%	
Pondération fonds propres / Dettes	-	-	
- Fonds Propres	46%	39%	
- Dettes	54%	61%	
Coût moyen pondéré du capital	10%	9%	(2)
ROCE après impôt	-2%	0%	(3)
Capitaux employés (en millions de MAD)	3458	3227	
Création de valeur économique (en millions de MAD)	(413)	(292)	

(1) Le Beta retenu pour le calcul du coût des fonds propres pour l'année 2014 est de 2,68. Le taux sans risque est le BT 10 ans.

(2) Le coût moyen pondéré du capital se détermine comme suit :

$$\text{Coût des fonds propres} \times \frac{\text{fonds propres}}{\text{Fonds propres} + \text{dettes}} + \text{coût de la dette} \times \frac{\text{dettes}}{\text{Fonds propres} + \text{dettes}}$$

(3) Le ROCE après impôt se détermine comme suit :

$$\frac{\text{EBITDA} - [(\text{EBITDA} - \text{amortissements opérationnels}) \times \text{taux d'impôt}]}{\text{Capitaux engagés}}$$

(4) La création de valeur économique se détermine comme suit :

$$(\text{ROCE après impôt} - \text{coût moyen pondéré du capital}) \times \text{capitaux employés}$$

Retour sur capitaux employés (ROCE)

Le retour sur capitaux employés (ROCE) est l'instrument utilisé par le Groupe dans sa gestion interne pour mesurer sa performance.

C'est aussi un indicateur de la rentabilité des actifs non consolidés ou mis en équivalence. Il est déterminé sur la base des agrégats suivants établis à partir des comptes consolidés :

- excédent d'exploitation des activités (EBITDA) : cet agrégat comprend l'excédent brut d'exploitation et les produits sur immobilisations financières (dividendes et produits financiers des sociétés externes et mises en équivalence) ;
- capitaux employés : total des actifs immobilisés calculés à partir de la moyenne de leur valeur brute, sur chaque exercice et du besoin en fonds de roulement.

Le ROCE est calculé comme le rapport de l'excédent d'exploitation des activités (EBITDA) et des capitaux employés moyens, au cours de la période de référence.

	31/12/20	31/12/21
Capitaux employés	3.457.908	3.226.759
Capitaux employés moyens	3.457.908	3.226.759
Excédent Brut d'Exploitation	32.941	57.591
Quote-part dans le résultat des mises en équivalence avant impôt	(14.984)	(836)
Excedent d'exploitation des activités (EBITDA)	17.957	56.755
ROCE (EBITDA / CAPITAUX EMPLOYES)	1%	2%

7) PRINCIPES COMPTABLES

CADRE GENERAL

Les comptes consolidés du Groupe RISMA pour l'exercice sont établis en conformité avec les normes et interprétations IFRS (International Financial Reporting Standards), édictées par l'IASB International Accounting Standards Board, telles qu'adoptées par l'Union Européenne (UE).

Ces comptes présentent en données comparatives l'année 2020 et l'année 2021 dans leur ensemble établis selon le même référentiel comptable.

NORMES ET INTERPRETATIONS APPLICABLES AU 1^{ER} JANVIER 2021

Il n'y a pas eu de normes et d'interprétations qui devaient s'appliquer à partir du 1^{er} janvier 2021

EVALUATION DE L'IMPACT POSSIBLE SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DU GROUPE RISMA DES FUTURES NORMES, AMENDEMENTS DE NORMES ET INTERPRETATIONS

Le Groupe RISMA estime que les textes d'amélioration prévus pour 2022 n'auront pas d'incidence matérielle sur ses comptes consolidés.

PREMIERE ADOPTION DES IFRS

Il convient de rappeler les options prises par le groupe RISMA dans le cadre de la préparation de son bilan d'ouverture IFRS au 1^{er} janvier 2006 (date de transition aux IFRS pour le groupe RISMA), et ce en vertu de la norme IFRS 1 :

- Non-retraitement des regroupements d'entreprises antérieurs au 1er janvier 2004;
- Reclassement en réserves consolidées des écarts de conversion cumulés au 1er janvier 2004;
- Non réévaluation des immobilisations corporelles et incorporelles à la date de transition à leur juste valeur.

BASE DE PREPARATION DES ETATS FINANCIERS

Les comptes des sociétés consolidées sont retraités afin d'être en conformité avec les principes comptables du groupe RISMA.

La préparation des états financiers consolidés implique la prise en compte d'estimations et d'hypothèses par le groupe RISMA qui peuvent affecter la valeur comptable de certains éléments d'actif et de passif, de produits et de charges, ainsi que des informations données dans les annexes. La direction de RISMA revoit ces estimations et hypothèses de manière régulière afin de s'assurer de leur pertinence au regard de l'expérience passée et de la situation économique actuelle. En fonction de l'évolution de ces hypothèses, les éléments figurant dans ses futurs états financiers pourraient être différents des estimations actuelles.

Les principales estimations et les principaux jugements faits par la Direction pour l'établissement des états financiers concernent la valorisation et les durées d'utilité des actifs corporels et incorporels, le montant des provisions pour risques ainsi que des hypothèses retenues pour le calcul des engagements de retraite, des litiges et des impôts différés.

Les principales hypothèses retenues par le groupe RISMA sont détaillées dans chacun des paragraphes dédiés de l'annexe aux états financiers.

En l'absence de normes ou d'interprétations applicables à une transaction spécifique, la direction de RISMA fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, de sorte que les états financiers présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie Groupe et traduisent la réalité économique des transactions.

Les principales méthodes comptables suivies sont décrites ci-après :

A. METHODES DE CONSOLIDATION

Les sociétés dans lesquelles RISMA exerce directement ou indirectement un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Ce contrôle est présumé pour les sociétés dans lesquelles RISMA détient plus de 50% des droits de vote.

Les titres des sociétés dans lesquelles RISMA exerce une influence notable sont consolidés par mise en équivalence. Cette influence est présumée lorsque RISMA détient entre 20% et 50 % des droits de vote.

Conformément à la norme IFRS 11 "Partenariats", les sociétés dans lesquelles le Groupe RISMA a un contrôle conjoint sont consolidées par mise en équivalence.

Conformément à la norme IFRS 10 "Etats financiers consolidés"; seuls les droits de vote potentiels exerçables ou convertibles, sont pris en considération pour apprécier le contrôle. Il n'est pas tenu compte des droits de vote potentiels non immédiatement exerçables ou convertibles, ou soumis à l'occurrence d'un événement futur.

Lors d'une acquisition, les actifs et passifs de la filiale acquise sont évalués à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Les intérêts minoritaires sont évalués pour leur part dans les justes valeurs des actifs et passifs comptabilisés.

B. ECARTS D'ACQUISITION

À l'occasion de la première consolidation des filiales et participations de RISMA, il est procédé, dans un délai n'excédant pas un an, à l'évaluation de l'ensemble des éléments identifiables (actifs et passifs) acquis.

Postérieurement à leur affectation, l'ensemble des écarts d'évaluation suit les règles comptables propres à leur nature.

B. 1. ECART D'ACQUISITION POSITIF

L'écart résiduel éventuel correspondant à l'excédent du coût d'acquisition sur la part de RISMA dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de l'entreprise acquise à la date d'acquisition est inscrit à l'actif du bilan sous la rubrique « Ecart d'acquisition ».

L'écart d'acquisition provenant de l'acquisition d'une entreprise dans laquelle RISMA exerce une influence notable est inclus dans la valeur comptable de celle-ci. L'écart d'acquisition provenant de l'acquisition de filiales et d'entités contrôlées conjointement est présenté séparément au bilan.

Les écarts d'acquisition positifs ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises ». Ils font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an. Les modalités des tests de dépréciation sont détaillées dans la note 1.D.6. En cas de perte de valeur, la dépréciation constatée au compte de résultat, dans la rubrique dépréciation d'actifs, est irréversible.

B. 2. ECART D'ACQUISITION NEGATIF

L'écart d'acquisition négatif représente l'excédent de la part du groupe RISMA dans la juste valeur des actifs et des passifs identifiables de l'entreprise acquise à la date d'acquisition sur le coût d'acquisition.

L'écart d'acquisition négatif est comptabilisé immédiatement au compte de résultat au cours de la période d'acquisition. Dans la mesure où tout ou partie de l'écart d'acquisition négatif correspond à des pertes et dépenses futures attendues à la date d'acquisition, celui-ci est comptabilisé en produits dans le compte de résultat de l'exercice au cours duquel ces pertes ou ces dépenses sont générées.

C. CONVERSION DES OPERATIONS LIBELLEES EN DEVICES

La monnaie de présentation des comptes est le Dirhams. Les transactions réalisées en devises sont converties au taux de change du jour de chacune des transactions.

Les créances et dettes non monétaires à la date de clôture des comptes sont converties au cours de change en vigueur à cette date. Les pertes de change latentes qui en résultent, sont comptabilisées en résultat financier.

D. IMMOBILISATIONS

D.1. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Conformément à la norme IAS 38, « Immobilisations incorporelles », les immobilisations incorporelles acquises figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles du groupe RISMA sont à durée de vie définie et sont amorties selon le mode linéaire sur des périodes qui correspondent à leur durée d'utilité prévue.

D.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Conformément à la norme IAS 16 « Immobilisations corporelles », les immobilisations corporelles sont inscrites au bilan à leur valeur d'acquisition ou à leur coût de revient (y compris les frais financiers intercalaires relatifs aux emprunts nécessaires au financement des phases de constructions) moins les amortissements et les pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles en cours de construction sont comptabilisées au coût, diminué de toute perte de valeur identifiée.

L'amortissement de ces actifs commence lorsque les actifs sont prêts à être utilisés. À partir de la date de mise en service du bien, les immobilisations corporelles sont amorties linéairement, selon une approche par composantes, sur leur durée d'utilité :

Constructions : 50 ans (Economique 35 ans)

Installations générales, agencements et aménagements des constructions : 7 à 25 ans

Frais accessoires sur constructions : 50 ans (Economique 35 ans)

Equipements 5 à 15 ans

D.3. COÛTS D'EMPRUNT

Les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif immobilisé sont incorporés dans le coût de cet actif. Les autres coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

D.4. CONTRAT DE LOCATION

La norme IFRS 16 remplace la norme IAS 17, ainsi que les interprétations correspondantes (IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27). Elle est rentrée en vigueur le 1er janvier 2019.

Elle supprime la distinction entre location simple et location financière d'IAS 17, et requiert de comptabiliser les contrats de location remplissant des critères spécifiques au bilan en faisant apparaître un actif représentatif du droit d'utilisation de l'actif loué pendant la durée du contrat en contrepartie d'une dette au titre de l'obligation de paiement des loyers.

a. Définition du droit d'utilisation

Le droit d'utilisation né d'IFRS 16 chez le groupe RISMA provient de ses contrats de location. Sous IFRS 16, « un contrat est, ou contient, une location si le contrat confère au preneur le contrôle de l'utilisation d'un actif identifié pour une période donnée en échange d'une contrepartie ». Cette définition fournie par le texte de norme met l'accent sur deux points principaux : L'identification de l'actif et le contrôle de son utilisation par le preneur.

La comptabilisation des contrats de location au bilan dépend des éléments suivants :

- La durée raisonnablement certaine retenue pour chaque contrat ;
- Les composantes fixes et variables du paiement contractuel ;
- Le taux d'emprunt moyen défini par le groupe ;
- La durée d'amortissement applicable pour chaque catégorie d'actif.

Il est à mentionner que les coûts d'acquisition ne sont pas immobilisés conformément aux dispositions transitoires prévues au paragraphe « C10d ».

b. Exemptions

Tous les contrats répondant à cette définition ont été inclus par le groupe RISMA dans le périmètre d'application de la norme, à l'exception des :

- Contrats de location dont la durée est inférieure à douze mois et/ou ceux dont la valeur à neuf de l'actif sous-jacent est de faible valeur (inférieure à USD 5,000.00). Ces contrats seront représentés au niveau de l'état de résultat sous forme de charges locatives ;
- Contrats dont la durée résiduelle à la date de transition est inférieure à 12 mois conformément aux dispositions transitoires prévues au paragraphe « C10Ci » sont également exclus ;
- Contrats de location dont le bailleur dispose d'un droit substantiel de substitution ;
- Contrats de location pour lesquels le paiement est entièrement variable.

c. Détermination de la durée

Afin de chiffrer les impacts IFRS 16 d'un contrat, le groupe RISMA a dû déterminer sa durée exécutoire. La durée exécutoire, telle que définie par la norme IFRS 16 au paragraphe 18, comprend la durée pendant laquelle le contrat est non résiliable augmentée de :

- La fraction de la durée contractuelle où l'entité a une option de résiliation qu'elle a une certitude raisonnable de ne pas exercer ;
- La durée pour laquelle l'entité dispose d'une option de prolongation qu'elle a une certitude raisonnable d'exercer.

La certitude raisonnable est une zone de jugement du groupe. Ce dernier exerce ses options en fonction des faits et circonstances et de manière à préserver ses intérêts économiques et compétitifs.

d. Détermination du taux d'actualisation

Le taux d'actualisation est aussi un paramètre fondamental pour mesurer les impacts IFRS 16 avec précision. En effet, cet élément est une condition imposée par la norme qui stipule : « À la date de début [d'un contrat de location], le preneur doit évaluer l'obligation locative à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas encore été versés. La valeur actualisée des paiements de loyers doit être calculée à l'aide du taux d'intérêt implicite du contrat de location s'il est possible de déterminer facilement ce taux. Sinon, le preneur doit utiliser son taux d'emprunt marginal. »

Le groupe RISMA a opté pour le taux d'emprunt marginal : taux d'intérêt que le preneur aurait à payer pour emprunter, pour une durée et avec une garantie similaire, les fonds nécessaires pour se procurer un bien de valeur similaire à l'actif au titre du droit d'utilisation dans un environnement économique similaire. Il est déterminé par référence au risque devise, au risque pays, au risque entité et à la maturité. De ce fait, chaque entité et chaque maturité dispose d'un taux d'actualisation différent.

e. Évaluation initiale

Lors de l'adoption de la norme IFRS 16, le groupe RISMA est amené à procéder à deux évaluations. Une première évaluation à la date d'effet du contrat dite évaluation initiale et une seconde évaluation après la date de prise d'effet du contrat dite évaluation ultérieure.

L'évaluation initiale du passif revient à déterminer la valeur actualisée du montant des loyers payés non encore versés en utilisant le taux d'actualisation.

A la date d'effet, le groupe RISMA évalue aussi le coût de l'actif sur la base de :

- L'évaluation initiale du passif locatif
- Le montant des loyers versés à la date de prise d'effet ou avant cette date (déduction faite des avantages incitatifs à la location reçus).

f. Évaluation ultérieure

Après la date de prise d'effet du contrat, la norme prévoit trois modèles pour l'évaluation ultérieure : Le modèle du coût, le modèle de la juste valeur et le modèle de la réévaluation.

Le groupe RISMA a choisi l'application du modèle du coût afin de maintenir l'homogénéité avec les modèles privilégiés pour les autres normes. Selon les termes de ce modèle l'actif comptabilisé au titre du droit d'utilisation est évalué au coût diminué du montant cumulé des amortissements et du montant cumulé des pertes de valeur et ajusté pour tenir compte, le cas échéant, des réévaluations du passif locatif.

Le groupe RISMA doit amortir l'actif comptabilisé au titre du droit d'utilisation selon les dispositions relatives à l'amortissement énoncées dans IAS 16 Immobilisations corporelles. La durée d'amortissement correspondant à la période entre la date de prise d'effet du contrat et la date au plus tôt entre le terme de la durée d'utilité de cet actif, ou le terme de la durée du contrat de location s'il est antérieur. Toutefois, si la durée d'amortissement est supérieure à celle du contrat, la durée d'amortissement retenue est celle du contrat.

La détermination de la dépréciation du droit d'utilisation aux termes du modèle du coût se fait selon les dispositions de la norme IAS 36 Dépréciation d'actifs.

D.5. AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les titres de participation dans les sociétés non consolidées, sont classés dans la catégorie « Actifs financiers disponible à la vente » et par conséquent, inscrits à leur juste valeur. Les profits ou les pertes latents sont comptabilisés directement en capitaux propres jusqu'à ce que le titre soit cédé, auquel cas le profit ou la perte cumulé préalablement comptabilisé en capitaux propres est alors inclus dans le résultat net de l'exercice. En cas de perte significative ou prolongée, cette perte donne lieu à la constatation d'une dépréciation non réversible comptabilisée en résultat.

D.6. VALEUR RECOUVRABLE DES IMMOBILISATIONS

La crise sanitaire Covid-19 a conduit à une dégradation très significative de l'industrie du tourisme et de l'hôtellerie sur l'ensemble des régions dans lesquelles RISMA opère son activité. Toutefois, les tests de dépréciation réalisés par le Groupe n'ont pas révélé d'indices de perte de valeur au 31 décembre 2021.

Selon la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », la valeur d'utilité des immobilisations corporelles et incorporelles est testée dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, et au minimum, une fois par an pour les immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie et le Goodwill.

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres groupes d'actifs. Dans le cadre de l'hôtellerie, l'UGT correspond à l'hôtel. Les écarts d'acquisition sont testés par activité et l'UGT comprend alors les immobilisations corporelles, incorporelles et l'écart d'acquisition. Les immobilisations incorporelles sont quant à elles testées individuellement.

La valeur recouvrable des immobilisations corporelles et des écarts d'acquisition est approchée selon deux phases :

1. VALEUR FONDÉE SUR UN MULTIPLE NORMATIF DE L'EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)

Le groupe RISMA se positionnant sur un marché à forte tendance capitalistique (forte composante immobilière), ce principe de calcul apparaît comme la meilleure méthode de reconstitution de la juste valeur diminuée des coûts de vente et permet d'approcher au mieux la valeur de réalisation d'un actif en cas de mise en vente.

Dans le cadre des tests effectués par établissement hôtelier, cette méthode consiste à calculer l'EBE moyen des deux dernières années de chaque établissement puis à lui appliquer un multiple en fonction du type d'établissement et de sa situation géographique. Les multiples retenus, correspondant à des moyennes de transactions ayant eu lieu sur le marché, se détaillent de la manière suivante :

Segment Multiple :

Hôtellerie haut et milieu de gamme $7,5 < x < 10,5$

Hôtellerie économique $6,5 < x < 8$

Dans le cadre des tests effectués par pays, cette méthode consiste à calculer l'EBE moyen des deux dernières années réalisé dans le pays puis à lui appliquer un multiple en fonction de la situation géographique du pays ainsi qu'un coefficient pays.

En cas d'identification d'une perte de valeur, un test sur les flux futurs de trésorerie est alors réalisé

2. VALEUR FONDÉE SUR UN TEST DE FLUX FUTURS DE TRÉSORERIE ACTUALISÉS (NOTAMMENT ÉCART D'ACQUISITION)

Les projections sont réalisées sur une durée maximale de 5 ans. Le taux retenu pour l'actualisation des flux futurs est le CMPC (coût moyen pondéré du capital) de clôture. Le taux de croissance est, quant à lui, adapté en fonction de l'évolution économique de chacun des hôtels. Il s'élève, pour cet exercice entre 2% et 3% selon les hôtels.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES HORS ECARTS D'ACQUISITION

La valeur recouvrable d'une immobilisation incorporelle est déterminée selon la méthode des flux futurs de trésorerie actualisés (cf. ci-dessus). L'utilisation de cette méthode s'explique par l'inexistence tant de marché que de transactions comparables.

EVALUATION DES PROVISIONS POUR DEPRECIATION

A l'issue de ce test, si cette évaluation met en évidence une provision pour dépréciation à comptabiliser, la provision comptabilisée est égale au minimum des deux provisions calculées respectivement en référence à la juste valeur et à la valeur d'utilité de l'actif ou de l'UGT testé. La dépréciation est constatée dans le poste « Dépréciation d'actifs ».

REPRISES DES PROVISIONS POUR DEPRECIATION

Conformément à la norme IAS 36 « Dépréciation d'Actifs », les provisions pour dépréciation des écarts d'acquisition sont irréversibles. Les dépréciations se rattachant aux immobilisations corporelles et aux immobilisations incorporelles à durée de vie définie sont, quant à elles, réversibles dès lors qu'il y a un changement dans les estimations utilisées pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT.

D.7. ACTIFS OU GROUPE D'ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES

Depuis le 1er janvier 2005 et conformément à la norme IFRS 5, « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », les actifs ou Groupe d'actifs destinés à être cédés font l'objet d'une présentation sur une ligne à part au bilan et sont évalués et comptabilisés au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur valeur de marché diminuée des coûts nécessaires à la réalisation de la vente.

Un actif est classé en « Actifs ou groupe d'actifs destinés à être cédés » seulement si la vente est hautement probable dans un horizon raisonnable, si l'actif est disponible en vue d'une vente immédiate dans son état actuel et si un plan de vente a été initié par le management avec un degré d'avancement suffisant.

Cette ligne regroupe par conséquent :

- Les actifs non courants destinés à être cédés ;
- Les groupes d'actifs destinés à être cédés ;
- L'ensemble des actifs courants et non courants rattachables à un secteur d'activité ou à un secteur géographique (c'est-à-dire à une activité non conservée) lui-même destiné à être cédé.

E. STOCKS

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût de revient et de leur valeur nette de réalisation selon la méthode du coût moyen pondéré.

F. CREANCES D'EXPLOITATION ET AUTRES

Elles comprennent les créances clients et autres débiteurs et sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti diminué du montant des pertes de valeur.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés.

G. CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Les charges constatées d'avance correspondent à des charges payées au cours d'un exercice afférentes aux exercices suivants. Elles comprennent également l'effet de linéarisation des loyers tel que décrit en note 6. Ce poste figure dans les « Autres tiers ».

H. DETTES D'EXPLOITATION

Les dettes d'exploitation comprennent les dettes fournisseurs et autres créditeurs. Elles sont évaluées à leur juste valeur lors de la comptabilisation initiale, puis au coût amorti.

I. PROVISIONS

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », les provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, le groupe RISMA a une obligation à l'égard d'un tiers qui résulte d'un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel. Ces provisions sont estimées selon leur nature en tenant compte des hypothèses les plus probables. Les provisions pour restructurations sont comptabilisées lorsque le Groupe a un plan formalisé et détaillé pour la restructuration qui a été notifié aux parties affectées.

J. ENGAGEMENTS DE RETRAITES ET ASSIMILES

Le groupe RISMA offre à ses employés différents régimes de retraite complémentaire, indemnités de fin de carrière et autres avantages à long terme.

L'avantage procuré par ce régime est uniquement à cotisations définies.

Pour les régimes à cotisations définies, RISMA n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes versées à des organismes extérieurs; la charge qui correspond à ces primes versées est prise en compte dans le résultat de l'exercice. C'est le cas de la charge de retraite relative aux sociétés de droit marocain qui est couverte par l'affiliation du personnel aux régimes de retraite en vigueur au Maroc et de la charge d'assurance maladie qui est couverte par la cotisation des salariés actifs.

K. IMPOT DIFFERE

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », les différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs bases fiscales donnent lieu à la constatation d'un impôt différé selon la méthode du report variable en utilisant les derniers taux d'imposition adoptés ou quasi-adoptés. Les effets dus aux changements des taux d'impôts s'inscrivent en compte de résultat de l'exercice au cours duquel le changement de taux est annoncé.

Des impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles sauf si l'impôt différé est généré par un écart d'acquisition non déductible fiscalement ou par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable à la date de transaction, à l'exception de ceux se rapportant aux retraitements des contrats de location- financement.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables liées à des participations dans les filiales, entreprises sous influence notable ou entreprises conjointes sauf si :

- la date à laquelle s'inversera la différence temporelle peut être contrôlée ; et
- s'il est probable qu'elle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Il n'est constaté d'impôt différé actif sur les déficits reportables et amortissements réputés différés que dans la mesure où leur récupération sur une durée raisonnable apparaît probable sur la base des dernières prévisions mises à jour.

La charge d'impôt est constatée au compte de résultat sauf si elle concerne des éléments qui ont été comptabilisés directement en capitaux propres. Dans ce cas, elle est aussi comptabilisée en capitaux propres.

Conformément à la norme IAS 12 révisée, les impôts différés ne sont pas actualisés.

L. INSTRUMENTS FINANCIERS

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et des passifs financiers sont définies par la norme IFRS 9 « Instruments financiers ».

L.1. ACTIFS FINANCIERS

Deux critères sont utilisés pour déterminer comment les actifs financiers sont classifiés et mesurés:

Le business model de l'entité pour la gestion des actifs financiers, et les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels de l'actif financier.

Pour un actif financier dans le champ d'IFRS 9, il y a 3 types de modèles économiques :

L'objectif du modèle économique est uniquement de détenir des actifs financiers pour encaisser des flux de trésorerie contractuels : l'actif financier est évalué au coût amorti.

L'objectif du modèle économique est à la fois de détenir des actifs financiers pour encaisser des flux de trésorerie contractuels et de vendre des actifs financiers : l'actif financier est évalué à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

Les actifs financiers qui ne sont détenus dans le cadre d'aucun des deux modèles économiques ci-dessus sont évalués à la juste valeur par le résultat.

L.2. EMPRUNTS BANCAIRES

Les emprunts bancaires sous forme de tirages de lignes de crédit et découverts bancaires portant intérêts sont enregistrés pour les montants reçus, nets des coûts directs d'émission.

M. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

La trésorerie et équivalents de trésorerie se composent des fonds de caisse et des soldes bancaires. Ils sont enregistrés à leur juste valeur à chaque date de clôture. Les placements à échéance inférieur à 3 mois sont disponibles à tout moment pour leur montant nominal et le risque de changement de valeur est négligeable.

N. PRESENTATION DU COMPTE DE RESULTATS ET DU TABLEAU DE FINANCEMENT

N.1. CHIFFRE D'AFFAIRES

En application de l'IFRS 15, le chiffre d'affaires correspond au montant des ventes de produits et prestations de services liées aux activités ordinaires des sociétés consolidées par intégration globale. Il s'agit, lorsque les hôtels sont détenus en propriété ou bien sont exploités via un contrat de location, de l'ensemble des recettes (hébergement, restauration et autres prestations) reçues des clients, et lorsque les hôtels sont managés ou franchisés, de la rémunération (honoraires de gestion, redevances de franchisé,...) perçue au titre des contrats.

Conformément à la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients », le chiffre d'affaires est comptabilisé selon ces cinq étapes :

- Identification du (des) contrat(s) avec un client ;
- Identification des différentes obligations de performance distinctes du contrat
- Détermination du prix de la transaction ;
- Affectation du prix de la transaction aux obligations différentes de performance ;
- Comptabilisation du produit lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

N. 2. RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION

Le résultat brut d'exploitation comprend les revenus et charges d'exploitation. Celui-ci constitue donc un agrégat de gestion avant coût de détention des actifs (loyers, amortissements et provisions, résultat financier) et quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence.

Le résultat brut d'exploitation sert de base de calcul pour le suivi par la société du taux de transformation et du taux de réactivité.

En cas de variation positive du chiffre d'affaires à périmètre et change constants (à PCC), le taux de transformation se définit ainsi : $\text{Taux de transformation} = \left(\frac{\text{RBE à PCC}}{\text{CA à PCC}} \right)$.

En cas de variation négative du chiffre d'affaires à périmètre et change constants (à PCC), le taux de réactivité se définit ainsi : $\text{Taux de réactivité} = 1 - \left(\frac{\text{RBE à PCC}}{\text{CA à PCC}} \right)$.

N.3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOT

Ce solde comprend le résultat des opérations des différents métiers du Groupe ainsi que celui de leur financement. Le résultat financier ainsi que la quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence font partie intégrante du résultat opérationnel du Groupe dans la mesure où ils contribuent au critère de performance sur lequel l'entreprise communique auprès des investisseurs. Cet agrégat est, par ailleurs, utilisé comme référence pour la définition des rémunérations au niveau du Groupe et plus particulièrement pour celles des dirigeants dans la mesure où il reflète la performance économique de chaque activité y compris les charges liées au financement des activités hôtelières.

N.4. DEPRECIATION D'ACTIFS

La ligne Dépréciation d'actifs comprend l'ensemble des provisions pour dépréciation comptabilisées suite à l'application de la norme IAS 36, « Dépréciation d'actifs ».

N.5. RESULTAT DE LA GESTION DES AUTRES ACTIFS

Le résultat de la gestion des autres actifs est constitué de plus ou moins-values de cession des autres actifs immobilisés hors patrimoine hôtelier, des provisions, et des pertes et gains non opérationnels. Ces éléments ne sont pas directement liés à la gestion courante.

N.6. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Il est présenté selon la même structure que celle utilisée pour la gestion interne du Groupe et isole, d'une part, les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles, d'autre part les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement et enfin les flux de trésorerie provenant des activités de financement.

Les ressources ou emplois provenant des activités opérationnelles incluent :

- la marge brute d'autofinancement avant éléments non récurrents après variation des impôts différés et plus-value de cession d'actifs ;
- les encaissements ou décaissements liés aux éléments non récurrents ;
- la variation du besoin en fonds de roulement.

Les ressources ou emplois provenant des activités d'investissement incluent :

- les investissements sur actifs existants (IAE) dont l'objet est le maintien ou le renouvellement d'actifs existants au 1er janvier de chaque exercice, nécessaires à une exploitation normale ;
- les investissements de développement relatifs à la constitution de nouveaux actifs ;
- les produits des cessions d'actifs.

Les ressources ou emplois provenant des activités de financement incluent :

- les variations de capital ;
- les variations des dettes et emprunts.

O. CALCUL DU RESULTAT PAR ACTION

Les règles et méthodes comptables employées pour le calcul du résultat net par action et du résultat net dilué par action, sont conformes à la norme IAS 33, « Résultat par action ».

P. AUTRES INFORMATIONS

La notion d'actifs et de passifs courants s'entend pour des actifs et passifs que l'entité s'attend à pouvoir réaliser ou régler :

- soit dans le cadre du cycle normal de son exploitation ;
- soit dans les douze mois suivant la date de clôture.

8) INFORMATIONS SECTORIELLES

Le Groupe RISMA exerce son activité dans le secteur hôtelier, qui grâce à 27 hôtels déjà en activité sur l'ensemble du territoire marocain, est présent sur 2 segments :

Les hôtels Haut et Milieu de Gamme qui regroupent les marques Sofitel, Novotel, Mercure, Novotel, et M'gallery. Les hôtels économiques constitués des marques Ibis et Ibis Budget.

Chaque segment représente un domaine d'activité stratégique qui propose différents produits et sert différents marchés. Pour chacun des segments, la structure de gestion est organisée et gérée séparément. La Direction examine les résultats et les performances de chacun des segments de façon indépendante. De même, les décisions en matière d'allocation des ressources sont prises de façon indépendante d'un segment à l'autre.

Cette organisation a par conséquent amené le Groupe à considérer ces 2 segments d'activités comme ses secteurs opérationnels répondant à la définition de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ». Les informations sectorielles présentées sont par conséquent fondées sur le reporting interne utilisé par la Direction pour l'évaluation de la performance de ses différents secteurs. Pour chacun des secteurs, les indicateurs suivis par la Direction sont les suivants :

- Le chiffre d'affaires ;
- Le résultat brut d'exploitation ;
- Les loyers ;
- Le résultat d'exploitation.

Une présentation de ces indicateurs par secteurs opérationnels est effectuée en :

- Note pour le chiffre d'affaires ;
- Note pour le résultat brut d'exploitation ;
- Note pour les loyers ;
- Note pour les amortissements et provisions ;
- Note pour le résultat d'exploitation ;
- Note pour les écarts d'acquisition ;
- Note pour les investissements sur actifs existants ;
- Note pour les investissements de développement.

9) NOTES ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

9-1) ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES OPÉRATIONNEL PAR MARQUE

Le chiffre d'affaires au 31 décembre 2021 s'élève à 525 MDH en hausse de 4% par rapport au 31 décembre 2020.

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Hotellerie	501.692	524.870
Haut et milieu de gamme	384.760	381.827
Economique	116.932	143.043
Support & Académie Accor Maroc	1.352	-
Total	503.044	524.870

9-2) CHARGES D'EXPLOITATION

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Coût des marchandises vendues	(47.164)	(45.556)
Coût de personnel	(214.268)	(210.849)
Energie, entretien et maintenance	(40.076)	(46.144)
Taxes d'exploitation, assurances et charges de copropriété	(27.909)	(29.179)
Autres charges d'exploitation	(135.656)	(134.775)
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	(465.073)	(466.503)

(1) Le coût des marchandises vendues comprend principalement l'achat de nourriture et boisson.

(2) Les autres charges d'exploitation sont principalement composées des coûts de distribution, des coûts informatiques, des dépenses de publicité et de promotion. Elles comprennent également différents honoraires.

9-3) RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION PAR MARQUE

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Hotellerie	93.492	106.795
Haut et milieu de gamme	66.307	68.491
Economique	27.185	38.304
Support & Académie Accor Maroc	(55.521)	(48.429)
Total	37.971	58.367

Le résultat brut d'exploitation consolidé s'établit au 31 décembre 2021 à 58 367 KMAD contre 37 971 KMAD au 31 décembre 2020, soit une hausse de 20 396 KMAD.

9-4) LOYERS OPÉRATIONNELS

A. CHARGE DE LOYER PAR METIER ET PAR MARQUE

Les charges de loyer s'analysent au 31 décembre 2021 comme suit :

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Hotellerie	(5.884)	(1.630)
Haut et milieu de gamme	(4.650)	(31)
Economique	(1.234)	(1.599)
Support & Académie Accor Maroc	853	853
TOTAL	(5.031)	(777)

(*) Le produit de loyer résulte de l'application de la norme IFRS 16.

Les loyers s'élèvent à 777 KMAD au 31 décembre 2021 vs 5 031 KMAD au 31 décembre 2020.

B. CHARGE DE LOYER PAR TYPE DE CONTRAT

La charge annuelle s'analyse comme suit :

En MAD milliers	Nombre d'hôtels	Loyers Décembre 2021	Part fixe de la charge de loyer	Part variable de la charge de loyer
Loyers Fixes hôteliers	4	(1.599)	(1.599)	-
Loyers Variables hôteliers	4	(31)	(13.293)	13.262
TOTAL	8	(1.630)	(14.892)	13.262

9-5) RÉSULTAT D'EXPLOITATION PAR MARQUE

Le résultat d'exploitation consolidé au 31 décembre 2021 s'établit à - 83 516 KMAD vs - 137 658 KMAD au 31 décembre 2020, soit une hausse de 54 141 KMAD.

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Hotellerie	(77.442)	(74.933)
Haut et milieu de gamme	(58.868)	(66.920)
Economique	(18.574)	(8.013)
Support & Académie Accor Maroc	(60.216)	(8.584)
TOTAL	(137.658)	(83.516)

9-6) DÉTAIL DES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Amortissements	(166.062)	(161.443)
Provisions	(4.536)	20.335
TOTAL	(170.598)	(141.107)

9-7) RÉSULTAT FINANCIER

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Intérêts financiers (1)	(98.552)	(98.680)
Autres revenus et charges financières (2)	(8.028)	3.454
Résultat Financier	(106.580)	(95.226)

9-8) QUOTE-PART DANS LE RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS MISES EN ÉQUIVALENCE

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Accor Gestion Maroc	(4.775)	(836)
Société d'aménagement Mogador Esaouira (SAEMOG)	-	-
SMHE	(10.209)	
Quote-part du résultat net d'impôt	(14.984)	(836)

9-9) IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

La variation de la charge d'impôt s'analyse comme suit :

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Charge d'impôt exigible	(2.937)	(3.037)
Sous-total impôts exigibles	(2.937)	(3.037)
Impôts différés à la naissance ou au reversement des différences temporelles	25.925	(17.350)
Sous-total impôts différés	25.925	(17.350)
Impôts hors sociétés mises en équivalence	22.987	(20.386)
Charge d'impôt totale	22.987	(20.386)
Résultat avant impôt	(259.221)	(179.578)
Charge d'impôt des sociétés consolidées	22.987	(20.386)
TAUX FACIAL D'IMPOT DES SOCIETES CONSOLIDEES RAPPORT AU RESULTAT AVANT IMPOT	(9%)	11%

Selon l'IAS 12 : « À chaque date de clôture, une entité ré estime les actifs d'impôt différé non comptabilisés. Une entité comptabilise un actif d'impôt différé qui ne l'avait pas été jusque-là dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé. »

9-10) ECART D'ACQUISITION

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Valeurs brutes	286.909	286.909
Amortissements cumulés et dépréciations	(5.405)	(5.405)
Total en valeur nette	281.505	281.505

Les amortissements des écarts d'acquisition sont constitués des dotations comptabilisées avant le passage aux normes IFRS.

9-11) IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Valeur Brutes		
Licences et logiciels	18.671	19.167
Autres immobilisations incorporelles	1.467	1.467
Total valeurs brutes	20.138	20.635
Amortissements et pertes de valeur		
Licences et logiciels	(18.325)	(18.571)
Autres immobilisations incorporelles	(910)	(910)
Total amortissements et pertes de valeur cumulés	(19.234)	(19.481)
Valeurs nettes	904	1.154

Tableau de variation des immobilisations incorporelles :

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Valeur nettes au 1er janvier	922	904
Acquisition de l'exercice	229	497
Entrées de périmètre		
Dotations aux amortissements	(245)	(246)
Cession de l'exercice	(3)	
Valeur nette en fin de période	904	1.154

Les acquisitions de l'exercice sont constituées principalement de licences de logiciels d'exploitation.

9-12) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Terrains	820.414	820.414
Constructions	1.715.266	1.743.603
Agencements	1.430.232	1.456.499
Matériels et mobilier	899.221	913.339
Immobilisations en cours	79.023	99.808
Impact IFRS 16	45.852	42.862
Valeur brute	4.990.008	5.076.524

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Terrains		
Constructions	(1.079.776)	(1.163.200)
Agencements	(230.985)	(254.520)
Matériels et mobilier	(738.192)	(768.181)
Immobilisations en cours	(90.955)	(91.783)
Impact IFRS 16	(16.377)	(16.095)
Total des amortissements et dépréciations	(2.156.284)	(2.293.780)

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Terrains	820.414	820.414
Constructions	635.490	580.403
Agencements	1.199.248	1.201.979
Matériels et mobilier	161.029	145.158
Immobilisations en cours	(11.932)	8.024
Impact IFRS 16	29.476	26.766
Valeur Nette	2.833.723	2.782.744

La variation des immobilisations nettes sur la période considérée s'analyse comme suit :

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Valeur nette au 1 ^{er} janvier	3.015.106	2.833.723
Acquisition de l'exercice	75.849	112.142
Entrées de périmètre		
Dotations aux amortissements	(145.590)	(160.200)
Cession de l'exercice	(211)	(212)
Impact VNC RBR	(20.281)	
Autres variations (IFRS 16)	(3.132)	(2.709)
Impairment	(88.018)	
Valeur nette en fin d'exercice	2.833.723	2.782.744

9-13) PRÊTS LONG TERME

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Valeurs brutes	17.609	17.609
Dépréciation	(17.609)	(17.609)
Total en valeur nette	-	-

9-14) TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Accor Gestion Maroc	21.049	20.213
Quote-part des titres MEE	21.049	20.213

9-15) ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Titre de participation		
Dépôts et cautionnements	2.103	2.103
Total valeurs brutes	2.103	2.103
Provisions pour dépréciation		
Valeurs nettes	2.103	2.103

9-16) COMPTES DE TIERS ACTIFS ET PASSIFS

Détail des comptes clients entre valeur brute et provision :

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Client - Valeur Brute	40 994	37 968
Provision clients	(16 337)	(6 577)
Clients - valeur nettes	24 657	31 391

Les créances identifiées en dépassement d'échéance font l'objet d'un suivi particulier et leur recevabilité est évaluée régulièrement de manière à constater d'éventuelles dépréciations selon les principes suivants :

Une provision est constatée dès qu'un dépassement de l'échéance est constaté selon le type de client :

- Agences : 33% de la créance de son montant HT à plus de 90 jours, 66% à plus de 120 jours et 100% à plus de 180 jours.
- Corporate: 33% de la créance de son montant HT à plus de 90 jours, 66% à plus de 120 jours et 100% à plus de 180 jours.
- Compte permanent : 100% des créances (montant HT) datant de plus de 60 jours.
- Organismes publiques: 50% des créances (montant HT) datant de plus d'un an et 100% à plus de deux années.

Les créances intra-groupes ne sont pas provisionnées.

Détails des autres tiers actifs

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
TVA à récupérer	112.815	135.090
Créances d'impôts et taxes	17.012	25.876
Créances vis-à-vis d'organismes sociaux	4.449	1.120
Charges constatées d'avance	1.694	1.833
Autres débiteurs	(2.346)	(7.948)
Valeurs brutes des autres tiers actifs	133.623	155.971

Détails des autres tiers passifs

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
TVA à payer	5.993	(1.839)
Personnel et organismes sociaux	42.960	35.507
Dettes autres impôts et taxes	25.531	15.007
Autres créanciers	147.643	142.737
Autres tiers passifs	222.126	191.413

Echéancier des comptes de tiers

En MAD milliers au 31 décembre 2020	< 1an	1 à 5 ans	> 5ans	31/12/20	31/12/21
Stocks	11 361			20 302	11 361
Clients	31 391			24 657	31 391
TVA à récupérer	-	135 090		112 815	135 090
Créances de personnel et organismes sociaux	1 120			4 449	1 120
Créances impôts et taxes	25 876			17 012	25 876
Autres débiteurs	(7 948)			(2 346)	(7 948)
ACTIF COURT TERME	61 801	135 090		176 888	196 891
Fournisseurs et comptes rattachés	163 864			227 374	163 864
TVA à payer	(1 839)			5 993	(1 839)
Personnel et organismes sociaux	35 507			42 960	35 507
Dettes autres impôts et taxes	15 007			25 531	15 007
Autres créanciers	142 737			147 643	142 737
PASSIF COURT TERME	355 277	-		449 500	355 277

9-17) CAPITAL POTENTIEL

Au 31 décembre 2021, le capital social de RISMA est composé de 14 326 947 actions.

Sur cette base, le résultat net par action est le suivant :

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Résultat net part du Groupe	(302.932)	(171.829)
Nombre moyen d'actions en circulation	14.326.947	14.326.947
Nombre d'actions résultant de l'exercice de d'options de souscription	-	-
Nombre d'actions résultant de la conversion des Obligations Remboursables en Actions	-	-
Nombre moyen d'actions dilué	14.326.947	14.326.947
Résultat net par action (en MAD)	(21)	(12)

9-18) VARIATION DES INTÉRÊTS MINORITAIRES

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Valeur au 1 ^{er} janvier	97 423	97 059
Résultat minoritaires de l'exercice	(19 347)	(12 317)
Dividendes versés aux minoritaires	(571)	-
Variations de périmètre	20 000	-
Autres variations	(446)	-
Valeur en fin d'exercice	97 059	84 742

9-19) PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

La variation du poste des provisions pour risques et charges à caractère non courant, entre le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2021, est constituée des éléments suivants :

En MAD milliers	31/12/20	Dotations	Reprises	31/12/21
Provisions pour retraites et primes de fidélité	2.852	-	(548)	2.304
Provisions pour litiges et autres	-	-	-	-
Total provisions à caractère non courant	2.852	-	(548)	2.304

La variation du poste des provisions pour risques et charges à caractère courant, entre le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2021, est constituée des éléments suivants :

En MAD milliers	31/12/20	Dotations	Reprises	31/12/21
Provisions pour litiges et autres	109.150	-	(27.236)	81.914
Total provisions à caractère courant	109.150	-	(27.236)	81.914

9-20) ANALYSE DES DETTES FINANCIÈRES PAR ÉCHÉANCE

L'échéancier des dettes financières se détaille comme suit :

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Année N+1	89 270	15 847
Année N+2	95 440	220 951
Année N+3	199 484	264 491
Année N+4	198 145	260 778
Année N+5	193 344	263 229
Année N+6	177 325	243 037
Au-delà	601 402	739 361
Total dettes financières	1 554 409	2 007 695

9-21) ANALYSE DE L'ENDETTEMENT NET ET DE LA TRÉSORERIE NETTE

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Autres dettes long terme	1 636 648	1 806 933
Dettes financières court terme	153 091	144 531
Banques	127 335	75 474
Dettes financières	1 917 074	2 026 938
Disponibilités	384 308	236 794
Actifs financiers courants	384 308	236 794
Dettes nettes	1 532 766	1 790 144

Concernant la trésorerie, les créances, les dépôts et cautionnements, RISMA considère que leur valeur au bilan est une base approximative de leur valeur marché.

9-22) RÉCONCILIATION DE LA MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Résultat net consolidé, part du Groupe	(302.932)	(171.829)
Part des minoritaires	(19.347)	(12.317)
Amortissements et variation des provisions d'exploitation	170.598	141.107
Résultats des mises en équivalence nets des dividendes reçus	14.984	836
Impôts différés	(25.925)	17.350
Dividende reçue	-	-
Variation des provisions financières et sur gestion du patrimoine	19.239	9.588
Marge brute d'autofinancement (y compris éléments non récurrents)	(143.382)	(15.265)
(Plus-values)/Moins-values nettes des cessions d'actifs	17.331	15.817
(Gains)/Pertes non récurrentes	(68.714)	-
Marge Brute d'Autofinancement d'exploitation courante	(194.765)	552

9-23) VARIATION DU BFR

La variation du BFR au 31 décembre 2021, s'analyse comme suit :

En MAD milliers	31/12/2020	31/12/2021	Variation
Stocks	20.302	11.361	(8.941)
Clients	24.657	31.391	6.734
Autres tiers actifs	133.623	155.971	22.347
BFR ACTIF	178.583	198.723	20.141
Fournisseurs	227.374	163.864	(63.510)
Autres tiers passifs	222.126	191.413	(30.713)
BFR PASSIF	449.500	355.277	(94.223)
BFR NET	270.917	156.554	(114.363)

9-24) INVESTISSEMENTS SUR ACTIFS EXISTANTS

Les investissements figurant au poste « Investissements sur actifs existants » sont les dépenses immobilisables relatives au maintien et à l'amélioration de la qualité des actifs détenus par RISMA au 1er janvier de chaque exercice et nécessaires à l'exploitation normale. Ce poste exclut donc les investissements de développement qui recouvrent les actifs immobilisés et les comptes de besoin en fonds de roulement des filiales nouvellement consolidées ainsi que la constitution ou construction de nouveaux actifs.

Ce poste se décompose comme suit :

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Hôtellerie	10 601	17 719
Haut et milieu de gamme	8 243	12 418
Economique	2 358	5 301
Support & Académie Accor Maroc	45	
Total	10 645	17 719

9-25) INVESTISSEMENTS DE DÉVELOPPEMENT

Les investissements de développement recouvrent pour les filiales nouvellement consolidées les actifs immobilisés ainsi que leurs besoins en fonds de roulement selon les principes de la norme IAS 7 « Tableaux des flux de trésorerie ». Ils prennent également en compte la construction de nouveaux actifs.

Ce poste se décompose comme suit :

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Hôtellerie	64 485	93 999
Haut et milieu de gamme	35 479	93 033
Economique	29 006	966
Support & Académie Accor Maroc	746	425
Total	65 231	94 424

9-26) JETONS DE PRÉSENCE

Aucun versement de jetons de présence n'eut lieu courant l'exercice 2021.

9-27) LITIGES

Dans le cadre de la gestion courante de ses activités, les établissements de Risma sont sujets à des litiges sociaux ou à des contentieux commerciaux que Risma estime non significatifs et qu'ils n'auront aucune incidence sensible sur sa situation financière, son activité et/ou son résultat.

9-28) ENGAGEMENTS HORS BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2021

Engagements donnés hors bilan

Echéancier au 31 décembre 2021 des engagements hors bilan donnés

En MAD milliers	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	31/12/21	31/12/20
Engagements diminuant la liquidité des actifs	-	-	-		
Engagements d'achat					
Autres garanties données augmentant la dette	-	-	-		
Engagements donnés pour exploitation des opérations courantes	2.286.833	-	-	2.286.833	1.623.500
Passifs éventuels	-	-	-		
Total au 31 décembre 2021	-	2.286.833	-	2.286.833	1.623.500

Engagements reçus hors bilan

A la connaissance de RISMA, il n'existe pas d'engagements reçus.

9-29) RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS INTÉGRÉES

En MAD milliers	31/12/20	31/12/21
Résultat courant avant impôt	(244.238)	(178.742)
annulation des quotes-parts dans le résultat		
Des sociétés mises en équivalence net d'impôt	(14.984)	(836)
Résultat des sociétés intégrées avant impôt	(259.221)	(179.578)
charges de restructuration		
dépréciation d'actifs		
plus ou moins-value de cession sur patrimoine hôtelier	-	-
plus ou moins-value de cession sur autres actifs		
impôts	22.987	(20.386)
Résultat des activités non conservées		
Résultat net des sociétés intégrées	(236.234)	(199.964)

9-30) PRINCIPALES FILIALES ET PARTICIPATIONS CONSOLIDÉES

	% de contrôle	% d'intérêt	Mode de consolidation
Risma	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Chayla	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Emirotel	100,00%	100,00%	Intégration Globale
Moussafir	66,67%	66,67%	Intégration Globale
HCH	100,00%	66,67%	Intégration Globale
Moussaf	70,00%	46,67%	Intégration Globale
Accor Gestion Maroc	33,33%	33,33%	Mise en équivalence
Société d'Aménagement Essaouira Mogador	40,00%	40,00%	Mise en équivalence
Société Marocaine d'Hotellerie Economique	50,00%	50,00%	Mise en équivalence

9-31) EVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

Aucun événement né postérieurement à la clôture de l'exercice et non rattachable à cet exercice et connu avant la première communication des états de synthèse n'a eu lieu.

Sur cette base, la direction estime que l'application du principe comptable de continuité d'exploitation pour l'arrêté des comptes au 31 décembre 2021 reste appropriée et que la continuité d'exploitation n'est pas compromise à date.

9-32) ACTIFS ET PASSIFS ÉVENTUELS

Durant le mois de septembre 2021, la société RISMA au nom de la société Marrakech Plaza a conclu un protocole d'accord à l'amiable avec la direction générale des impôts pour le dénouement du contrôle fiscal, en vertu duquel la société a payé le montant de 10,1 MMAD (en principal et majorations), contre une provision comptabilisée au 31 décembre 2019. Cette provision a été totalement reprise au cours de l'année 2021.

Conformément à la réglementation en vigueur, les exercices 2018 à 2021 ne sont toujours pas prescrits. Les déclarations fiscales de la société RISMA S.A. au titre de l'Impôt sur les Sociétés (I.S), de l'Impôt sur le Revenu (I.R) et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) relatives auxdits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration fiscale et demeurent sujettes à des vérifications et à d'éventuels redressements.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

Les déclarations sociales de la CNSS pourraient faire l'objet d'un contrôle et de rappels éventuels de cotisations.

COMPTES **SOCIAUX**

Bilan (Actif) (Modèle Normal)

ACTIF	EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
	Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
Immobilisations en non valeurs [A]	27 422 126,00	23 204 077,16	4 218 048,84	8 494 539,23
Frais préliminaires	26 383 876,00	22 380 687,24	4 003 188,76	8 006 377,56
Charges à répartir sur plusieurs exercices	1 038 250,00	823 389,92	214 860,08	488 161,67
Primes de remboursement des obligations				
Immobilisations incorporelles [B]	160 055 735,35	11 887 800,17	148 167 935,18	148 061 238,74
Immobilisations en Recherche et Dev	1 467 419,50	1 467 419,50		
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	10 720 179,37	10 420 380,67	299 798,70	193 102,26
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles [C]	2 122 263 893,23	804 426 082,66	1 317 837 810,57	1 275 571 107,21
Terrains	211 521 258,21	2 659 441,97	208 861 816,24	204 620 060,24
Constructions	1 362 676 481,64	402 286 948,37	960 389 533,27	949 737 457,81
Installations techniques, matériel et outillage	456 649 012,97	385 414 922,82	71 234 090,15	66 982 160,68
Matériel de transport	373 717,36	367 567,36	6 150,00	9 225,00
Mobilier, Mat de bureau, Aménag Divers	13 496 947,46	11 316 302,14	2 180 645,32	1 219 383,87
Autres immobilisations corporelles	2 450 900,00	2 380 900,00	70 000,00	70 000,00
Immobilisations corporelles en cours	75 095 575,59		75 095 575,59	52 932 819,61
Immobilisations financières [D]	1 331 051 608,35	430 259 254,29	900 792 354,06	900 792 354,06
Prêts immobilisés				
Autres créances financières	18 814 362,15	17 609 254,29	1 205 107,86	1 205 107,86
Titres de participation	1 312 237 246,20	412 650 000,00	899 587 246,20	899 587 246,20
Autres titres immobilisés				
Ecarts de conversion actif [E]				
Diminution des créances immobilisées				
Augmentations des dettes de financement				
TOTAL (A+B+C+D+E)	3 640 793 362,93	1 269 777 214,28	2 371 016 148,65	2 332 919 239,24
Stocks [F]	19 474 376,98	10 718 784,47	8 755 592,51	16 985 557,49
Marchandises	5 183 763,66	5 036 994,13	146 769,53	46 930,72
Matières et fournitures consommables	14 290 613,32	5 681 790,34	8 608 822,98	16 938 626,77
Produits en cours				
Produits intermédiaires et produits résiduels				
Produits finis				
Créances de l'actif circulant [G]	320 189 159,34	39 173 644,88	281 015 514,46	355 444 950,74
Fournis débiteurs, avances et acomptes	106 140,00		106 140,00	56 290,50
Clients et comptes rattachés	29 454 930,50	5 774 462,61	23 680 467,89	20 008 617,36
Personnel	849 667,79		849 667,79	3 263 947,68
Comptes d'associés	131 840 586,43	26 469 800,00	105 370 786,43	200 765 077,35
Autres débiteurs	16 860 474,34	6 929 382,27	9 931 092,07	24 281 739,24
Comptes de régularisation- Actif	10 030 909,68		10 030 909,68	2 435 144,88
Titres valeurs de placement [H]	143 162 540,97		143 162 540,97	243 163 402,44
Ecarts de conversion actif [I] Eléments circulants				
TOTAL II (F+G+H+I)	482 826 077,29	49 892 429,35	432 933 647,94	615 593 910,67
Trésorerie-Actif	90 177 586,94	742 192,40	89 435 394,54	46 398 523,45
Banques, T G et C C P	87 651 628,13		87 651 628,13	44 877 230,95
Caisse, Régie d'avances et accreditifs	624 638,49		624 638,49	344 344,58
TOTAL III	90 177 586,94	742 192,40	89 435 394,54	46 398 523,45
TOTAL GENERAL I+II+III	4 213 797 027,16	1 320 411 836,03	2 893 385 191,13	2 994 911 673,36

Bilan (Passif) (Modèle Normal)

PASSIF	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
CAPITAUX PROPRES	1 792 813 102,87	1 916 338 006,69
Capital social ou personnel (1)	1 432 694 700,00	1 432 694 700,00
Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
Capital appelé	1 432 694 700,00	1 432 694 700,00
Dont versé	1 432 694 700,00	1 432 694 700,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	443 607 427,19	443 607 427,19
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	15 162 545,13	15 162 545,13
Autres réserves		
Report à nouveau (2)	24 873 334,37	209 567 049,06
Résultat en instance d'affectation		
Résultat net de l'exercice (2)	-123 524 903,82	-184 693 714,69
Total des capitaux propres (A)	1 792 813 102,87	1 916 338 006,69
Capitaux propres assimilés (B)		
Subvention d'investissement		
Provisions réglementées		
Dettes de financement (C)	622 630 998,06	496 193 556,75
Autres dettes de financement	622 630 998,06	496 193 556,75
Provisions durables pour risques et charges (D)		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Ecarts de conversion-passif (E)		
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement		
TOTAL I (A+B+C+D+E)	2 415 444 100,93	2 412 531 563,44
Dettes du passif circulant (F)	283 483 842,39	359 381 721,59
Fournisseurs et comptes rattachés	146 836 059,28	213 744 045,29
Clients créiteurs, avances et acomptes	24 552 889,70	16 278 858,36
Personnel	19 310 463,09	14 733 773,02
Organismes sociaux	8 130 551,92	17 798 777,09
Etat	12 999 200,87	25 999 538,47
Autres créanciers	5 550 346,20	2 321 402,93
Comptes de régularisation passif	12 595 768,98	15 748 597,16
Autres provisions pour risques et charges (G)	112 457 565,73	137 535 247,64
TOTAL II (F+G+H)	395 945 995,76	496 921 556,87
TRESORERIE PASSIF	81 995 094,44	85 458 553,05
Crédits de trésorerie		
Banques (Soldes créditeurs)	81 995 094,44	85 458 553,05
TOTAL III	81 995 094,44	85 458 553,05
TOTAL GENERAL I+II+III	2 893 385 191,13	2 994 911 673,36

Compte de Produits et Charges (Hors Taxes)

DESIGNATION	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE 3 = 2 + 1	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT 4
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
	1	2		
PRODUITS D'EXPLOITATION	458 221 573,02		458 221 573,02	428 049 289,99
Ventes de marchandises (en l'état)	1 156 640,51		1 156 640,51	4 809 061,51
Ventes de biens et services produits	382 723 135,73		382 723 135,73	387 051 556,73
Chiffres d'affaires	383 879 776,24		383 879 776,24	391 860 618,24
Variation de stocks de produits (1)				
I Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
Subventions d'exploitation				
Autres produits d'exploitation				
Reprises d'exploitation : transferts de charges	74 341 796,78		74 341 796,78	36 188 671,75
Total I	458 221 573,02		458 221 573,02	428 049 289,99
CHARGES D'EXPLOITATION	557 088 555,65	170 501,59	557 259 057,24	573 906 392,60
Achats revendus(2) de marchandises	230 063,62		230 063,62	217 222,06
II Achats consommés(2) de matières et fournitures	85 013 373,19	27 140,22	85 040 513,41	82 542 618,51
Autres charges externes	193 597 719,16	57 945,10	193 655 664,26	204 565 004,71
Charges de personnel	164 500 381,35	15 409,76	164 515 791,11	156 411 765,31
Autres charges d'exploitation	6 336 775,52		6 336 775,52	1 050 662,00
Dotations d'exploitation	94 329 989,69		94 329 989,69	115 890 023,78
III Total II	557 088 555,65	170 501,59	557 259 057,24	573 906 392,60
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-98 866 982,63	-170 501,59	-99 037 484,22	-145 857 102,61
PRODUITS FINANCIERS	11 952 994,44		11 952 994,44	24 907 491,44
Produits des titres de part et autres titres immobilisés				6 590 621,22
IV Gains de change	365 825,10		365 825,10	231 066,67
Interêts et autres produits financiers	10 679 751,54		10 679 751,54	17 766 005,18
Reprises financières : transfert charges	907 417,80		907 417,80	319 798,37
Total IV	11 952 994,44		11 952 994,44	24 907 491,44
CHARGES FINANCIERES	31 245 754,74	1 914,30	31 247 669,04	49 555 008,93
Charges d'interêts	30 626 751,18		30 626 751,18	26 887 534,44
V Autres charges financières	438 475,31		438 475,31	22 497 656,37
Dotations financières	438 475,31		438 475,31	22 497 656,37
Total V	31 245 754,74	1 914,30	31 247 669,04	49 555 008,93
VI RESULTAT FINANCIER (IV-V)	-19 292 760,30	-1 914,30	-19 294 674,60	-24 647 517,49
VII RESULTAT COURANT (III+VI)	-118 159 742,93	-172 415,89	-118 332 158,82	-170 504 620,10

Compte de Produits et Charges (Hors Taxes) (Suite)

DESIGNATION	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE 3 = 2 + 1	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT 4
	Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
	1	2		
VII RESULTAT COURANT (III+VI)	-118 159 742,93	-172 415,89	-118 332 158,82	-170 504 620,10
PRODUITS NON COURANTS	9 845 356,12	128 601,60	9 973 957,72	4 708 926,13
Produits des cessions d'immobilisations	369 122,00		369 122,00	444 900,01
Subventions d'équilibre				
Reprises sur subventions d'investissement				
VIII Autres produits non courants	9 476 234,12	128 601,60	9 604 835,72	4 264 026,12
Reprises non courantes ; transferts de charges				
Total VIII	9 845 356,12	128 601,60	9 973 957,72	4 708 926,13
Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées				14 538 920,27
Subventions accordées				
IX Autres charges non courantes	13 042 001,32	102 050,00	13 144 051,32	2 256 019,70
Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
Total IX	13 042 001,32	102 050,00	13 144 051,32	16 794 939,97
X RESULTAT NON COURANT (VIII-IX)	-3 196 645,20	26 551,60	-3 170 093,60	-12 086 013,84
XI RESULTAT AVANT IMPOTS (VII+X)	-121 356 388,13	-145 864,29	-121 502 252,42	-182 590 633,94
XII IMPOTS SUR LES RESULTATS	2 022 651,40		2 022 651,40	2 103 080,75
XIII RESULTAT NET (XI-XII)	-123 379 039,53	-145 864,29	-123 524 903,82	-184 693 714,69
XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VII)	480 019 923,58	128 601,60	480 148 525,18	457 665 707,56
XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XIII)	603 398 963,11	274 465,89	603 673 429,00	642 359 422,25
XVI RESULTAT NET (total des produits-total des charges)	-123 379 039,53	-145 864,29	-123 524 903,82	-184 693 714,69

Etat des Soldes de Gestion

DESIGNATION		EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
1	Ventes de Marchandises (en l'état)	1 156 640,51	4 809 061,51
2	- Achats revendus de marchandises	230 063,62	217 222,06
I	= MARGE BRUTES VENTES EN L'ETAT	926 576,89	4 591 839,45
II	+ PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	382 723 135,73	387 051 556,73
3	Ventes de biens et services produits	382 723 135,73	387 051 556,73
4	Variation stocks produits		
5	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même		
III	- CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE(6+7)	278 696 177,67	287 107 623,22
6	Achats consommés de matières et fournitures	85 040 513,41	82 542 618,51
7	Autres charges externes	193 655 664,26	204 565 004,71
IV	= VALEUR AJOUTEE (I+II+III)	104 953 534,95	104 535 772,96
8	+ Subventions d'exploitation		
9	- Impôts et taxes	13 150 259,63	13 229 096,23
10	- Charges de personnel	164 515 791,11	156 411 765,31
V	= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE) OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION(IBE)	-72 712 515,79	-65 105 088,58
11	+ Autres produits d'exploitation		
12	- Autres charges d'exploitation	6 336 775,52	1 050 662,00
13	+ Reprises d'exploitation, transferts de charges	74 341 796,78	36 188 671,75
14	- Dotations d'exploitation	94 329 989,69	115 890 023,78
VI	= RESULTAT D'EXPLOITATION(+ou-)	-99 037 484,22	-145 857 102,61
VII	+ RESULTAT FINANCIER	-19 294 674,60	-24 647 517,49
VIII	= RESULTAT COURANT (+ou-)	-118 332 158,82	-170 504 620,10
IX	+ RESULTAT NON COURANT	-3 170 093,60	-12 086 013,84
15	- Impôts sur les résultats	2 022 651,40	2 103 080,75
X	= RESULTAT NET DE L'EXERCICE	-123 524 903,82	-184 693 714,69
- TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS (T F R)			
1	Résultat net de l'exercice	-123 524 903,82	-184 693 714,69
	Bénéfice +		
	Perte -	123 524 903,82	184 693 714,69
2	+ Dotations d'exploitation (1)	70 831 172,15	75 217 732,05
3	+ Dotations financières (1)		22 279 000,00
4	+ Dotations non courantes (1)		
5	- Reprises d'exploitation (2)		14 446 907,77
6	- Reprises financières (2)		
7	- Reprises non courantes (2)		
8	- Produits des cessions d'immobilisation	369 122,00	444 900,01
9	+ Valeurs nettes d'amortiss Des immo Cédées		14 538 920,27
I	CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C A F)	-53 062 853,67	-87 549 870,15
10	- Distributions de bénéfices		
II	= AUTOFINANCEMENT	-53 062 853,67	-87 549 870,15

Tableau de Financement (Modèle Normal)

I SYNTHESES DES MASSES DU BILAN	Exercice b	Exercice précédent a	Exercice a - b	
			Emplois c	Ressources d
Financement permanent	2 415 444 100,94	2 412 531 563,44		2 912 537,50
Moins actif immobilisé	2 371 016 148,65	2 332 919 239,24	38 096 909,41	
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	44 427 952,29	79 612 324,20	35 184 371,91	
Actif circulant	432 933 647,94	615 593 910,67		182 660 262,73
Moins Passif circulant	395 945 995,76	496 921 556,87	100 975 561,11	
= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	36 987 652,18	118 672 353,80		81 684 701,62
TRESORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B	7 440 300,11	-39 060 029,60	46 500 329,71	
II EMPLOIS ET RESSOURCES				
	Exercice	Exercice précédent		
	Emplois	Ressources	Emplois	Ressources
I RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE				
AUTOFINANCEMENT (A)		-53 062 853,67		-87 549 870,15
+ Capacité d'autofinancement		-53 062 853,67		-87 549 870,15
- Distributions de bénéfices				
CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		369 122,00		444 900,01
+ Cessions d'immobilisations incorporelles				0,01
+ Cessions d'immobilisations corporelles		369 122,00		444 900,00
+ Cessions d'immobilisations financières				
+ Récupérations sur créances immobilisées				
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES ©				
+ Augmentations de capital, apports				
+ Subvention d'investissement				
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D) (nettes de primes de remboursement)		126 437 441,38		148 072 846,26
TOTAL I RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)				
II EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE				
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)	108 928 081,62		87 014 717,91	
+ Acquisitions d'immobilisations incorporelles	245 470,00		220 000,00	
+ Acquisitions d'immobilisations corporelles	108 682 611,62		46 773 717,91	
+ Acquisitions d'immobilisations financières			40 021 000,00	
+ Augmentation des créances immobilisées				
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)				
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)				
EMPLOIS EN NON VALEURS (H)			358 100,00	
TOTAL II EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	108 928 081,62		87 372 817,91	
III VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B F G)		81 684 701,62		16 809 244,22
IV VARIATION DE LA TRESORERIE	46 500 329,71			9 595 697,58
TOTAL GENERAL	155 428 411,33	155 428 411,33	87 372 817,91	87 372 817,92

A1 Principales Méthodes d'Evaluation Spécifiques à l'Entreprise

I- ACTIF IMMOBILISE
A- Evaluation à l'entrée
1- Immobilisations en non valeurs
La valeur d'entrée est constituée par le coût de revient de l'immobilisation
2- Immobilisations incorporelles
La valeur d'entrée est constituée par le coût de revient de l'immobilisation
3- Immobilisations corporelles
Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens
4- Immobilisations financières
Sont portées dans ce poste de bilan, les sommes payées pour l'acquisition des titres de participation, ainsi que pour les dépôts et cautionnements
B- Création des valeurs
1- Méthodes d'amortissements
Les méthodes d'amortissement pratiquées sont les méthodes prévues par les règles fiscales en vigueur pour chaque catégorie d'immobilisation
2- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation
Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence
3- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Actif
Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture
II- ACTIF CIRCULANT
A- Evaluation à l'entrée
1- Stocks
La méthode d'évaluation du Stock et de la méthode du coût moyen pondérée (CMUP)
2- Créances
Les créances sont inscrites en comptabilité pour leur montant nominal Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement
3- Titres et valeurs de placement
Les titres et valeurs de placement sont estimés à la date de clôture au cours de la valeur à la date de fin d'exercice
B- Création des valeurs
1- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation
Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence
2- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Actif
Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture

III- FINANCEMENT PERMANENT
1- Méthodes de réévaluation
Les capitaux propres et dettes de financement sont inscrites à leur valeur nominale
2- Méthodes d'évaluation des provisions réglementées
Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence
3- Dettes de financement permanent
4- Méthodes d'évaluation des provisions durables pour risques et charges
Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à la charge future ou au risque créés au cours de l'exercice
5- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Passif
Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture
IV- PASSIF CIRCULANT (Hors trésorerie)
1- Dettes du passif circulant
Les dettes du passif circulant sont inscrites pour leur montant nominal
2- Méthodes d'évaluation des autres provisions pour risques et charges
Une provision pour risques et charges est constituée pour faire face à la charge future ou au risque créés au cours de l'exercice
3- Méthodes de détermination des écarts de Conversion - Passif
Les écarts de conversion sont calculés d'après le taux de change à la date de clôture
V- TRESORERIE
1- Trésorerie - Actif
La trésorerie est comptabilisée à la date de son engagement La société utilise le rapprochement bancaire pour rapprocher ses soldes comptables aux soldes bancaires
2- Trésorerie - Passif
La trésorerie est comptabilisée à la date de son engagement La société utilise le rapprochement bancaire pour rapprocher ses soldes comptables aux soldes bancaires
3- Méthodes d'évaluation des provisions pour dépréciation
Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nominale brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence

A2 Etat des Dérogations

Indication des Dérogations	Justifications des Dérogations	Influence des Dérogations sur le Patrimoine, la Situation Financière et les Résultats
INDICATION DES DEROGATIONS		
I- Dérogations aux principes comptables fondamentaux	Néant	Néant
II- Dérogations aux méthodes d'évaluation	Néant	Néant
III- Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	Néant	Néant

A3 Etat des Changements de Méthodes

Nature des Changements	Justification des Changements	Influence sur le Patrimoine, la Situation Financière et les Résultats
I CHANGEMENT AFFECTANT LES METHODES D'EVALUATION	Néant	Néant
II CHANGEMENT AFFECTANT LES RECLES DE PRESENTATION	Néant	Néant

B1 Détail des Non-Valeurs

Compte Principal	Intitulé	Montant
211	FRAIS PRELIMINAIRES	26 383 876,00
2111	Frais de constitution	
2112	Frais préalables au démarrage	
2113	Frais d'augmentation du capital	26 383 876,00
2114	Frais sur opérations de fusions, scissions et transformations	
2116	Frais de prospection	
2117	Frais de publicité	
2118	Autres frais préliminaires	
212	CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES	1 038 250,00
2121	Frais d'acquisitions des immobilisations	
2125	Frais d'émission des emprunts	1 038 250,00
2128	Autres charges à répartir	
213	PRIME DE REMBOURSEMENT DES OBLIGATIONS	
2130	Primes de remboursements des obligations	
	T O T A L	27 422 126,00

B2 Tableau des Immobilisations autres que Financières

NATURE	MONTANT BRUT DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION		DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	Production par l'entreprise pour elle-même	Virement	Cession	Retrait	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	64 282 134,20					36 860 008,20	27 422 126,00
* Frais préliminaires	33 640 809,20					7 256 933,20	26 383 876,00
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	30 641 325,00					29 603 075,00	1 038 250,00
* Primes de remboursement obligations							
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	159 810 265,35	245 470,00					160 055 735,35
* Immobilisation en recherche et développement	1 467 419,50						1 467 419,50
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	10 474 709,37	245 470,00					10 720 179,37
* Fonds commercial	147 868 136,48						147 868 136,48
* Autres immobilisations incorporelles							
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 039 333 432,56	108 682 611,53		36 249 697,90	19 147 536,48	6 604 614,38	2 122 263 893,23
* Terrains	206 961 445,36	3 977 095,04		582 717,81			211 521 258,21
* Constructions	1 319 342 110,00	26 308 639,19		22 636 591,90	5 610 859,45		1 362 676 481,64
* Installat techniques, matériel et outillage	442 374 546,83	18 156 013,42		13 030 388,19	10 581 420,30	6 330 515,17	456 649 012,97
* Matériel de transport	374 717,36					1 000,00	373 717,36
* Mobilier, matériel bureau et aménagements	14 896 893,40	1 828 410,00			2 955 256,73	273 099,21	13 496 947,46
* Autres immobilisations corporelles	2 450 900,00						2 450 900,00
* Immobilisations corporelles en cours	52 932 819,61	58 412 453,88					75 095 575,59
TOTAL GENERAL	2 263 425 832,11	108 928 081,53		36 249 697,90	19 147 536,48	43 464 622,58	2 309 741 754,58

B2 (bis) Tableau des Amortissements

NATURE	Cumul début exercice	Dotation de l'exercice	Amortissement sur les immobilisations sorties	Cumul d'amortissement en fin d'exercice
	1	2	3	4 = 1 + 2 - 3
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	55 787 594,97	4 276 490,39	36 860 008,20	23 204 077,16
* Frais préliminaires	25 634 431,64	4 003 188,80	7 256 933,20	22 380 687,24
* Charges à répartir sur plusieurs exercices	30 153 163,33	273 301,59	29 603 075,00	823 389,92
* Primes de remboursement des obligations				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	11 749 026,61	138 773,56		11 887 800,17
* Immobilisation en recherche et développement	1 467 419,50			1 467 419,50
* Brevets, marques droits et valeurs similaires	10 281 607,11	138 773,56		10 420 380,67
* Fonds commercial				
* Autres immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	761 892 257,36	66 415 908,17	25 752 150,86	802 556 014,67
* Terrains	2 341 385,12	318 056,85		2 659 441,97
* Constructions	367 734 584,20	38 293 155,63	5 610 859,45	400 416 880,38
* Installations techniques; matériel et outillage	375 392 386,15	26 934 472,14	16 911 935,47	385 414 922,82
* Matériel de transport	365 492,36	3 075,00	1 000,00	367 567,36
* Mobilier, matériel de bureau et aménagements divers	13 677 509,53	867 148,55	3 228 355,94	11 316 302,14
* Autres immobilisations corporelles	2 380 900,00			2 380 900,00
* Immobilisations corporelles en cours				
TOTAL GENERAL	829 428 878,94	70 831 172,12	62 612 159,06	837 647 892,00

Tableau des plus ou moins values sur cessions ou retraits d'immobilisations

Compte principal	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur net d'amortissements	Prix de cession	Plus Values	Moins values
211300	4 891 902,20	4 891 902,20	0,00	0,00	0,00	0,00
211800	2 365 031,00	2 365 031,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212500	27 091 075,00	27 091 075,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212800	2 512 000,00	2 512 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
232280	5 610 859,45	5 610 859,45	0,00	58 120,00	58 120,00	0,00
233100	42 180,00	42 180,00	0,00	0,00	0,00	0,00
233200	5 919 998,99	5 919 998,99	0,00	200 800,00	200 800,00	0,00
233241	351 370,00	351 370,00	0,00	0,00	0,00	0,00
233242	4 661 421,31	4 661 421,31	0,00	40 202,00	40 202,00	0,00
233243	5 733 539,27	5 733 539,27	0,00	0,00	0,00	0,00
233248	203 425,90	203 425,90	0,00	0,00	0,00	0,00
234100	1 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
235100	73 391,67	73 391,67	0,00	0,00	0,00	0,00
235200	199 707,54	199 707,54	0,00	0,00	0,00	0,00
235500	2 955 256,73	2 955 256,73	0,00	70 000,00	70 000,00	0,00
Total Général	62 612 159,06	62 612 159,06	0,00	369 122,00	369 122,00	0,00

B4 Tableau des Titres de Participation

Raison sociale de la société émettrice	N° IF	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur nette comptable	Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice			Produits inscrits au C P C de l'exercice
							Date de clôture	Situation nette	Résultat net	
		1	2	3	4	5	6	7	8	9
MOUSSAFIR HOTELS	0	TOURISME	253 000 000,00	100,00	160 307 000,00	160 307 000,00	31/12/2021	219 613 431,12	-32 534 501,50	0,00
ACCOR GESTION MAROC	0	TOURISME	1 000 000,00	33,33	1 650 100,00	1 650 100,00	31/12/2021	55 646 474,53	-4 665 457,77	0,00
CHAYLA	0	TOURISME	43 272 000,00	100,00	76 910 000,00	76 910 000,00	31/12/2021	-2 124 477,80	-8 929 819,57	0,00
SAEMOG	0	TOURISME	862 873 800,00	40,00	353 150 000,00	0,00	31/12/2021	155.972.591,37	-68.913.443,86	0,00
EMIROTEL	0	TOURISME	204 300 000,00	100,00	660 720 146,00	660 720 146,00	31/12/2021	182 662 617,82	-8 388 671,70	0,00
SMHE	0	TOURISME	111 000 000,00	50,00	59 500 000,00	0,00	31/12/2021	22 611 907,96	-10 051 402,52	0,00
Total			1 475 445 800,00	--	1 312 237 246,00	899 587 246,00	--	634 382 545,00	-133 483 296,92	0,00

B5 Tableau des Provisions

NATURE	MONTANT DEBUT EXERCICE	DOTATIONS			REPRISES			MONTANT FIN EXERCICE
		D'exploitation	Financières	Non courantes	D'exploitation	Financières	Non courantes	
1 Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	432 129 322,28							432 129 322,28
2 Provisions réglementées								
3 Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)	432 129 322,28							432 129 322,28
4 Provisions pour dépréciation de l'actif circulant (hors trésorerie)	52 408 393,96	14 587 513,37			17 103 477,98			49 892 429,35
5 Autres Provisions pour risques et charge	137 535 247,64	8 911 304,17			33 988 986,07			112 457 565,73
6 Provisions pour dépréciation des comptes de trésorerie	1 211 134,89		438 475,31			907 417,80		742 192,40
SOUS TOTAL (B)	191 154 776,49	23 498 817,54	438 475,31		51 092 464,05	907 417,80		163 092 187,48
TOTAL (A+B)	623 284 098,77	23 498 817,54	438 475,31		51 092 464,05	907 417,80		595 221 509,76

B6 Tableau des Créances

Créances	Total	Analyse par Échéance			Autres Analyses			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en Devises	Montants sur l'Etat et Organismes Publics	Montants sur les Entreprises liées	Montants Représentés par Effets
De l'Actif Immobilisé	18 814 362,15		18 814 362,15					
- Prêts immobilisés								
- Autres créances financières	18 814 362,15		18 814 362,15					
De l'actif circulant	320 189 159,34		320 189 159,34			131 046 450,60	131 840 586,43	
- Fournisseurs débiteurs avances et acomptes	106 140,00		106 140,00					
- Clients et comptes rattachés	29 454 930,50		29 454 930,50					
- Personnel	849 667,79		849 667,79					
- Etat	131 046 450,60		131 046 450,60			131 046 450,60		
- Comptes d'associés	131 840 586,43		131 840 586,43				131 840 586,43	
- Autres débiteurs	16 860 474,34		16 860 474,34					
- Compte de régularisation actif	10 030 909,68		10 030 909,68					
T O T A U X	339 003 521,49		339 003 521,49			131 046 450,60	131 840 586,43	

B7 Tableau des Dettes

Créances	Total	Analyse par Échéance			Autres Analyses			
		Plus d'un an	Moins d'un an	Echues et non recouvrées	Montants en Devises	Montants sur l'Etat et Organismes Publics	Montants sur les Entreprises liées	Montants Représentés par Effets
DE FINANCEMENT	622 630 998,06		622 630 998,06					
- Emprunts obligataires								
- Autres dettes de financement	622 630 998,06		622 630 998,06					
DU PASSIF CIRCULANT	283 483 842,39		283 483 842,39			12 999 200,87	53 508 562,35	
- Fournisseurs et comptes rattachés	146 836 059,28		146 836 059,28					
- Clients créditeurs, avances et acomptes	24 552 889,70		24 552 889,70					
- Personnel	19 310 463,09		19 310 463,09					
- Organismes sociaux	8 130 551,92		8 130 551,92					
- Etat	12 999 200,87		12 999 200,87			12 999 200,87		
- Comptes d'associés	53 508 562,35		53 508 562,35				53 508 562,35	
- Autres créanciers	5 550 346,20		5 550 346,20					
- Comptes de régularisation - Passif	12 595 768,98		12 595 768,98					
T O T A U X	906 114 840,45		906 114 840,45			12 999 200,87	53 508 562,35	

B8 Tableau des Suretes Réelles Données ou Reçues

Tiers Débiteurs ou Tiers Crédeurs	Montant couvert par la sureté	Nature (1)	Date et Lieu d'inscription	Objet (2)(3)	V N C de la sureté donnée
Sureté donnée					
SMIT	3 333 333,33	CAUTION		SUBVENTION ETAT	
Autres reserves	472 000 000,00	Hypothèque			Crédit
Autres reserves	336 000 000,00	Nantissement			Crédit
Autres reserves	150 000 000,00	Billet à ordre			Crédit
Sureté reçue					

B9 Engagements Financiers Recus ou Donnes Hors Operations de Crédit-Bail

Engagements Donnés	Montants Exercice	Montants Exercice Précédent
Engagement donné		
Engagement reçu		

B10 Tableau des Biens en Credit-Bail

RUBRIQUES	Date de la première échéance	Durée du contrat en mois	Valeur estimée du bien à la date du contrat	Durée théorique d'amort° du bien	Cumul des exercices précédents des redevances	Montant de l'exercice des redevances	Redevanes restant à payer		Prix d'achat résiduel en fin du contrat	Observations
							A moins d'un an	A plus d'un an		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Bail MAGHREBAIL SUITE NOVOTEL	06/01/2009	180	65 463 426,03	15	78 708 037,00	6 817 498,00	6 817 498,00	14 771 245,00	654 634,26	
Bail MAGHREBAIL RABAT DIWAN	31/12/2012	180	100 000 000,00	16	80 604 195,00	9 823 875,00	9 823 875,00	55 668 625,00	10 000 000,00	
Bail MAGHREBAIL RABAT SHERAZADE	20/07/2012	120	53 000 000,00	10	58 335 662,00	6 901 308,00	6 901 308,00	1 725 327,00	5 300 000,00	
Bail Novotel CCC-MAGHREBAIL--SOGEALEASE	05/06/2016	180	265 000 000,00	15	115 799 418,00	14 177 764,00	11 400 000,00	290 147 804,00	26 500 000,00	
Bail sofitel CCC	01/01/2016	180	500 000 000,00	15	252 099 255,00	19 745 646,18	8 000 000,00	494 381 537,00	50 000 000,00	
BAIL SOFITEL MARRAKECH	05/11/2012	120	33 335 125,00	10	41 195 611,00	4 494 066,60	3 745 056,00	0,00	333 351,25	
Bail restaurant Bazart	30/09/2016	60	8 738 361,65	5	10 046 484,00	1 506 972,00	0,00	0,00	87 383,62	
T o t a l			1 025 536 912,68	--	636 788 662,00	63 467 129,78	46 687 737,00	856 694 538,00	92 875 369,13	--

B11 Détail des Postes du C P C

	DESIGNATION	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	CHARGES D'EXPLOITATION		
	611 - Achats revendus de marchandises	230 063,62	217 222,06
611	* Achats de marchandises	183 923,35	97 143,85
	Variation des stocks de marchandises (±)	46 140,27	120 078,21
	Total	230 063,62	217 222,06
	612 - Achats consommés de matières et fournitures	85 040 513,41	82 542 618,51
	* Achat de matières premières	37 785 159,20	39 118 389,50
	*Variation des stocks de matières premières (+/-)	-26 979,19	2 841 890,47
612	* Achats de matières et fournitures consommables et d'emballages	16 936 293,02	13 819 143,10
	Variation des stocks de matières, fournitures et emballages (+/-)	1 993 397,58	1 579 779,15
	* Achats non stockés de matières et de fournitures	21 987 278,44	20 676 712,67
	* Achats de travaux, études et prestations de services	6 365 364,36	4 506 703,62
	Total	85 040 513,41	82 542 618,51
	613/614 - *Autres charges externes	193 655 664,26	204 565 004,71
	* Locations et charges locatives	34 530 940,09	32 391 580,84
	* Redevances de crédit-bail	63 467 129,78	72 269 521,98
	* Entretien et réparations	18 761 416,32	16 625 510,51
	* Primes d'assurances	3 642 277,44	3 798 185,14
613/614	* Rémunérations du personnel extérieur à l'entreprise	19 698 847,98	24 108 313,39
	* Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	19 499 298,15	20 705 791,17
	* Redevances pour brevets, marques, droits	21 032 174,81	21 161 547,84
	*Transports	695 215,42	850 560,77
	* Déplacements, missions et réceptions	1 628 608,62	1 990 967,02
	* Reste du poste des autres charges externes	10 699 755,65	10 663 026,05
	Total	193 655 664,26	204 565 004,71
	617 - * Charges de personnel	164 515 791,11	156 411 765,31
	* Rémunération du personnel	122 430 208,13	109 684 577,39
617	* Charges sociales	29 132 505,96	26 845 967,04
	* Reste du poste des charges de personnel	12 953 077,02	19 881 220,88
	Total	164 515 791,11	156 411 765,31
	618 - Autres charges d'exploitation	6 336 775,52	1 050 662,00
	* Jetons de présence		600 000,00
618	* Pertes sur créances irrécouvrables	6 336 775,52	450 662,00
	* Reste du poste des autres charges d'exploitation		
	Total	6 336 775,52	1 050 662,00
	CHARGES FINANCIERES		
	638 *Autres charges financières		
638	* Charges nettes sur cessions de titres et valeurs de placement		
	* Reste du poste des autres charges financières		
	Total		
	CHARGES NON COURANTES	13 144 051,32	2 256 019,70
	658 - Autres charges non courantes	13 144 051,32	2 256 019,70
	* Pénalités sur marchés et débits		
658	* Rappels d'impôts (autres qu'impôts sur les résultats)	8 369 027,52	
	* Pénalités et amendes fiscales et pénales	2 006 006,85	3 669,12
	* Créances devenues irrécouvrables	72 302,99	3 890,90
	* Reste du poste des autres charges non courantes	2 696 713,96	2 248 459,68
	Total	13 144 051,32	2 256 019,70

B11(bis) Détail des Postes du C P C (suite)

	DESIGNATION	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
	PRODUITS D'EXPLOITATION		
	Ventes de marchandises	1 156 640,51	4 809 061,51
	Ventes de marchandises au Maroc		
711	Ventes de marchandises à l'étranger		
	Reste du poste des ventes de marchandises	1 156 640,51	4 809 061,51
	Total	1 156 640,51	4 809 061,51
	Ventes de biens et services produits	382 723 135,73	387 051 556,73
	Ventes de biens au Maroc		
	Ventes de biens à l'étranger		
712	Ventes des services au Maroc	362 378 184,57	365 777 598,30
	Ventes des services à l'étranger		
	Redevances pour brevets, marques, droits		
	Reste du poste des ventes et services produits	20 344 951,16	21 273 958,43
	Total	382 723 135,73	387 051 556,73
	Variation des stocks de produits		
	Variation des stocks des biens produits (+/-)		
713	Variation des stocks des services produits (+/-)		
	Variation des stocks des produits en cours (+/-)		
	Total		
	Autres produits d'exploitation		
	Jetons de présence reçus		
718	Reste du poste des produits divers		
	Total		
	Reprises d'exploitation transferts de charges	74 341 796,78	36 188 671,75
	Reprises	51 092 464,05	21 983 778,52
719	Transferts de charges	23 249 332,73	14 204 893,23
	Total	74 341 796,78	36 188 671,75
	PRODUITS FINANCIERS		
	Intérêts et autres produits financiers	10 679 751,54	17 766 005,18
	Intérêts et produits assimilés	7 179 639,81	10 304 514,05
738	Revenus des créances rattachées à des participations	287 031,00	810 757,00
	Produits nets sur cessions de titres et valeurs de placement		
	Reste du poste intérêts et autres produits financiers	3 213 080,73	6 650 734,13
	Total	10 679 751,54	17 766 005,18

B12 Passage du Résultat Net Comptable au Résultat Net Fiscal

INTITULES	MONTANT (+)	MONTANT (-)
I RESULTAT NET COMPTABLE		
Bénéfice net		
Perte nette		123 524 903,82
II REINTEGRATIONS FISCALES		
REINTEGRATIONS FISCALES COURANTES		
6541 PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	5 435 865,00	
6541 PERTES SUR CHEQUES ET CC IMPAYES	900 911,00	
6875 D E P AUTRES RISQUES ET CHARGES	6 017 312,00	
6431 D,E,P, RISQUES ET CHARGES LITIGES PERSONNEL (A CARACTERE DURABLE)	619 351,00	
6820 D E P POUR DEPRECIATION DES STOCKS	5 855 167,00	
Provisions clients douteux créances douteuses	7 339 682,00	
Provisions AUTRES CREANCE ACTIF CIRCULANT	1 392 664,00	
6431 D E P RISQUES ET CHARGES LITIGES PERSONNEL	2 274 641,00	
6815 DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES DE TRESORERIE	438 475,00	
Amortissement voiture non déductible (Détail Onglet)	1 095 586,00	
6234 CADEAUX A LA CLIENTELE	94 383,00	
Charges exercices antérieurs	172 416,00	
Intérêts compte courant d'associés à réintégrer (détail onglet)	1 260 101,00	
CHARGE TNB TSS	1 328 307,00	
REINTEGRATIONS FISCALES NON COURANTES		
RAPPEL D'IMPOT		
6712 PENALITES ET AMENDES FISCALES OU PENALES	22 660,00	
6712 PENALITES ET AMENDES FISCALES OU PENALES	1 983 347,00	
6541 CREANCES DEVENUES IRRECOURVABLES	72 303,00	
6718 CHARGES NON COURANTES DIVERSES	2 577 160,00	
6720 AUTRES CHARGES NON COURANTES DE L EXERCICE ANTRIEUR	102 050,00	
6580 DEDOMAGEMENT ET REMBOURSEMENT CLIENTS	17 504,00	
Fraction de la plus value rapportée à l'exe actuel	8 925 548,00	
IS / CM	2 022 651,00	
III DEDUCTIONS FISCALES		51 999 882,00
DEDUCTIONS FISCALES COURANTES		51 999 882,00
6431 REPRISES SUR PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES LITIGES PERSONNEL (A CARACTERE DURABLE)		2 927 870,00
7875 REPRISES SUR PROVISIONS AUTRES RISQUES ET CHARGES (A CARACTERE DURABLE)		21 610,00
7875 REPRISES SUR PROVISIONS AUTRES RISQUES ET CHARGES		25 799 336,00
6431 REPRISES SUR PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES LITIGES PERSONNEL		5 240 170,00
7820 REPRISES SUR PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES STOCKS		554 313,00
7821 REPRISES SUR PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES CREANCES DOUTEUSES		15 999 165,00
7815 REPRISES SUR PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES AUTRES CREANCES DE L ACTIF CIRCULANT		550 000,00
7815 REPRISES SUR PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES COMPTES DE TRESORERIE		907 418,00
DEDUCTIONS FISCALES NON COURANTES		
Total	55 789 666,00	175 524 785,82
IV RESULTAT BRUT FISCAL		
Bénéfice brut si T1> T2 (A)		
Déficit brut fiscal si T2> T1 (B)		119 735 119,82
V REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
Exercice n-4		

B12 Passage du Résultat Net Comptable au Résultat Net Fiscal

INTITULES	MONTANT (+)	MONTANT (-)
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		
VI - RESULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A - C) (OU)		
Déficit net fiscal (B)		119 735 119,82
VII CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		380 935 070,00
VIII CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		49 356 193,00
Exercice n-4		
Exercice n-3		
Exercice n-2		
Exercice n-1		49 356 193,00

B13 Détermination du Résultat Courant Apres Impôts

I DETERMINATION DU RESULTAT	MONTANT
Résultat courant d'après C P C (+/-)	-118 332 158,82
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	34 224 861,00
Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	51 999 882,00
Résultat courant théoriquement imposable (=)	-136 107 179,82
Impôt théorique sur résultat courant (-)	680 535,90
Résultat courant après impôts (=)	-136 787 715,72

B14 Détail de La Taxe sur La Valeur Ajoutée

NATURE	Solde au début de l'exercice	Opérations comptables de l'exercice	Déclarations T V A de l'exercice	Solde fin d'exercice
	(1)	(2)	(3)	(1+2-3=4)
A T V A Facturée	4 187 055,65	41 065 960,05	47 635 667,00	-2 382 651,30
B T V A Récupérable	11 508 059,18	77 167 675,34	68 389 868,00	20 285 866,52
sur charges	9 792 102,24	57 571 556,15	51 756 603,00	15 607 055,39
sur immobilisations	1 715 956,94	19 596 119,19	16 633 265,00	4 678 811,13
C T V A dûe ou crédit de T V A = (A - B)	-7 321 003,53	-36 101 715,29	-20 754 201,00	-22 668 517,82

B15 PASSIF EVENTUEL

PASSIF EVENTUEL

(a) concernant le contrôle fiscal

Durant l'année 2019, la société RISMA S.A absorbante a reçu, au nom de la société Marrakech Plaza S.A absorbée, un avis de vérification pour un contrôle fiscal, à l'issue de l'opération de fusion-absorption réalisée en 2018. Les impôts et périodes dudit contrôle sont: l'IS et l'IR pour les exercices 2015 à 2017, la TVA pour les exercices 2011 à 2017, et la CSS pour l'exercice 2015.

En décembre 2019, la société RISMA S.A a reçu la première lettre de notification, à laquelle, elle a répondu en rejetant l'intégralité des chefs de redressements proposés. A la clôture de l'exercice 2019, la société RISMA S.A. a constitué une provision qui correspond à sa meilleure estimation du risque encouru. Au cours du mois de septembre 2021, la société RISMA au nom de la société Marrakech Plaza a conclu un protocole d'accord à l'amiable avec la direction générale des impôts pour le dénouement du contrôle fiscal, en vertu duquel la société a payé le montant de 10,1 MMAD (en principal et majorations).

(b) pour les passifs éventuel

Conformément à la réglementation en vigueur, les exercices 2018 à 2021 ne sont toujours pas prescrits. Les déclarations fiscales de la société RISMA S.A. au titre de l'impôt sur les Sociétés (I.S), de l'impôt sur le Revenu (I.R) et de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) relatives auxdits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration fiscale et demeurent sujettes à des vérifications et à d'éventuels redressements.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

Les déclarations sociales de la CNSS pourraient faire l'objet d'un contrôle et de rappels éventuels de cotisations.

C1 Capital Social

Principaux associés		Ident Fiscal	N° C N I	N° C E	Adresse	NOMBRE DE TITRES		Valeur nomin de chaque action ou part sociale	MONTANT DU CAPITAL		
Nom, prénom	Associés					Ex N - 1	Actuel		Souscrit	Appelé	Libéré
CFG	CFG	1032096			5, RUE IBN TOUFAL CASABLANCA	343687	343687	100	34 368 700,00	34 368 700,00	34 368 700,00
AUTRES (y compris le flottant)	AUTRES (y compris le flottant)	6902450			97 BOULEVARD MASSIRA KHADRA	1337498	1337498	100	133 749 800,00	133 749 800,00	133 749 800,00
ACCOR S A	ACCOR S A	6902450			27, RUE DE LA MARREE NEUVE 91	4776601	4776601	100	477 660 100,00	477 660 100,00	477 660 100,00
RMA WATANIYA ET FILIALES	RMA WATANIYA ET FILIALES	111018			83, AVENUE DES FAR CASABLANCA	5264250	5264250	100	526 425 000,00	526 425 000,00	526 425 000,00
MCMA	MCMA	3300462			16, RUE ABOU INANE RABAT	427707	427707	100	42 770 700,00	42 770 700,00	42 770 700,00
CIMR	CIMR	40246524			100, BD ABDELMOUMEN CASABLANCA	1765522	1765522	100	176 552 200,00	176 552 200,00	176 552 200,00
MAMDA	MAMDA	3300463			16, RUE ABOU INANE RABAT	411682	411682	100	41 168 200,00	41 168 200,00	41 168 200,00
T o t a l						14326947	14326947	--	1 432 694 700,00	1 432 694 700,00	1 432 694 700,00

C2 Tableau d'Affectation des Résultats Intervenues au cours de l'Exercice

A ORIGINE DES RESULTATS A AFFECTER	MONTANT	B AFFECTATION DES RESULTATS	MONTANT
Décision du 30/06/2021		Réserve légale	
Report à nouveau			
Résultats nets en instance d'affectation		Tantièmes	
Résultat net de l'exercice	-184 693 714,69	Dividendes	
Prélèvements sur les réserves		Autres affectations	
Autres prélèvements		Report à nouveau	24 873 334,37
TOTAL A	24 873 334,37	TOTAL B	24 873 334,37

C3 Tableau des résultats des 3 derniers exercices

Nature des Indications	Exercice N-2	Exercice N-1	Exercice N
SITUATION NETTE DE L'ENTREPRISE			
Capitaux propres plus capitaux propres assimilés moins immobilisations en non-valeurs	2 087 476 508,64	1 907 843 467,46	1 788 595 054,04
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1. Chiffre d'affaires hors taxes	1 115 777 590,35	391 860 618,24	383 879 776,24
2. Résultat avant impôts	122 429 573,84	-182 590 633,94	-121 502 252,42
3. Impôts sur les résultats	5 967 203,71	2 103 080,75	2 022 651,40
4. Bénéfices distribués (y compris les tantièmes) de l'exercice précédent	28 653 894,00	0,00	0,00
5. Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)	116 462 370,30	-184 693 714,69	-123 524 903,82
RESULTAT PAR TITRE (Pour les sociétés par actions et SARL)			
Résultat net par action ou part sociale de l'exercice	8,13	-12,89	-8,62
Bénéfices distribués par action ou part sociale de l'exercice précédent	2,00	0,00	0,00
PERSONNEL			
Montant des salaires bruts de l'exercice	173 190 818,83	109 684 577,39	122 430 208,13
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	1 852,00	956,00	863,00

C4 Tableau des Opérations en Devises Comptabilisées pendant l'Exercice

Nature	Entrée Contre Valeur en Dirhams	Sortie Contre Valeur en Dirhams
- Financement permanent		
- Immobilisations brutes		
- Rentrées sur immobilisations		
- Remboursement des dettes de financement		
Produits		
Charges		
TOTAL DES ENTREES		
TOTAL DES SORTIES		
BALANCE DEVICES		
TOTAL (EGALITE)		

C5 Datations Et Evenements Postérieurs

Date de clôture(1)	31-12-2021
Date d'établissement des états de synthèse (2)	30-03-2022
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délais réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse	

EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLE A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA PREMIERE COMMUNICATION DES ETATS DE SYNTHESE

INDICATION DES EVENEMENTS

Evenements favorables **NÉANT**

Evenements dé-favorables **NÉANT**

RAPPORT DE **GESTION**

RAPPORT DE GESTION

1- ACTIVITÉ DE RISMA - FAITS MARQUANTS ET CHIFFRE CLÉS :

Une année marquée par :

- Un début de rebond de l'activité du groupe, limité par les épisodes de fermeture des frontières, après une année 2020 particulièrement sinistrée par la crise du Covid-19.
- Le dénouement du contrôle fiscal de Marrakech Plaza.
- La Poursuite du projet de rénovation du Sofitel Marrakech.

Les indicateurs de performance à périmètre comparable se présentent comme suit :

- **Taux d'occupation : 34%** une faible fluctuation par rapport à 2020
- **Chiffre d'affaires : 525 MDH** une faible fluctuation par rapport à 2020
- **RevPar : 301 MDH** soit +15% vs 31 décembre 2020.
- **Résultat Brut d'Exploitation (EBITDAR) : 65 MDH** soit +14MDH vs 31 décembre 2020.

2- ETATS FINANCIERS ANNUELS CONSOLIDÉS :

2. a Compte de résultats :

Les états de synthèse de l'exercice clos le 31 décembre 2021 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

En MDH	Note	31/12/20	31/12/21	Variation en valeur	Variation en %
Chiffre d'affaires	(1)	503	525	22	4%
Charges d'exploitation	(2)	(465)	(467)	(1)	0%
Résultat Brut d'Exploitation		38	58	20	54%
Loyers	(3)	(5)	(1)	4	-85%
Excédent brut d'exploitation		33	58	25	75%
Amortissements et provisions	(4)	(171)	(141)	29	-17%
Résultat d'exploitation		(138)	(84)	54	-39%
Résultat financier	(5)	(107)	(95)	11	-11%
Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence	(6)	(15)	(1)	14	-94%
Résultat avant impôt		(259)	(180)	80	-31%
Produits et charges non récurrents	(7)	(86)	16	102	N/A
RESULTAT OPERATIONNEL AVANT IMPOT		(345)	(164)	182	-53%
Impôts	(8)	23	(20)	(43)	-189%
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		(322)	(184)	138	-43%
Intérêts minoritaires		19	12	(7)	-36%
Résultat Net part du Groupe		(303)	(172)	131	-43%

L'année 2021 a permis d'atteindre :

- **Un chiffre d'affaires consolidé de 525 MDH** en hausse de 4% par rapport à 2020. La hausse est principalement liée à la reprise partielle de l'activité fortement impactée par la crise sanitaire COVID19
- **Un Excédent Brut d'Exploitation de 58 MDH**, en hausse de +75% par rapport à 2020 grâce à la bonne maîtrise de charges du Groupe.
- **Un résultat financier de -95 MDH** qui enregistre une amélioration par rapport à 2020.
- **Un Résultat Net Part du Groupe de 172 MDH** en hausse de -43% par rapport à 2020, liée essentiellement à l'impact de la crise COVID19

2. b Bilan consolidé :

Bilan actif :

En MDH	Note	31/12/20	31/12/21	Variation en valeur	Variation en %
Ecart d'Acquisition		282	282	-	-
Immobilisations Incorporelles		1	1		28%
Immobilisations Corporelles	(1)	2 834	2 783	(51)	-2%
Immobilisations Financières	(2)	23	22	(1)	-4%
Actifs d'impôts différés	(3)	111	94	(17)	-16%
Total Actif Non Courant		3 250	3 181	(69)	-2%
Stocks		20	11	(9)	-44%
Clients	(4)	25	31	7	27%
Autres tiers	(5)	134	156	22	17%
Trésorerie et équivalence de trésorerie		384	237	(148)	-38%
Total Actif Courant		563	436	(127)	-23%
Total Actif		3 813	3 617	(196)	-5%

Bilan passif :

En MDH	Note	31/12/20	31/12/21	Variation en valeur	Variation en %
Capitaux Propres Part Groupe		1 237	1 066	(172)	-14%
Intérêts minoritaires		97	85	(12)	-13%
Capitaux Propres	(1)	1 335	1 150	(184)	-14%
Autres dettes à long terme	(2)	1 637	1 807	170	10%
Provisions à caractère non courant		3	2	(1)	-19%
Total Passif Non Courant		1 640	1 809	170	10%
Fournisseurs	(3)	227	164	(64)	-28%
Autres tiers et impôt société	(4)	222	191	(31)	-14%
Provisions à caractère courant	(5)	109	82	(27)	-25%
Dettes financières à court terme (y.c location financement)	(6)	153	145	(9)	-6%
Banques		127	75	(52)	-41%
Total Passif Courant		839	657	(182)	-22%
Total PASSIF		3 813	3 617	(196)	-5%

Les principales variations du bilan se présentent comme suit :

- L'**actif immobilisé** s'élève à **3 181 MDH** en baisse de **69 MDH** liée principalement aux acquisitions et amortissements de l'année.
- Les **créances clients** s'élèvent à **31 MDH** en hausse de **7 MDH**.
- Les **autres tiers** s'élèvent à **156 MDH** en hausse de **22 MDH**.
- Les **capitaux propres** s'élèvent à **1 150 MDH** en baisse de **184 MDH**.
- La **dette nette** s'élève à **1 790 MDH**. Le levier financier s'élève à **61%** vs **53%** en 2020 soit une hausse de **7 pts**.

3- ETATS FINANCIERS ANNUELS SOCIAUX :

3. a Comptes de produits et de charges :

Données en MDH	31/12/20	31/12/21	Variation en valeur	Variation en %
Ventes de bien et services produits	387	383	-4	-1%
Autres produits	41	75	35	84%
Total produits d'exploitation	428	458	30	7%
Achats consommés de matières et de fournitures	83	85	2	3%
Autres charges externes	205	194	-11	-5%
Impôts et taxes	13	13	0	-1%
Charges de personnel	156	165	8	5%
Autres charges d'exploitation	1	6	5	N/A
Dotations d'exploitation	116	94	-22	-19%
Total Charges d'exploitation	574	557	-17	-3%
Resultat d'exploitation	-146	-99	47	-32%
Total des produits financiers	25	12	-13	-52%
Total des charges financières	50	31	-18	-37%
Resultat Financier	-25	-19	5	-22%
Resultat Courant	-171	-118	52	-31%
Total des produits Non Courants	5	10	5	N/A
Total des charges Non Courantes	17	13	-4	-22%
Resultat Non Courant	-12	-3	9	-74%
RESULTAT AVANT IMPOTS	-183	-122	61	-33%
IMPOTS SUR LES RESULTATS	2	2	0	-4%
RESULTAT NET	-185	-124	61	-33%

L'année 2021 a été impactée par la pandémie COVID-19, les résultats se présentent comme suit :

- Un **Résultat d'Exploitation** de **(99) MDH**, en hausse de **47 MDH** par rapport à 2020.
- Un **Résultat Net Social** de **-124 MDH**.

3. b Bilan social :

Bilan actif :

Données en MDH	31/12/20	31/12/21	Variation en valeur	Variation en %
Immobilisations en non valeur	8	4	-4	-50%
Immobilisations incorporelles	148	148	0	0%
Immobilisations corporelles	1276	1318	42	3%
Immobilisations financières	901	901	0	0%
Actif Immobilisé	2333	2371	38	2%
Stocks	17	9	-8	-48%
Clients et comptes rattachés	20	24	4	18%
Personnel	3	1	-2	N/A
Etat	105	131	26	25%
Comptes d'associés débiteurs	201	105	-95	-48%
Autres débiteurs	24	10	-14	-59%
Compte de régularisation actif	2	10	8	312%
Titre et valeur de placement	243	143	-100	N/A
Actif Circulant	616	433	-183	-30%
Trésorerie	46	89	43	N/A
TOTAL ACTIF	2995	2893	-102	-3%

Bilan passif :

Données en MDH	31/12/20	31/12/21	Variation en valeur	Variation en %
Capitaux propres	1916	1 793	-124	-6%
Capital Social	1433	1 433		
résultat	-185	-124	61	-33%
Prime d'émission, de fusion, d'apport	444	444	0	0%
Réserve légale	15	15	0	0%
Report à nouveau (2)	210	210	0	0%
Dettes de Financement	496	623	126	25%
Financement Permanent	2413	2 415	3	0%
Fournisseurs et comptes rattachés	214	147	-67	-31%
Clients créditeurs	16	25	8	51%
Personnel	15	19	5	31%
Organismes sociaux	18	8	-10	-54%
Etat	26	13	-13	-50%
Comptes d'associés Créditeurs	53	54	1	1%
Autres créanciers	2	6	3	139%
Compte de régularisation passif	16	13	-3	-20%
Autres Provisions pour Risques et charges	138	112	-25	-18%
Passif Circulant	497	396	-101	-20%
Trésorerie	85	82	-3	-4%
TOTAL PASSIF	2995	2 893	-102	-3%

Les principales variations du bilan se présentent comme suit :

- Les **Dettes Fournisseurs** s'élèvent à **147 MDH** en baisse de **67 MDH** liée principalement à la mise en place d'un échéancier de règlements des dettes courant 2021.
- Les **Créances Clients** s'élèvent à **24 MDH** en hausse de **4 MDH** ; liée essentiellement à la reprise partielle de l'activité ;
- Le **financement permanent** s'élève à **2 415 MDH** en hausse de **3 MDH**, il est composé des capitaux propres pour **1 793 MDH** et des dettes de financement pour **623 MDH**.

4- ÉTAT DES FILIALES ET PARTICIPATIONS :

3. a Comptes de produits et de charges :

L'année 2021 a été impactée par la pandémie COVID-19, les résultats se présentent comme suit :

- Un **Résultat d'Exploitation** de **(99) MDH**, en hausse de **47 MDH** par rapport à 2020.
- Un **Résultat Net Social** de **-124 MDH**.

Société	pourcentage
Chayla	100
Emirote	100
Moussafir Hotels	100
Accor Gestion Maroc	33,33
Saemog	40
SMHE	50

5- ÉTAT DES FILIALES ET PARTICIPATIONS :

Synthèse des résultats sociaux 2021 des filiales de Risma

en MAD	Capital Social	Primes d'émission	Report à nouveau après distribution résultat 2020	Réserve légale après distribution résultat 2020	Autres réserves après distribution résultat 2020	Résultat net 2021	Capitaux propres au 31/12/2021	Dotations Réserves légales	Dotations autres réserves	Résultat distribuable 2021	Proposition de distribution des dividendes	Report à nouveau après distribution résultat 2021
Risma	1,432,694,700.00	443,607,427.19	24,873,334.37	15,162,545.13	-	(123,524,903.82)	1,792,813,102.87	-	-	(98,651,569.45)	-	(98,651,569.45)
Chayla	43,272,000.00	-	(38,085,989.48)	1,619,331.25	-	(8,929,819.57)	(2,124,477.80)	-	-	(47,015,809.05)	-	(47,015,809.05)
Emirote	204,300,000.00	-	(16,563,565.92)	3,832,535.44	-	(8,388,671.70)	183,180,297.82	-	-	(24,952,237.62)	-	(24,952,237.62)
Moussafir Hôtels	253,000,000.00	-	(18,365,138.82)	19,300,000.00	-	(32,534,501.50)	221,400,359.68	-	-	(50,899,640.32)	-	(50,899,640.32)
Moussaf	16,000,000.00	-	(4,678,107.95)	1,600,000.00	-	(2,906,450.35)	10,015,441.70	-	-	(7,584,558.30)	-	(7,584,558.30)
HCH	300,000.00	-	(964,974.63)	8,595.06	-	(39,460.48)	(695,840.05)	-	-	(1,004,435.11)	-	(1,004,435.11)
SMHE	119,000,000.00	-	(85,869,240.83)	-	-	(10,051,402.52)	23,079,356.65	-	-	(95,920,643.35)	-	(95,920,643.35)

6.a) CHAYLA

1. Situation financière CHAYLA

Au 31 décembre 2021, les disponibilités nettes ont connu une amélioration par rapport à leur niveau au 31 décembre 2020 passant de 2 090 KDH en 2020 à -716 KDH en 2021. Cette variation est liée aux éléments suivants :

I. SYNTHÈSES DES MASSES DU BILAN	Exercice b	Exercice précédent a	Exercice a - b	
			Emplois c	Ressources d
Financement permanent	-2,124,477 80	6,805,341 77	8,929,819 57	
Moins actif immobilisé	45,667,458 51	48,554,902 78		2,887,444 27
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	-47,791,936 31	-41,749,561 01	6,042,375 30	
Actif circulant	2,170,731 19	2,756,730 47		585,999 28
Moins Passif circulant	49,246,425 15	46,596,847 67		2,649,577 48
= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	-47,075,693 96	-43,840,117 20		3,235,576 76
TRESORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B	-716,242 35	2,090,556 19		2,806,798 54

2. Formation du résultat distribuable CHAYLA

Le résultat net 2021 s'établit à -8,9 MDH, il a creusé de 500 KDH par rapport au résultat net de l'exercice 2020. Ce résultat est constitué des éléments suivants :

- **Résultat d'exploitation** : (6,509) MDH contre (7,07) MDH en 2020.
- **Résultat financier** : (1,5) MDH contre (1,3) MDH en 2020.
- **Résultat non courant** : (787) MDH contre 0,014 MDH en 2020.
- **L'impôt sur les résultats** : 103,9 MDH contre 0,086 MDH en 2020.

3. Affectation du résultat CHAYLA

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes annuels tels qu'ils vous ont été présentés et qui font apparaître un déficit de -8 929 819,57 Dhs et un report à nouveau débiteur de -38 085 989,48 Dhs. Nous vous proposons d'affecter ce résultat comme suit :

- **Résultat net de l'exercice** : -8 929 819,57 Dhs
- **Report à nouveau débiteur avant affectation** : -38 085 989,48 Dhs
- **Report à nouveau débiteur après affectation** : -47 015 809,05 Dhs

4. Délai de paiement CHAYLA

	(A) Montant des dettes fournisseurs à la clôture A = B + C + D + E + F	(B) Montant des dettes payées Post- Cloture	(C) Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues		
				(D) Dettes échues de moins de 30 jours	(E) Dettes échues entre 31 et 60 jours	(F) Dettes échues Sup à 60 jours
Date de clôture exercice N-1	3,361,383.99	713,842.36	2,359,868.92	162,808.32	117,294.69	7,569.70
Date de clôture exercice N	7,257,462.94	4,608,774.80	1,246,554.99	159,660.85	433,947.47	808,524.83

6.b) EMIROTEL

1. Situation financière Emirotel

Au 31 décembre 2021, les disponibilités nettes ont connu une baisse par rapport à leur niveau au 31 décembre 2020 passant de 12,9 MDH en 2020 à 2 MDH en 2021.

En effet, cette progression s'explique essentiellement par les variations des éléments suivants :

I. SYNTHESES DES MASSES DU BILAN	Exercice	Exercice précédent	Exercice a - b	
			Emplois	Ressources
	b	a	c	d
Financement permanent	386 946 161,52	395 334 833,22	8 388 671,70	
Moins actif immobilisé	302 206 849,57	319 975 109,52		17 768 259,95
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	84 739 311,95	75 359 723,70		9 379 588,25
Actif circulant	92 906 930,32	84 555 590,93	8 351 339,39	
Moins Passif circulant	10 261 487,51	22 143 647,76	11 882 160,25	
= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	82 645 442,81	62 411 943,17	20 233 499,64	
TRESORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B	2 093 869,14	12 947 780,53		10 853 911,39

■ La baisse des immobilisations de la société de 18 MDH due essentiellement à l'amortissement mécanique des immobilisations.

■ Les financements permanents ont connu une baisse de -8 MDH, qui s'explique principalement par le résultat déficitaire de la période pour le même montant.

■ La hausse de l'actif circulant de l'ordre 8,3 MDH.

■ La baisse du passif circulant de l'ordre de 11 MDH.

2. Formation du résultat distribuable EMIROTEL

Le résultat net 2021 s'établit à -8,3 MDH, il est en hausse de 8,2 MDH par rapport au résultat net de l'exercice 2020. Ce résultat est constitué des éléments suivants :

■ Résultat d'exploitation : (0,9) MDH contre (9,9) MDH en 2020 ;

■ Résultat financier : (7,3) MDH contre (6,8) MDH en 2020 ;

■ Résultat non courant : 0,013 MDH contre 0,378 MDH en 2020 ;

■ L'impôt sur les résultats : 0,155 MDH contre 0,122 MDH en 2020.

3. Affectation du résultat EMIROTEL

Nous vous demandons de bien vouloir approuver les comptes annuels tels qu'ils vous ont été présentés et qui font apparaître un déficit de -8 388 671,70 Dhs et un report à nouveau débiteur de 16 563 565,92 Dhs. Nous vous proposons d'affecter ce résultat comme suit :

■ **Bénéfice Net de l'exercice** : -8 388 671,70 Dhs

■ **Réserve légale** : 3 832 535,44 Dhs

■ **Report a nouveau débiteur au 31/12/2021** : 16 563 565,92 Dhs

À affecter comme suit :

En MAD	Situation Au 31/12/2021	Proposition d'affectation résultat	Après Affectation résultat
CAPITAUX PROPRES	183 180 297,82		183,180,297.82
Capital social ou personnel	204 300 000,00		204,300,000.00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	0,00		0.00
Réserve légale	3, 832, 535,44	0.00	3,832,535.44
Autres réserves	0,00		0.00
Report à nouveau	-16 563 565,92		-24,952,237.62
Résultat en instance d'affectation			0.00
Résultat net de l'exercice	-8 388 671,70		0.00
Résultat distribuable		-24,952,237.62	
Proposition Dividende à distribuer		0.00	0.00

4. Prise de participation EMIROTEL

Aucune prise de participation n'a été opérée au cours de l'exercice 2021.

5. Difficultés rencontrées EMIROTEL

Impact crise sanitaire COVID-19

6. Opérations réalisées EMIROTEL

Néant

7. Délais de paiement EMIROTEL

Veillez trouver ci-après, la décomposition de la situation des fournisseurs par échéance à la date du 31/12/2021 :

	(A) Montant des dettes fournisseurs à la clôture A = B + C + D + E + F	(B) Montant des dettes payées Post-Cloture	(C) Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues		
				(D) Dettes échues de moins de 30 jours	(E) Dettes échues entre 31 et 60 jours	(F) Dettes échues Sup à 60 jours
Date de clôture exercice N-1	5 553 604,60	0,00	5 457 980,60	0,00	0,00	95 624,00
Date de clôture exercice N	4 839 021,03	0,00	4 732 897,03	0,00	10 500,00	95 624,00

6.c) MOUSSAFIR

1. Situation financière MOUSSAFIR

I. SYNTHESSES DES MASSES DU BILAN	Exercice b	Exercice précédent a	Exercice a - b		
			Emplois c	Ressources d	
Financement permanent	527.573.022,03	475.767.725,90		51.805.296,13	
Moins actif immobilisé	624.989.665,02	663.558.710,77		38.569.045,75	
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	-97.416.642,99	-187.790.984,87		90.374.341,88	
Actif circulant	46.836.731,42	45.102.317,52	1.734.413,90		
Moins Passif circulant	148.488.633,07	264.921.460,87	116.432.827,80		
= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	-101.651.901,65	-219.819.143,35	118.167.241,70		
TRESORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B	4.235.258,66	32.028.158,48		27.792.899,82	
II. EMPLOIS ET RESSOURCES		Exercice		Exercice précédent	
		Emplois		Emplois	
		Ressources		Ressources	
I. RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE					
AUTOFINANCEMENT (A)		11.804.032,76		-8.352.511,99	
+ Capacité d'autofinancement		11.804.032,76		-8.352.511,99	
- Distributions de bénéfices					
CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMOBILISATIONS (B)		247.560,00		45.150,00	
+ Cessions d'immobilisations incorporelles					
+ Cessions d'immobilisations corporelles		247.560,00		45.150,00	
+ Cessions d'immobilisations financières					
+ Récupérations sur créances immobilisées					
AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES ©				60.000.000,00	
+ Augmentations de capital, apports				60.000.000,00	
+ Subvention d'investissement					
AUGMENTATION DES DETTES DE FINANCEMENT (D) (nettes de primes de remboursement)		107.469.128,04		81.289.401,40	
TOTAL I. RESSOURCES STABLES (A+B+C+D)					
II. EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE					
ACQUISITIONS ET AUGMENTATIONS D'IMMOBILISATIONS (E)		6.017.048,51		32.464.257,51	
+ Acquisitions d'immobilisations incorporelles		203.580,00			
+ Acquisitions d'immobilisations corporelles		5.813.468,51		32.460.485,72	
+ Acquisitions d'immobilisations financières				3.771,79	
+ Augmentation des créances immobilisées					
REMBOURSEMENT DES CAPITAUX PROPRES (F)					
REMBOURSEMENT DES DETTES DE FINANCEMENT (G)		23.129.330,41			
EMPLOIS EN NON VALEURS (H)				1.001.744,79	
TOTAL II. EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)		29.146.378,92		33.466.002,30	
III. VARIATION DU BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (B.F.G.)		118.167.241,70		77.962.731,40	
IV. VARIATION DE LA TRESORERIE		27.792.899,82		21.553.305,71	
TOTAL GENERAL		147.313.620,62		132.982.039,41	

6.c) MOUSSAFIR

1. État de synthèse MOUSSAFIR

31-12-2021

A C T I F	EXERCICE			EXERCICE PRECEDENT
	Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net
Immobilisations en non valeurs [A]	9 666 394,14	7 879 465,58	1 786 928,56	3 720 207,45
Frais préliminaires	1 888 679,00	1 296 416,33	592 262,67	969 998,47
Charges à répartir sur plusieurs exercices	7 777 715,14	6 583 049,25	1 194 665,89	2 750 208,98
Primes de remboursement des obligations				
Immobilisations incorporelles [B]	2 604 149,88	2 352 750,28	251 399,60	150 565,73
Immobilisations en Recherche et Dev.				
Brevets, marques, droits et valeurs similaires	2 604 149,88	2 352 750,28	251 399,60	150 565,73
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles [C]	1 141 891 441,37	530 531 746,64	611 359 694,73	648 096 295,46
Terrains	171 823 130,91	9 579 152,63	162 243 978,28	162 746 701,24
Constructions	707 057 529,58	330 547 179,56	376 510 350,02	400 136 646,17
Installations techniques, matériel et outillage	225 488 158,55	176 643 129,05	48 845 029,50	59 053 344,64
Matériel de transport				
Mobilier, Mat. de bureau, Aménag. Divers	13 547 951,66	12 729 847,21	818 104,45	868 196,11
Autres immobilisations corporelles	453 926,13	203 926,13	250 000,00	461 747,80
Immobilisations corporelles en cours	23 520 744,54	828 512,06	22 692 232,48	24 829 659,50
Immobilisations financières [D]	11 891 642,13	300 000,00	11 591 642,13	11 591 642,13
Prêts immobilisés				
Autres créances financières	391 842,13		391 842,13	391 842,13
Titres de participation	11 499 800,00	300 000,00	11 199 800,00	11 199 800,00
Autres titres immobilisés				
Ecarts de conversion actif [E]				
Diminution des créances immobilisées				
Augmentations des dettes de financement				
TOTAL (A+B+C+D+E)	1 166 053 627,52	541 063 962,50	624 989 665,02	663 558 710,77
Stocks [F]	1 927 482,86		1 927 482,86	2 030 691,14
Marchandises	33 061,19		33 061,19	35 075,63
Matières et fournitures consommables	1 894 421,67		1 894 421,67	1 995 615,51
Produits en cours				
Produits intermédiaires et produits résiduels				
Produits finis				
Créances de l'actif circulant [G]	45 147 320,65	238 072,09	44 909 248,56	43 071 626,38
Fournis. débiteurs, avances et acomptes	1 347,33		1 347,33	18 418,98
Clients et comptes rattachés	6 907 242,48	238 072,09	6 669 170,39	8 786 819,90
Personnel	229 756,81		229 756,81	856 231,23
Comptes d'associés	10 849 999,99		10 849 999,99	9 850 000,21
Autres débiteurs	340 955,56		340 955,56	670 311,79
Comptes de régularisation- Actif	1 193 554,72		1 193 554,72	747 795,73
Titres valeurs de placement [H]				
Ecarts de conversion actif [I])Eléments circulants				
TOTAL II (F+G+H+I)	47 074 803,51	238 072,09	46 836 731,42	45 102 317,52
Trésorerie-Actif	19 069 747,48	173 018,58	18 896 728,90	52 266 814,25
Banques, T.G et C.C.P	18 725 718,94		18 725 718,94	51 849 126,06
Caisse, Régie d'avances et accreditifs	50 593,76		50 593,76	41 639,51
TOTAL III	19 069 747,48	173 018,58	18 896 728,90	52 266 814,25
TOTAL GENERAL I+II+III	1 232 198 178,51	541 475 053,17	690 723 125,34	760 927 842,54

6.c) MOUSSAFIR

1. État de synthèse MOUSSAFIR

31-12-2021

P A S S I F	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
CAPITAUX PROPRES	221 400 359,68	253 934 861,19
Capital social ou personnel (1)	253 000 000,00	253 000 000,00
Moins : actionnaires, capital souscrit non appelé		
Capital appelé	253 000 000,00	253 000 000,00
Dont versé	253 000 000,00	253 000 000,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale	19 300 000,00	19 300 000,00
Autres réserves		
Report à nouveau (2)	-18 365 138,82	35 616 767,60
Résultat en instance d'affectation		
Résultat net de l'exercice (2)	-32 534 501,50	-53 981 906,41
Total des capitaux propres (A)	221 400 359,68	253 934 861,19
Capitaux propres assimilés (B)		
Subvention d'investissement		
Provisions réglementées		
Dettes de financement (C)	306 172 662,35	221 832 864,71
Autres dettes de financement	306 172 662,35	221 832 864,71
Provisions durables pour risques et charges (D)		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
Ecarts de conversion-passif (E)		
Augmentation des créances immobilisées		
Diminution des dettes de financement		
TOTAL I (A+B+C+D+E)	527 573 022,03	475 767 725,90
Dettes du passif circulant (F)	134 377 172,01	248 835 168,45
Fournisseurs et comptes rattachés	39 868 046,41	55 551 183,04
Clients créditeurs, avances et acomptes	828 493,16	919 412,68
Personnel	3 518 925,07	2 955 311,85
Organismes sociaux	1 923 026,21	4 727 704,23
Etat	7 436 026,00	11 498 758,64
Autres créanciers	1 561 905,36	510 156,04
Comptes de régularisation passif	9 170 171,12	9 302 063,29
Autres provisions pour risques et charges (G)	14 111 461,06	16 086 292,42
TOTAL II (F+G+H)	148 488 633,07	264 921 460,87
TRESORERIE PASSIF	14 661 470,24	20 238 655,77
Crédits de trésorerie		
Banques (Soldes créditeurs)	14 661 470,24	20 238 655,77
TOTAL III	14 661 470,24	20 238 655,77
TOTAL GENERAL I+II+III	690 723 125,34	760 927 842,54

6.c) MOUSSAFIR

3. Compte de produits et de charges

31-12-2021

	DESIGNATION	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE 3 = 2 + 1	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT 4
		Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
		1	2		
E I	PRODUITS D'EXPLOITATION	150 363 955,32		150 363 955,32	123 675 797,75
X P	Ventes de marchandises (en l'état)	5 559,19		5 559,19	45 058,35
L O	Ventes de biens et services produits	140 912 262,04		140 912 262,04	115 935 805,45
I A	Chiffres d'affaires	140 917 821,23		140 917 821,23	115 980 863,80
T A	Variation de stocks de produits (1)				
I O	Immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même				
N II	Subventions d'exploitation				
	Autres produits d'exploitation				
	Reprises d'exploitation : transferts de charges	9 446 134,09		9 446 134,09	7 694 933,95
	Total I	150 363 955,32		150 363 955,32	123 675 797,75
	CHARGES D'EXPLOITATION	165 870 039,92	354 665,82	166 224 705,74	158 212 330,94
	Achats revendus(2) de marchandises	1 954,44		1 954,44	1 730,60
	Achats consommés(2) de matières et fournitures	26 014 005,12	3 446,08	26 017 451,20	21 260 812,52
	Autres charges externes	43 525 700,61	36 904,04	43 562 604,65	39 317 075,64
	Impôts et taxes	7 134 138,85	314 315,70	7 448 454,55	6 065 874,09
	Charges de personnel	41 714 201,70		41 714 201,70	36 705 326,44
	Autres charges d'exploitation	1 148 023,09		1 148 023,09	
	Dotations d'exploitation	46 332 016,11		46 332 016,11	54 861 511,65
	Total II	165 870 039,92	354 665,82	166 224 705,74	158 212 330,94
F I	RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-15 506 084,60	-354 665,82	-15 860 750,42	-34 536 533,19
N A	PRODUITS FINANCIERS	1 483 243,56		1 483 243,56	1 776 841,01
N C	Produits des titres de partic. Et autres titres immobilisés				1 331 656,22
I E	Gains de change	83 765,80		83 765,80	44 428,02
R	Interêts et autres produits financiers	432 100,31		432 100,31	380 301,66
	Reprises financières : transfert charges	967 377,45		967 377,45	20 455,11
	Total IV	1 483 243,56		1 483 243,56	1 776 841,01
V	CHARGES FINANCIERES	18 177 274,91	157,59	18 177 432,50	19 296 721,57
	Charges d'interêts	18 038 547,20		18 038 547,20	18 886 968,97
	Pertes de change	24 495,83	157,59	24 653,42	31 835,39
	Autres charges financières				
	Dotations financières	114 231,88		114 231,88	377 917,21
	Total V	18 177 274,91	157,59	18 177 432,50	19 296 721,57
VI	RESULTAT FINANCIER (IV-V)	-16 694 031,35	-157,59	-16 694 188,94	-17 519 880,56
VII	RESULTAT COURANT (III+VI)	-32 200 115,95	-354 823,41	-32 554 939,36	-52 056 413,75

1)Variation de stock : Stock final-Stock initial : Augmentation(+); Diminution(-)

2)Achats revendus ou achats consommés : Achats - variation de stock.

6.c) MOUSSAFIR

3. Compte de produits et de charges

31-12-2021

	DESIGNATION	OPERATIONS		TOTAUX DE L'EXERCICE 3 = 2 + 1	TOTAUX DE L'EXERCICE PRECEDENT 4
		Propres à l'exercice	Concernant les exercices précédents		
		1	2		
VII	RESULTAT COURANT (III+VI)	-32.200.115,95	-354.823,41	-32.554.939,36	-52.056.413,75
	PRODUITS NON COURANTS	1.619.227,90	323,00	1.619.550,90	741.099,70
	Produits des cessions d'immobilisations	247.560,00		247.560,00	45.150,00
	Subventions d'équilibre				
VIII	Reprises sur subventions d'investissement				
	Autres produits non courants	1.371.667,90	323,00	1.371.990,90	695.949,70
	Reprises non courantes ; transferts de charges				
	Total VIII	1.619.227,90	323,00	1.619.550,90	741.099,70
N O	CHARGES NON COURANTES	885.145,89	13,78	885.159,67	2.074.426,36
N N	Valeurs nettes d'amortissements des immobilisations cédées	211.747,80		211.747,80	
C O	Subventions accordées				
U X	Autres charges non courantes	673.398,09	13,78	673.411,87	2.074.426,36
R	Dotations non courantes aux amortissements et aux provisions				
A	Total IX	885.145,89	13,78	885.159,67	2.074.426,36
N T	RESULTAT NON COURANT (VIII-IX)	734.082,01	309,22	734.391,23	-1.333.326,66
	RESULTAT AVANT IMPOTS (VII+X)	-31.466.033,94	-354.514,19	-31.820.548,13	-53.389.740,41
	IMPOTS SUR LES RESULTATS	713.953,37		713.953,37	592.166,00
	RESULTAT NET (XI-XII)	-32.179.987,31	-354.514,19	-32.534.501,50	-53.981.906,41
XIV	TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VII)	153.466.426,78	323,00	153.466.749,78	126.193.738,46
XV	TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XIII)	185.646.414,09	354.837,19	186.001.251,28	180.175.644,87
XVI	RESULTAT NET (total des produits-total des charges)	-32.179.987,31	-354.514,19	-32.534.501,50	-53.981.906,41

4. Formation du résultat distribuable MOUSSAFIR

En MAD	Situation Au 31/12/2021	Proposition d'affectation Rtat	Après Affectation Rtat
CAPITAUX PROPRES	221 400 359,68		221 400 359,68
Capital social ou personnel	253 000 000,00		253 000 000,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	0 00		0 00
Réserve légale	19 300 000,00	0 00	19 300 000,00
Autres réserves	0 00		0 00
Report à nouveau	-18 365 138,82		-50 899 640,32
Résultat en instance d'affectation			0 00
Résultat net de l'exercice	-32 534 501,50		0 00
Résultat distribuable		-50 899 640,32	

5. Détail de paiement MOUSSAFIR

Veillez trouver ci-joint, la décomposition de la situation des fournisseurs par échéance à la date du 31/12/2021 :

	(A) Montant des dettes fournisseurs à la clôture A = B + C + D + E + F	(B) Montant des dettes payées Post- Cloture	(C) Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues		
				(D) Dettes échues de moins de 30 jours	(E) Dettes échues entre 31 et 60 jours	(F) Dettes échues Sup à 60 jours
Date de clôture exercice N-1	32 930 053,53	10 978 519,88	17 135 100,17	2 585 591,30	384 968,10	1 845 874,08
Date de clôture exercice N	27 983 832,13	13 872 301,83	6 485 539,72	1 637 673,77	1 877 419,36	4 110 897,45

5.d) MOUSSAF

1. Situation financière MOUSSAF

Au 31 décembre 2021, les disponibilités nettes ont connu une baisse par rapport à leur niveau au 31 décembre 2020 passant de 0,732 MDH en 2020 à 0,551 MDH en 2021. Cette variation est liée aux éléments suivants :

I. SYNTHÈSES DES MASSES DU BILAN	Exercice b	Exercice précédent a	Exercice a - b	
			Emplois c	Ressources d
Financement permanent	10 015 441,79	12 921 891,25	2 906 449,46	
Moins actif immobilisé	21 140 517,87	23 173 164,08		2 032 646,21
= FONDS DE ROULEMENT FONCTIONNEL (1-2) (A)	-11 125 076,08	-10 251 272,83	873 803,25	
Actif circulant	2 464 245,75	3 587 607,22		1 123 361,47
Moins Passif circulant	14 140 800,26	14 571 349,78	430 549,52	
= BESOINS DE FINANCEMENT GLOBAL (4-5) (B)	-11 676 554,51	-10 983 742,56		692 811,95
TRESORERIE NETTE (ACTIF -PASSIF) A - B	551 478,43	732 469,73		180 991,30

La diminution des immobilisations de la société de 2 MDH due essentiellement aux effets compensés suivants :

- Des investissements sur actifs existants de l'ordre de 0,538 MDH ;
- Des dotations de l'exercice de l'ordre de -2,58 MDH.

2. Formation du résultat distribuable MOUSSAF

Le résultat net 2021 s'établit à (2,9) MDH, il est en hausse de 1,7 MDH par rapport au résultat net de l'exercice 2020. Ce résultat est constitué des éléments suivants :

- Résultat d'exploitation : (2,021) MDH contre (4,3) MDH en 2020 ;
- Résultat financier : (0,379) MDH contre (0,353) MDH en 2020 ;
- Résultat non courant : (0,467) MDH contre 0,039MDH en 2020 ;
- L'impôt sur les résultats : 37,9 MDH contre 29,5 MDH en 2020.

3. Affectation du résultat MOUSSAF

- **Bénéfice Net de l'exercice** : -2 906 450,35 Dhs
- **Réserve légale** : 1 600 000,00 Dhs
- **Report à nouveau Débitaire au 31/12/2021** : 4 678 107,95Dhs

A affecter comme suit :

En MAD	Situation Au 31/12/2021	Proposition d'affectation Rtat	Après Affectation Rtat
CAPITAUX PROPRES	10.015.441,70		10.015.441,70
Capital social ou personnel	16.000.000,00		16.000.000,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	0 00		0 00
Réserve légale	1.600.000,00	0 00	1.600.000,00
Autres réserves	0 00		0 00
Report à nouveau	-4.678.107,95		-7.584.558,30
Résultat en instance d'affectation			0 00
Résultat net de l'exercice	-2.906.450,35		0 00
Résultat distribuable		-7.584.558,30	

4. Prise de participation MOUSSAF

Aucune prise de participation n'a été opérée au cours de l'exercice 2021.

5. Délai de paiement MOUSSAF

	(A) Montant des dettes fournisseurs à la clôture A = B + C + D + E + F	(B) Montant des dettes payées Post- Cloture	(C) Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues		
				(D) Dettes échues de moins de 30 jours	(E) Dettes échues entre 31 et 60 jours	(F) Dettes échues Sup à 60 jours
Date de clôture exercice N-1	1 429 147,69	549 242,01	734 840,47	8 153,04	44 807,46	92 104,71
Date de clôture exercice N	1 799 826,06	1 116 481,90	333 666,49	65 333,03	102 449,68	181 894,96

7 - FORMATION DU RÉSULTAT DISTRIBUTABLE ET PROPOSITION D'AFFECTATION DU RÉSULTAT:

En MAD	Situation Au 31/12/2021	Proposition d'affectation Rtat	Après Affectation Rtat
CAPITAUX PROPRES	1.792.813.102,87		1.792.813.102,87
Capital social ou personnel	1.432.694.700,00		1.432.694.700,00
Prime d'émission, de fusion, d'apport	443.607.427,19		443.607.427,19
Réserve légale	15.162.545,13	0 00	15.162.545,13
Autres réserves			0 00
Report à nouveau	24.873.334,37	-123.524.903,82	-98.651.569,45
Résultat en instance d'affectation			0 00
Résultat net de l'exercice	-123.524.903,82		0 00
Résultat distribuable		0,00	0,00

8 - CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES :

Le Directoire, constate, que les conventions réglementées antérieurement conclues par la société ont continué à produire leurs effets.

9 - EVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE :

Soumission pour l'octroi de la subvention d'investissement.

10 - DÉLAIS DE PAIEMENT :

	(A) Montant des dettes fournisseurs à la clôture A = B + C + D + E + F	(B) Montant des dettes payées Post- Cloture	(C) Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues		
				(D) Dettes échues de moins de 30 jours	(E) Dettes échues entre 31 et 60 jours	(F) Dettes échues Sup à 60 jours
Date de clôture exercice N-1	107 816 326,21	40 419 906,21	7 016 071,88	3 433 425,84	934 261,46	56 012 660,82
Date de clôture exercice N	139 021 320,76	87 702 492,63	7 939 595,43	4 888 397,16	5 406 702,49	33 084 133,05

11 - PERSPECTIVES D'AVENIR :

Vu le contexte actuel, il est difficile de se prononcer sur les perspectives d'avenir à court terme, toutefois nous estimons une reprise croissante de l'activité.

12 - MANDATS

LISTE DES MANDATS DANS D'AUTRES CONSEILS D'ADMINISTRATION OU CONSEILS DE SURVEILLANCE AINSI QUE LEURS EMPLOIS OU FONCTIONS PRINCIPAUX

En application de l'article 142 de la Loi 17-95 relative aux sociétés anonymes, telle que modifiée et complétée par la Loi 20-19 du 26 avril 2019, nous vous communiquons ci-dessous la liste des mandats dans d'autres conseils d'administration ou de surveillance ainsi que leurs emplois ou fonctions principaux :

M. Hamid BENBRAHIM EL ANDALOUSSI

Société	Type mandat
MA AEROSPACE	Président
INSTITUT DES MÉTIERS DE L'AERONAUTIQUE (IMA)	Président
SAFRAN NACELLES AIRCRAFT	Président
MIDPARC	Président
ALSOLEN (Énergie Solaire)	Administrateur
SAFRAN AIRCRAFT ENGINES SERVICES MOROCCO	Administrateur

M. Hicham EL AMRANI

Société	Type mandat
AFRICA CO-DEVELOPMENT GROUP	Administrateur
AIR ARABIA	Membre du Comité d'Audit
ARGAN INVEST	Président Directeur Général
BLACKPEARL FINANCE	Administrateur
BMCE BANK OF AFRICA (BBOA)	Administrateur, représentant permanent de FinanceCom
BRICO-INVEST	Administrateur, représentant permanent de FinanceCom
CAP ESTATE	Directeur Général Délégué
COLLIERS INTERNATIONAL MAROC	Administrateur, représentant permanent d'Argan Invest
CTM	Administrateur
CTM MESSAGERIE	Administrateur
DBM MEDIA GROU (ex-Africa Teldis & Communication)	Vice-Président du Conseil d'Administration
FINANCECOM	Directeur Général Délégué
FINANCECOM AFRIQUE	Administrateur, représentant permanent de FinanceCom
FINANCECOM INTERNATIONAL LUXEMBOURG	Administrateur
FINANCIERE YACOUT ET FILIALES	Membre du Directoire
FINATECH GROUP	Administrateur
INTERFINA	Administrateur intuitu personae & Directeur Général Délégué
MEDITELECOM	Administrateur
O TOWER	Administrateur, représentant permanent de FinanceCom
REVLV'S	Administrateur, représentant permanent d'Interfina
RMA	Administrateur
SAIDA STAR AUTO ET FILIALES	Membre du Directoire

M. Khalid CHEDDADI

Société	Type mandat
AUTO HALL	Administrateur
ATLAS HOSPITALITY	Administrateur
IMC	Administrateur, Président du Conseil
COSUMAR	Administrateur
CRÉDIT IMMOBILIER ET HÔTELIER	Administrateur
AXA ASSURANCES MAROC	Administrateur
ARRAWAJ IMC	Administrateur
RAMICAL	PDG
AKILAM	PDG
LARBEL	Gérant
UPLINE VENTURES	Administrateur
LESIEUR-CRISTAL	Administrateur Président du Conseil

M. Khalid CHEDDADI EN QUALITÉ DE REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA CIMR

Société	Type mandat
AFMA	Représentant de la CIMR
AL MADA HOLDING	Représentant de la CIMR
A6 IMMOBILIER	Représentant de la CIMR
BANQUE CENTRALE POPULAIRE	Représentant de la CIMR
SOCIÉTÉ DES BOISSONS DU MAROC	Représentant de la CIMR
CFG BANK	Représentant de la CIMR
CIMENTS DU MAROC	Représentant de la CIMR
LESIEUR CRISTAL	Représentant de la CIMR
EQDOM	Représentant de la CIMR
JORF FERTILIZERS COMPANY V	Représentant de la CIMR
LAFARGE HOLCIM MAROC	Représentant de la CIMR
OLEA CAPITAL FUND	Représentant de la CIMR
SAPRESS	Représentant de la CIMR
SOCIÉTÉ DE SEL DE MOHAMMEDIA	Représentant de la CIMR
SOMED	Représentant de la CIMR
SONASID	Représentant de la CIMR
WARAK PRESS	Représentant de la CIMR

M. Christian KARAOGLANIAN

Société	Type mandat
MMSHELTER	Administrateur
ADAGIO	Administrateur
INDEVHO (Société de Management hôtelier)	Président

M. Nicolas BROUSSAUD

Société	Type mandat
GEKKO SAS	Président
25HOURS GMBH	Administrateur

M. Sven BOINET

Société	Type mandat
ACCORINVEST	Administrateur
SIEHA	Administrateur
FINANCIÈRE LOUIS (POTEL & CHABOT)	Administrateur
PARIS SOCIETY	Administrateur
INSTITUT PAUL BOCUSE	Administrateur
HAUT COMITÉ DE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE (HCGE)	Membre
ALLIANCE FRANCE TOURISME	Président

M. Adil DOURI

Société	Type mandat
CFG BANK	Président
RÉSIDENCES DAR SAADA	Administrateur
ORASCOM DEVELOPMENT (Zurich)	Administrateur

M. Zouheir BENSAID

Société	Type mandat
AIR ARABIA	Administrateur
ARGAN INVEST	Administrateur
BANK OF AFRICA BMCE GROUP	Administrateur
CAP ESTATE	Administrateur
CFG	Administrateur
CTM	Administrateur
DBM MEDIA GROUP	Administrateur
DECROW CAPITAL	Administrateur
EURAFRIC INFORMATION	Administrateur
FINANCECOM	Administrateur
FINANCECOM INTERNATIONAL GROUPE	Administrateur
FINATECH GROUPE	Administrateur
INFRA INVEST	Président du Conseil d'Administration
LYDEC	Administrateur
MAGHREBAIL	Administrateur
MBT	Administrateur Directeur Général Exécutif
MEDIUM FINANCE GROUPE	Président Directeur Général
MUTANDIS	Administrateur
MUTANDIS AUTOMOBILE	Administrateur
MUTATIS	Administrateur
O TOWER ADMINISTRATEUR	Administrateur
REVLV'S GROUPE	Administrateur représentant de RMA

M. AZEDDINE GUESSOUS

Société	Type mandat
BMCE INTERNATIONAL MADRID	Administrateur
BOA GROUP	Administrateur
RMA	Administrateur
SETTAVEX	Administrateur
LYDEC	Administrateur
AL MADA	Administrateur
SONASID	Administrateur
MAROCAINE DES TABACS	Administrateur
ALMA PACK	Administrateur
ALMA BAT	Administrateur
BUDGET LOCASOM	Administrateur

MME. GHISLANE GUEDIRA BENNOUNA

Société	Type mandat
PRAYON (BELGIQUE)	Membre du Conseil d'Administration
ZMPPL (INDE)	Membre du Conseil d'Administration
PPL (INDE)	Membre du Conseil d'Administration
BSFT (TURQUIE)	Membre du Conseil d'Administration
OCP NORTH AMERICA (USA)	Membre du Conseil d'Administration
IMACID (MAROC)	Président du Conseil d'Administration
SAEDM (MAROC)	Membre du Conseil d'Administration
UM6P (MAROC)	Membre du Conseil d'Administration
UM6P ENDOWMENT HOLDING (MAROC)	Membre du Conseil d'Administration

M. Hicham BELMRAH

Société	Type mandat
BCP	Administrateur
COSUMAR	Administrateur
LESIEUR	Administrateur
MAGHREBAIL	Administrateur
SONASID	Administrateur
AL MADA	Administrateur
CAM	Membre du Conseil de Surveillance
SOMED	Administrateur
AFRIQUIA SMDC	Administrateur
NSI	Administrateur
AKWA AFRICA	Administrateur
RYAD RESSORT DEVELOPPEMENT	Administrateur
CAT	Administrateur
MAMDA IT	Administrateur
RESORT CO	Administrateur
UIR	Administrateur
OLEA CAPITAL	Administrateur
ALHIF	Administrateur
MASSIMISSA	Administrateur
A6 IMMOBILIER	Administrateur
UPLINE VENTURE	Administrateur

M. Sami NASSER

Société	Type mandat
SOCIÉTÉ SIEHA (ALGÉRIE)	Président du Directoire
SOCIÉTÉ ACCOR GESTION MAROC (MAROC)	Représentant permanent de la Société Accor SA
SOCIÉTÉ MÖVENPICK MAN TUNISIA (TUNISIE)	Gérant
SOCIÉTÉ TUNISIA HOTELS & RESORTS (TUNISIE)	Président du Conseil d'Administration
SOCIÉTÉ EL GEZIRAH COMPANY FOR HOTELS AND TOURISM (EGYPTE)	Membre du Conseil d'Administration
SOCIÉTÉ TAMARIS TURIZM ANONIM SIRKETI (TURQUIE)	Membre du Conseil d'Administration
SOCIÉTÉ FHR GULF MANAGEMENT FZ-LLC (EMIRATS ARABES UNIS)	Membre du Conseil d'Administration
SOCIÉTÉ "SAUDI FRENCH COMPANY FOR HOTEL MANAGEMENT" (ARABIE SAOUDITE)	Membre du Conseil d'Administration

13 - TITRES ET VALEURS DE PLACEMENT :

OPCVM	Nombre de parts	Montant invest
Capital Rendement	63 309	143 163 174,06

Le Directoire

ÉTAT DES HONORAIRES VERSÉS AUX CONTRÔLEURS DE COMPTES

	Fidaroc Grant Thornton							
	Montant par année				% par année			
	2021	2020	2019	2018	2021	2020	2019	2018
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	320.000	320.000	320.000	260.000	100%	91%	93%	100%
Autres diligences et prestations liées à la mission des CAC	0	30.000	25.000	0	0%	9%	7%	0%
Autres prestations rendues	0	0	0	0	0%	0%	0%	0%
Total	320.000	350.000	345.000	260.000	100%	100%	100%	100%

	Deloitte							
	Montant par année				% par année			
	2021	2020	2019	2018	2021	2020	2019	2018
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	415.000	415.000	415.000	400.000	100%	80%	88%	88%
Autres diligences et prestations liées à la mission des CAC	0	105.000	55.000	55.000	0%	20%	12%	12%
Autres prestations rendues	0	0	0	0	0%	0%	0%	0%
Total	415.000	520.000	470.000	455.000	100%	100%	100%	100%

RAPPORT DES
**COMMISSAIRES
AUX COMPTES**

Aux Actionnaires du
Groupe RISMA
97, Boulevard Massira Khadra
Casablanca

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER 2021 AU 31 DECEMBRE 2021**

AUDIT DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société Risma S.A. et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2021, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 1.150.399 compte tenu d'une perte consolidée de KMAD 184.147.

Ces états ont été arrêtés par le Directoire le 30 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2021, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Question clé de l'audit	Notre réponse
<p>Tests de dépréciation des actifs hôteliers</p> <p>Au 31 décembre 2021, la valeur comptable des goodwill et actifs hôteliers s'élève à un montant total de 2.724 MMAD.</p> <p>Ces actifs peuvent présenter un risque de dépréciation lié à des facteurs internes ou externes, comme par exemple la détérioration de la performance du Groupe, l'évolution de l'environnement concurrentiel, des conditions de marché défavorables et des changements de législations ou de réglementations. Ces évolutions sont susceptibles d'avoir une incidence sur les prévisions de flux de trésorerie du Groupe et par conséquent sur la détermination des valeurs recouvrables de ces actifs.</p> <p>Comme indiqué dans les notes annexes « Test de dépréciation et pertes de valeur des actifs », le test de dépréciation annuel se fonde sur la valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie testée, déterminée sur la base de flux de trésoreries nets futurs actualisés.</p> <p>Les goodwill et les immobilisations corporelles impactent de manière significative les comptes du Groupe et font par ailleurs appel, pour les besoins de leur évaluation, au jugement et aux estimations de la Direction. De ce fait, nous avons considéré que l'évaluation de ces actifs constitue un point clé de l'audit.</p>	<p>Nos travaux d'audit ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance du processus appliqué par le Groupe pour l'identification des indices de pertes de valeur et la mise en œuvre des tests de dépréciation pour ces actifs, et examiner les contrôles clés y afférents ; - Examiner les éléments chiffrés utilisés par le Groupe pour déterminer les valeurs recouvrables ; - Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs recouvrables retenues par le Groupe.

Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les

éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la Direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 28 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Driss Sijoui - Casablanca
Tél : 05 22 54 48 06 - Fax : 05 22 29 66 70

Faiça MEKOUAR
Associé

DELOITTE AUDIT

DELOITTE Audit
Mr. Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment "C", Itaire 3, La Marina
Casablanca
Tél: 0522 22 40 25 / 05 22 22 47 34
Fax: 05 22 22 40 78 / 47 59

Sakina BENSOUA-KORACHI
Associée

Aux Actionnaires de la société

RISMA S.A.

97, Boulevard Massira El Khadra
Casablanca

**RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021**

AUDIT DES ETATS DE SYNTHESE

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale du 5 juin 2020, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société RISMA S.A., qui comprennent le bilan au 31 décembre 2021, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 1.792.813.102,87 MAD compte tenu d'une perte de 123.524.903,82 MAD.

Ces états ont été arrêtés par le Directoire du 30 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société **RISMA S.A** au 31 décembre 2021, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés de l'audit	Notre réponse
<p>Evaluation des titres de participation</p> <p>Les titres de participation figurent au bilan au 31 décembre 2021 pour un montant net de 900 MMAD, compte tenu d'une provision pour dépréciation de 413 MMAD.</p> <p>Ces titres de participation sont comptabilisés à leur date d'entrée au coût d'acquisition. Comme indiqué dans l'état A.1, ces titres sont dépréciés par référence à la valeur actuelle à la clôture de l'exercice.</p> <p>Compte tenu de l'importance du jugement de la Direction dans l'estimation de la valeur actuelle de ces titres de participation, nous avons considéré que l'évaluation de ces titres constitue un point clé de notre audit.</p>	<p>Nos travaux ont consisté principalement à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance du processus de détermination de la valeur actuelle des titres de participation ; - Examiner les méthodes d'évaluation et les éléments chiffrés utilisés par la Direction pour déterminer les valeurs actuelles ; - Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs actuelles retenues par la Direction.
<p>Evaluation des fonds commerciaux</p> <p>Au 31 décembre 2021, la valeur nette comptable des fonds commerciaux s'élève à 148 MMAD.</p> <p>Comme indiqué dans l'état A.1, une dépréciation du fonds commercial doit être constatée lorsque sa valeur recouvrable devient inférieure à sa valeur nette comptable.</p> <p>La valeur recouvrable des fonds commerciaux est déterminée par la méthode des flux de trésorerie prévisionnels prenant en considération le risque marché et les risques spécifiques à Risma.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des fonds commerciaux constitue un point clé de notre audit en raison de l'importance du jugement et des estimations de la Direction dans la détermination de la valeur recouvrable.</p>	<p>Nos travaux ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance du processus appliqué par la Direction pour la détermination de la valeur recouvrable des fonds commerciaux et examiner les contrôles clés y afférents ; - Examiner les méthodes d'évaluation et les éléments chiffrés utilisés par la Direction pour la détermination de la valeur recouvrable ; - Tester par sondage l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs recouvrables retenues par la Direction.

Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne

sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 28 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

FIDARCC GRAN THORNTON

FIDARCC GRAN THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca
Tél : 05 22 54 48 00 - Fax : 05 22 29 66 70

Faïçal MEKOUAR
Assoc.é

DELOITTE AUDIT

Deloitte Audit
M. M. Mohammed Benabdellah
Bâtiment "C" - Ivoire 3, La Marina
Casablanca
Tél: 0522 22 40 25 / 05 22 22 47 34
Fax: 05 22 22 40 18 / 47 59

Sakina BENSOUDA-KORACHI
Associée



7, Boulevard Driss Slaoui
20 000 Casablanca
Maroc



Boulevard Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C-Tour Ivoire 3 – 3^{ème} étage
La Marina – Casablanca

Aux Actionnaires de la société
RISMA S.A.
97, Boulevard Massira Khadra
Casablanca

Rapport Spécial des commissaires aux comptes Exercice du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 95 à 97 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés par le Président du Conseil de Surveillance ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2021

Le Président de votre Conseil de Surveillance ne nous a donné avis d'aucune convention nouvelle conclue au cours de l'exercice 2021.

2. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE :

2.1 - Conventions conclues avec la société MOUSSAFIR Hôtels S.A. :

- ❖ Personnes concernées :
 - Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale MOUSSAFIR Hôtels S.A
 - Madame Sofia Lopez BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale MOUSSAFIR Hôtels S.A

2.1.1 - Convention de sous location des locaux :

- **Nature et objet de la convention** : Sous location des locaux de la société RISMA S.A à la société MOUSSAFIR Hôtels S.A.
- **Modalités essentielles** : La société RISMA S.A procède à la sous-location de ses locaux à la société MOUSSAFIR Hôtels S.A.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2021** : 288 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2021** : 346 KMAD TTC.

2.1.2 - Convention de refacturation des frais de sièges :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A à la société MOUSSAFIR Hôtels S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A à la société MOUSSAFIR Hôtels S.A à hauteur de la quote-part de l'actif de cette dernière dans la somme des actifs de RISMA S.A, MOUSSAF S.A, MOUSSAFIR Hôtels S.A, CHAYLA S.A et EMIROTEL S.A.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2021** : 3.797 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2021** : 5.169 KMAD TTC.

2.1.3 - Convention de rémunération des comptes courants :

- **Nature et objet de la convention** : Avances en comptes courants.
- **Modalités essentielles** : Les avances en comptes courants consenties ou reçues par RISMA S.A font l'objet d'une rémunération sur la base d'un taux annuel de 4% H.T.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2021** : 4.954 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2021** : 7.922 KMAD H.T.
- **Solde des avances en compte courant au 31 décembre 2021** : 70.070 KMAD.

2.1.4 - Redevances HR Access :

- **Nature et objet de la convention** : Logiciel de Paie HR Access.
- **Modalités essentielles** : Dans le cadre de la gestion de la paie des filiales (MOUSSAFIR Hôtels S.A, MOUSSAF S.A, Horizons Compétences Hôtelières S.A, CHAYLA S.A, EMIROTEL S.A) la société RISMA S.A. a mis à leur disposition, le logiciel de paie HR Access.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2021** : 134 KMAD HT.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2021** : 161 KMAD TTC.

2.1.5 - Honoraires constructions facturés par RISMA S.A. :

- **Nature et objet de la convention** : Honoraires du département construction.
- **Modalités essentielles** : Dans le cadre du développement des hôtels par RISMA S.A., cette dernière facture les honoraires du département construction pour les hôtels en cours de construction des filiales MOUSSAFIR HÔTELS S.A.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2021** : Néant.
- **Montant encaissé par RISMA S.A au cours de l'exercice 2021** : 1.110 KMAD TTC.

2.2 - Convention conclue avec la société MOUSSAF Hôtels S.A.

- ❖ Personnes concernées :
 - Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale MOUSSAF S.A
 - Madame Sofia Lopez BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale MOUSSAF S.A.

2.2.1 - Convention de sous location des locaux :

- **Nature et objet de la convention** : Sous location des locaux de la société RISMA à la société MOUSSAF S.A.
- **Modalités essentielles** : La société a procédé à la sous-location de ses locaux à la société MOUSSAF Hôtels S.A.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2021** : 24 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2021** : 29 KMAD TTC.

2.2.2 - Convention de refacturation des frais de sièges :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A à la société MOUSSAF S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A. à la société

MOUSSAF S.A. à hauteur de la quote-part de l'actif de cette dernière dans la somme des actifs de RISMA S.A., MOUSSAF S.A, MOUSSAFIR Hôtels S.A, CHAYLA S.A. et EMIROTEL S.A.

- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2021** : 180 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2021** : 246 KMAD TTC.

2.2.3 - Redevances HR Access :

- **Nature et objet de la convention** : Logiciel de Paie HR Access.
- **Modalités essentielles** : Dans le cadre de la gestion de la paie des filiales (MOUSSAFIR Hôtels S.A, MOUSSAF S.A , Horizons Compétences Hôtelières S.A, CHAYLA S.A, EMIROTEL S.A) la société RISMA S.A. a mis à leur disposition, le logiciel de paie HR Access.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2021** 11 KMAD HT.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2021** : 14 KMAD TTC.

2.3 - Convention conclue avec la société CHAYLA S.A. :

- ❖ Personnes concernées :
 - Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale CHAYLA S.A.
 - Madame Sofia Lopez BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale CHAYLA S.A.

2.3.1 - Convention de sous location des locaux :

- **Nature et objet de la convention** : Sous location des locaux de la société RISMA à la société CHAYLA S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des frais de siège de la part de RISMA S.A CHAYLA S.A.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2021** : 60 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2021** : 72 KMAD TTC.

2.3.2 - Convention de refacturation des frais de sièges :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A à la société MOUSSAF S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A. à la société MOUSSAF S.A. à hauteur de la quote-part de l'actif de cette dernière dans la somme des actifs de RISMA S.A., MOUSSAF S.A, MOUSSAFIR Hôtels S.A, CHAYLA S.A. et EMIROTEL S.A.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2021** : 723 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2021** : 984 KMAD TTC.

2.3.3 - Convention de rémunération des comptes courants :

- **Nature et objet de la convention** : Avances en comptes courants.
- **Modalités essentielles** : Les avances en comptes courants consenties ou reçues par RISMA S.A font l'objet d'une rémunération sur la base d'un taux annuel de 4% H.T.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2021** : 1.641 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2021** : 1.162 KMAD TTC.
- **Solde des avances en compte courant au 31 décembre 2021** : 34.915 KMAD.

2.3.4 - Redevances HR Access :

- **Nature et objet de la convention** : Logiciel de Paie HR Access.
- **Modalités essentielles** : Dans le cadre de la gestion de la paie des filiales (MOUSSAFIR Hôtels S.A, MOUSSAF S.A , Horizons Compétences Hôtelières S.A, CHAYLA S.A, EMIROTEL S.A) la société RISMA S.A. a mis à leur disposition, le logiciel de paie HR Access.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2021** : 33 KMAD HT.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2021** : 39 KMAD TTC.

2.4 - Conventions conclues avec la société EMIROTEL S.A.

- ❖ Personnes concernées :
 - Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale EMIROTEL S.A.
 - Madame Sofia Lopez BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale EMIROTEL S.A.

2.4.1 - Convention de refacturation des frais de sièges :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA à la société EMIROTEL S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des frais de siège de la part de la société RISMA S.A. à la société EMIROTEL S.A à hauteur de la quote-part de l'actif de cette dernière dans la somme des actifs de RISMA S.A., MOUSSAF S.A, MOUSSAFIR Hôtels S.A, CHAYLA S.A. et EMIROTEL S.A.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2021** : 3.935 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2021** : 5.306 KMAD TTC.

2.4.2 - Convention de rémunération des comptes courants :

- **Nature et objet de la convention** : Avances en comptes courants.
- **Modalités essentielles** : Les avances en comptes courants consenties ou reçues par RISMA S.A font l'objet d'une rémunération sur la base d'un taux annuel de 4% H.T.
- **Montant des charges comptabilisées par RISMA S.A au cours de l'exercice 2021** : 2.126 KMAD H.T.
- **Montant décaissé au cours de l'exercice 2021** : 2.207 KMAD TTC.
- **Solde des avances en compte courant au 31 décembre 2021** : 53.508 KMAD.

2.4.3 - Redevances HR Access :

- **Nature et objet de la convention** : Logiciel de Paie HR Access.
- **Modalités essentielles** : Dans le cadre de la gestion de la paie des filiales (MOUSSAFIR Hôtels S.A, MOUSSAF S.A, Horizons Compétences Hôtelières S.A, CHAYLA S.A, EMIROTEL S.A) la société RISMA S.A. a mis à leur disposition, le logiciel de paie HR Access.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2021** : Néant.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2021** : Néant.

2.5 - Convention conclue de rémunération des comptes courants entre la société RISMA S.A avec la société SAEMOG S.A.

- ❖ Personnes concernées :
 - Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale SAEMOG S.A.
 - Madame Sofia Lopez BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale SAEMOG S.A.

- **Nature et objet de la convention** : Avances en comptes courants.
- **Modalités essentielles** : Les avances en comptes courants consenties ou reçues par RISMA S.A font l'objet d'une rémunération sur la base d'un taux annuel de 2,21% H.T.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2021** : 661 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2021** : Néant.
- **Solde des avances en compte courant au 31 décembre 2021** : 22.970 KMAD.

2.6 - Convention de rémunération des comptes courants entre RISMA S.A et SMHE S.A :

- ❖ Personnes concernées :
 - Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale SMHE S.A.
 - Madame Sofia Lopez BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale SMHE S.A.
- **Nature et objet de la convention** : Avances en comptes courants.

- **Modalités essentielles** : Les avances en comptes courants consenties ou reçues par RISMA S.A font l'objet d'une rémunération sur la base d'un taux annuel de 6% H.T.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2021** : 210 KMAD H.T.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2021** : Néant.
- **Solde des avances en compte courant au 31 décembre 2021** : 3.500 KMAD.

2.7 - Convention sur les redevances HR Access avec HCH S.A :

- ❖ Personnes concernées :
 - Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI en sa qualité de Président du directoire et président du conseil d'administration de la filiale HCH S.A.
 - Madame Sofia Lopez BENHAMIDA en sa qualité de Membre du directoire et administrateur de la filiale HCH S.A.
- **Nature et objet de la convention** : Logiciel de Paie HR Access.
- **Modalités essentielles** : Dans le cadre de la gestion de la paie des filiales (MOUSSAFIR Hôtels S.A, MOUSSAF S.A, Horizons Compétences Hôtelières S.A, CHAYLA S.A, EMIROTEL S.A) la société RISMA S.A. a mis à leur disposition, le logiciel de paie HR Access.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A au cours de l'exercice 2021** : Néant.
- **Montant encaissé au cours de l'exercice 2021** : Néant.

2.8 - Contrat de mandat de gestion conclu entre RISMA S.A. et la société ACCOR GESTION MAROC S.A. (AGM S.A.), tel que modifié par l'avenant signé en date du 2 mars 2020 avec effet rétroactif à partir du 1er janvier 2019 :

- ❖ Personnes concernées (Administrateurs ou dirigeants communs) : Mme Sofia BENHAMIDA et Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI.
- ❖ La société RISMA détient une participation à hauteur de 33,33% des titres d'AGM.

2.8.1. Refacturation des redevances de marque et de base respectivement de 1% et 1,75% du chiffre d'affaires, ainsi que les redevances sur le résultat d'exploitation :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant des charges comptabilisées par RISMA S.A au cours de l'exercice 2021** :
 - Redevances de base pour 6.370 KMAD HT,
 - Redevances de marque pour 3.611 KMAD HT,
 - Redevances sur le résultat d'exploitation pour 4.677 KMAD HT.

2.8.2. Refacturation aux hôtels des frais de gestion de réservation A/Club supportés par Accor France S.A. et facturés à AGM S.A. dans un premier temps :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant des charges comptabilisées par RISMA S.A. au cours de l'exercice 2021** : 4.682 KMAD HT.

2.8.3. Refacturation aux hôtels de missions ponctuelles d'assistance technique :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant des charges comptabilisées par RISMA S.A au cours de l'exercice 2021** : Néant.

2.8.4. Refacturation des frais de gestion des réservations et de prestations informatiques :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant des charges comptabilisées par RISMA S.A. au cours de l'exercice 2021** : 2.444 KMAD HT.

2.8.5. Refacturation des frais de logiciel de comptabilité « Grand Back » :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant des charges comptabilisées par RISMA S.A. au cours de l'exercice 2021** : 513 KMAD HT.

2.8.6. Refacturation des frais des redevances internes :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant des charges comptabilisées par RISMA S.A. au cours de l'exercice 2021** : 366 KMAD HT.

2.8.7. Refacturation des frais de publicité :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant des charges comptabilisées par RISMA S.A. au cours de l'exercice 2021** : 2.217 KMAD HT.

2.8.8. Autres refacturations internes divers (Cluster, HELP LINE, Législation travail Search Brand) :

- **Nature et objet de la convention** : Refacturation des différentes prestations de gestion réalisées (gestion des hôtels, des réservations, de la publicité et du centre d'appel) et d'assistance technique et informatique par AGM S.A.
- **Modalités essentielles** : Refacturation des différentes prestations de gestion dans le cadre de la gestion des hôtels de RISMA S.A par AGM S.A.
- **Montant des charges comptabilisées par RISMA S.A. au cours de l'exercice 2021** : 1.094 KMAD HT.

2.8.9. Frais de siège facturés :

- **Nature et objet de la convention** : Prestations d'organisation des services administratifs des hôtels (informatique).
- **Modalités essentielles** : Cette convention, renouvelable annuellement, prévoit la facturation de la société AGM S.A. des prestations d'organisation des services administratifs des hôtels (administration, comptabilité, informatique, gestion des ressources humaines, techniques).
- **Montant des charges comptabilisées par RISMA S.A au cours de l'exercice 2021** : 121 KMAD HT.
- **Montant décaissé au cours de l'exercice 2021** : 286 KMAD TTC.

2.9. Convention non écrite relative à la répartition des ristournes des fournisseurs étrangers référencés :

- **Personnes concernées (Administration ou dirigeant commun)** : Monsieur Mohammed Amine ECHCHERKI et Mme. Sofia BENHAMIDA.

- **Nature et objet de la convention** : Reversement par la société AGM S.A. aux hôtels des ristournes versées par les fournisseurs étrangers référencés.
- **Modalités essentielles** : Dans le cadre des contrats signés avec les fournisseurs référencés, les ristournes versées par ces derniers sont réparties à hauteur de 70% pour les hôtels concernés et 30% pour AGM S.A.
- **Montant des produits comptabilisés par RISMA S.A. au cours de l'exercice 2021** : 682 KMAD HT.

Casablanca, le 28 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON

FIDAROC GRANT THORNTON
Membre Réseau Grant Thornton
International
7 Bd. Driss Slaoui - Casablanca
Tél : 05 22 54 48 00 - Fax : 05 22 29 66 70

Faïçal MEHOUAR
Associé

DELOITTE AUDIT

DELOITTE AUDIT
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment "C", Ivoire 2, La Marina
Casablanca
Tél: 0522 22 40 25 / 05 22 22 47 34
Fax: 05 22 22 40 18 / 47 59

SAKINA BENSOUA KORACHI
Associée

